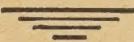


La protection des titres professionnels



THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 9 Mars 1939, à 14 heures

par

MICHEL CHARPENTIER

Président de Thèse : M. HUGUENEY, professeur.

Assesseurs { *MM. DONNEDIEU DE VABRES, professeur.*
ESMEIN, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

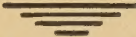
3, RUE SOUFFLOT

1939



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La protection des titres professionnels



THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 9 Mars 1939, à 14 heures

par

MICHEL CHARPENTIER

Président de Thèse : M. HUGUENEY, professeur.

Assesseurs { MM. DONNEDIEU DE VABRES, professeur.
ESMEIN, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT

1939

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



18. 1890. 1891. 1892.

1893. 1894. 1895.

A MES PARENTS

INTRODUCTION

La profession a été définie comme un apport de service fait par un individu à la collectivité; ainsi, dans la profession, deux notions se font jour : on vit pour sa profession et on en vit. En effet, tout homme pour gagner sa vie a une occupation; il exécute un certain travail productif qui lui est rétribué; d'autre part, ce même travail rend service à la société dont il fait partie : par exemple un médecin soigne les malades au nom de la santé publique, mais il a droit à une juste rémunération qui lui permette de vivre.

C'est la première de ces notions qui donne au travail toute sa valeur.

S'il est normal de laisser chacun travailler dans la branche pour laquelle il a le plus de dispositions et de goût, on doit cependant éviter un désordre qui serait préjudiciable à tous. Ainsi au nom de l'intérêt général, la liberté individuelle, en ce qui concerne la profession, subit des restrictions, car le pouvoir social se réserve à juste titre le droit de contrôler les capacités professionnelles autant qu'il l'estime utile au bon fonctionnement des services

intéressant la société. D'où l'obligation de remplir quelques conditions pour la pratique de certaines professions. Il faut ajouter aussi que l'organisation économique d'un pays doit jouir d'un équilibre harmonieux, répartissant en différentes branches ceux qui travaillent suivant les besoins de la société.

Dès que la France est devenue une grande nation sont nées les corporations afin de mieux répartir et contrôler la production. Les corporations groupaient tous les membres d'une même profession et les assujetissaient à une discipline : pour pouvoir exercer son talent il fallait prouver ses capacités; par ce contrôle, en déterminant également le nombre des titulaires d'un même métier, on en empêchait l'accroissement exagéré. Ainsi le public était garanti contre les mauvais travaux. D'autre part, les corporations veillaient à ce qu'aucune d'entre elles n'empiétât sur le domaine d'une autre. Si ce point délicat a donné lieu à des procès nombreux, il était tout de même un avantage pour ceux qui en bénéficiaient, car un vrai monopole était ainsi accordé aux « maîtres ». Malheureusement des abus apparurent dans cette organisation qui ne sut s'adapter aux changements de la vie. Tout d'abord, les maîtres, en exerçant véritablement une souveraineté absolue, réglaient d'une façon arbitraire l'accès de leur corporation. De plus, les corporations se condamnaient elles-mêmes car elles restaient immuables alors qu'autour d'elles tout évoluait et elles ne voulurent jamais s'adapter au progrès. Enfin elles devinrent de véritables institutions d'Etat au lieu de rester autonomes car le roi voyait en elles une source d'impôts et un moyen de direction dans son royaume.

En somme les corporations réglementaient la profession dans l'intérêt du public et dans l'intérêt de leurs propres

membres; lorsque ce double but fut dépassé et remplacé par un point de vue égoïste et utilitaire cette organisation perdit sa raison d'être et fut vivement attaquée.

En 1776 Turgot supprime les corporations au nom de la liberté. « Affranchir le travail des entraves qui compriment son essor, c'était à coup sûr une idée généreuse et libérale. Supprimer, au lieu de les conserver en les transformant, les institutions corporatives, types traditionnels de l'organisation du travail, abandonner l'artisan aux suggestions mauvaises de l'isolement social et de l'individualisme c'était peut-être, au contraire, faire acte d'imprévoyance et léguer à l'avenir un dangereux héritage » (1).

Rétablies un peu plus tard, au bout de quelques années les corporations disparurent définitivement avec la Révolution de 1791, faute de s'être adaptées selon l'évolution économique et sociale et pour avoir, au contraire, exagéré leurs tendances restrictives et rigoristes. Mais l'idée que représentait le principe corporatif lui-même est demeurée au fond même de l'âme de la nation.

La loi du 2 mars 1791 décréta que toute personne exercerait telle profession, art ou métier qu'elle trouverait bon. Mais, malgré tout, cette liberté absolue subit des restrictions, puisqu'aussitôt certaines professions durent être réglementées, car d'elles dépendent la santé, l'honorabilité des hommes : par exemple celles d'apothicaires, de médecins, d'avocats.

De plus, si le libéralisme a supprimé des abus réels, il a abattu en même temps les barrières dressées contre les excès de la concurrence ; exclusivement orienté vers le

(1) *Histoire des corporations de métiers*, Martin SAINT-LÉON.

profit, il a développé la production pour elle-même mais a perdu de vue le travail de l'homme.

C'est pourquoi, depuis quelque temps, au nom des mêmes intérêts qui furent invoqués pour supprimer les corporations, renaît une nouvelle réglementation. L'intérêt du public, les membres d'une même profession, le régime économique du pays demandent qu'un ordre règne. Au fur et à mesure que le besoin s'en fait sentir des professions sont soumises à des règles déterminées qui sauvegardent les différents intérêts, car, selon le mot de Lacordaire : « il y a des cas où c'est la liberté qui opprime et « la loi qui défend ».

Or cette réglementation nouvelle, qui dirige selon les vieux principes toujours valables mais s'adapte aux méthodes et aux états de faits actuels, met en lumière un point qui était resté autrefois dans l'ombre : c'est celui de l'appellation par laquelle on désigne ceux qui exercent telle ou telle profession. Le titre professionnel a, de nos jours, une grande importance, mais avant d'étudier cette importance il convient de le définir.

Le titre est le moyen de désigner une profession; c'est en quelque sorte son nom. Grâce à lui, une profession est différenciée des autres et, rien qu'à son énoncé, on sait ce qu'il représente. Le titre professionnel doit être distingué avec soin du titre universitaire ou de celui obtenu grâce à un diplôme sanctionnant des études. Dans de nombreux cas, ils s'ajoutent l'un à l'autre, car souvent, avant de prendre une situation, on fait des études qui y préparent. Mais on peut parfaitement obtenir un diplôme sans que celui-ci aide directement à exercer un emploi. Inversement beaucoup de professions sont pratiquées par des hommes qui n'ont fait auparavant aucune étude spéciale. Cepen-

dant, dans des cas déterminés, l'exercice des professions qui sont soumises à une réglementation est subordonné à la possession d'un diplôme; une complication naît parfois du fait que le titre d'une profession est le même que celui du diplôme nécessaire pour l'exercer : c'est le cas de docteur en médecine.

Ce titre obtenu à la suite d'un diplôme d'Etat ou donné par un établissement d'enseignement possède une valeur déterminée, car il indique le degré de compétence de son titulaire. Par exemple l'enseignement suivi dans les Universités permet l'obtention des grades de bacheliers, de licenciés et de docteurs; par eux-mêmes ces termes n'indiquent qu'un certain degré d'instruction; une adjonction leur est nécessaire : la science en laquelle ce grade a été obtenu : droit, médecine, lettres, etc.. Le mot docteur, en particulier, est source de difficulté, car un usage courant l'applique aux médecins comme le terme « maîtres » pour certains hommes de loi. En fait le terme « docteur » s'applique à ceux qui ont soutenu une thèse de doctorat quelle qu'elle soit.

Mais quelle est l'utilité des titres professionnels? Elle est triple. Le titre d'une profession pour ceux qui l'exercent représente une certaine valeur. Il apporte d'abord une distinction honorifique et on est fier de le porter; il constitue aussi un moyen d'existence; grâce à lui, étant donné ce qu'il représente, c'est-à-dire une compétence en une matière donnée, des clients viennent consulter.

Les titulaires d'une même profession se groupent autant pour défendre leurs intérêts communs que par sympathie confraternelle. Leur appellation est alors un signe de ralliement, un moyen commode de rapprochement.

Enfin le titre est d'un grand secours pour le public.

Lorsqu'on a besoin d'un technicien, d'un spécialiste d'un art déterminé, sa personnalité passe au deuxième plan, c'est sa compétence que l'on recherche. Or le meilleur moyen de la trouver est de se référer au titre. Grâce à lui, on est sûr que son titulaire est apte à fournir l'aide ou le renseignement souhaité; lorsqu'on est malade, par exemple, on s'adresse à quelqu'un connu par son appellation de médecin

Le titre a ainsi une grande importance par ce qu'il représente; il est donc normal qu'il ne soit employé qu'à bon escient. Si quelqu'un prend un titre auquel il n'a pas droit de graves inconvénients peuvent, dès lors, en résulter. Par exemple : depuis longtemps les professions sont victimes de ceux qu'on appelle les « illégaux » et les « empiriques ». Le bon professionnel se voit concurrencer d'une manière déloyale; ses années d'études sérieuses ne lui rapportent pas le bénéfice qu'il escomptait raisonnablement. C'est causer un préjudice certain à ceux qui y ont droit que de profiter indûment, dans un but honorifique ou lucratif, de la considération qui entoure un titre.

L'usurpation d'un titre nuit également à la profession elle-même. Si quelqu'un, par son incompetence, commet des erreurs dans l'application de la science qu'il est censé connaître il jette du discrédit sur tous ses prétendus confrères. D'autre part un groupement professionnel contrôle souvent les actes de ses membres; comme il n'a aucun pouvoir sur ceux qui, usurpant un titre, ne peuvent faire partie de leur association, le péril est d'autant plus grand.

Mais c'est surtout le public qui supporte les conséquences du port indu d'un titre. Souvent mal informé, trompé par des appellations équivoques, malhabile à discerner entre les illégaux ou les empiriques et les vrais profession-

nels, il est gravement menacé. Lorsqu'on a besoin d'un conseil on s'adresse à un technicien portant un titre désignant une connaissance déterminée, on a confiance en la signification de ce titre; dès lors, si son titulaire le porte illégalement on est trompé. Une garantie consisterait à demander la preuve du droit de porter ce titre, mais une telle solution est impossible.

Pour éviter ces différents dangers un seul procédé efficace est réalisable : il faut empêcher l'usurpation des titres professionnels; en d'autres termes, seuls ceux qui en ont le droit peuvent les porter et défense doit être faite à quiconque n'y a pas droit de s'en servir. Par là on arrive à la protection des titres. Cette protection se réalise de différentes façons suivant les cas et, alors qu'autrefois peu de professions en bénéficiaient, à l'heure actuelle, étant donné ses bons résultats, cette mesure s'étend. Il faut ajouter aussi que l'intérêt qui tend à protéger un titre diffère : c'est soit l'intérêt professionnel qui l'emporte, soit l'intérêt du public; le moyen de protection, alors, ne sera pas le même.

On constate ainsi que les professions où le titre a le plus d'intérêt à être protégé sont celles dont l'exercice est subordonné à certaines conditions. En effet, cette protection complète heureusement la réglementation dont elles sont l'objet, car si on a jugé utile de punir l'exercice illégal d'une profession, l'usurpation de son titre équivaut, pour le moins, à une intention de l'exercer. Mais pour être efficace la protection d'un titre doit déclencher des sanctions en cas de non observation. A ce point de vue les poursuites pénales sont les plus indiquées, aussi le législateur a-t-il prévu de telles mesures.

Nous allons donc étudier la protection des titres: cela

nous amènera à considérer l'évolution historique qui s'est produite pour les professions où cette mesure est en vigueur et les raisons particulières qui y ont amené, les titres protégés et les moyens de lutter contre cette usurpation. Nous indiquerons aussi les tendances actuelles de cette organisation et comment on peut l'expliquer.

CHAPITRE I

Fonctions Publiques

Pour que notre étude soit aussi complète que possible, certaines professions doivent être examinées tout d'abord; mais, aucune hésitation n'existant à leur sujet, ce point sera traité rapidement : il s'agit des fonctions publiques. En cette matière la question du titre a une grande importance car il revêt un caractère officiel.

Les fonctions publiques font l'objet d'une stricte réglementation; leurs titulaires ayant la charge d'assurer l'administration et l'ordre dans la nation jouissent, pour remplir leur rôle, d'un certain pouvoir. Mais, pour sauvegarder la liberté et les droits des citoyens, ce pouvoir doit être nettement défini; de même, les personnes qui recourent aux services des titulaires de ce pouvoir doivent avoir la certitude que ces derniers possèdent la capacité nécessaire.

L'article 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 dispose que le président de la République nomme à tous les emplois civils et militaires et la législation française

a prévu leur organisation. Il s'agit non seulement des fonctions publiques qui permettent des actes d'autorité, de commandement, mais aussi de celles qui donnent à celui qui en est investi une participation quelconque à l'exercice de la puissance publique. Le titre est un des attributs des fonctions publiques; prévu dans la réglementation légale, il diffère suivant les emplois mais toujours il est le signe qui permet de reconnaître le possesseur de cet emploi et qui garantit son pouvoir. Usurper le titre d'une fonction publique est une faute grave car c'est en quelque sorte une usurpation de pouvoir provoquée par une immixtion. C'est pour cela que le code pénal, dans son article 258, prévoit : « Quiconque, sans titre, se sera immiscé dans
« des fonctions publiques, civiles ou militaires, ou aura
« fait les actes d'une de ces fonctions, sera puni d'un em-
« prisonnement de deux à cinq ans, sans préjudice de la
« peine de faux si l'acte porte le caractère de ce crime ».

Il faut prendre la première hypothèse de cet article dans son sens large; autrefois certains auteurs estimaient que le seul fait de prendre une des qualités d'une fonction publique et, par conséquent, un titre d'une fonction publique ne constituait pas un délit d'après l'article 258, mais se rapportait à l'article 405 du code pénal qui punit l'escroquerie avec prise de fausse qualité. Pour pouvoir invoquer l'article 258 il fallait que l'inculpé eût fait un acte de la fonction usurpée en employant des manœuvres pour persuader qu'il en avait la capacité. Plusieurs raisons nous font penser que la simple usurpation d'un titre d'une fonction publique est suffisante pour qu'il y ait immixtion illégale dans cette fonction et par conséquent pour que l'article 258 soit appliqué. En effet, l'interprétation indiquée vise la deuxième hypothèse de l'article : « ou aura

« fait les actes d'une de ces fonctions » et ne tient pas compte du premier cas prévu : « quiconque, sans titre, se « sera immiscé dans des fonctions publiques ». Or c'est ce premier cas qui compte ici, car le délit d'immixtion qui y est spécifié peut résulter de plusieurs faits qui sont de nature à faire croire à un prétendu pouvoir et, prendre le titre d'une fonction publique et le porter publiquement, c'est vouloir faire croire que l'on a une certaine capacité, c'est s'immiscer dans cette fonction publique. D'autre part, il y a une tendance actuelle à réprimer toute usurpation de titre d'une façon très stricte, tendance qui sera expliquée plus loin. Pourquoi l'usurpation d'un titre, d'une fonction publique serait-elle plus difficile à établir que lorsqu'il s'agit d'une profession privée ? Si un tel fait se produisait il paraîtrait illogique car usurper une des qualités publiques est beaucoup plus grave que prendre indûment le titre d'une profession et nous avons la preuve de cette affirmation dans le fait que la loi punit plus sévèrement dans le premier cas que dans le second.

Nous devons donc conclure qu'il est interdit d'usurper le titre d'une fonction publique; mais ce terme est très général et mérite quelques précisions. Remplissent une fonction publique, tout d'abord, ceux que l'on appelle « fonctionnaires »; ce mot est lui-même la source de nombreuses discussions et il est souhaitable qu'un statut depuis longtemps à l'état de projet, règle cette question et détermine en même temps la notion du titre des fonctionnaires. Du reste ce point de vue, se rattachant directement au droit administratif, dépasse le cadre de cet ouvrage. Il convient donc seulement d'étudier le problème des titulaires d'une fonction publique qui ne sont pas

fonctionnaires, mais qui exercent pourtant leur emploi par une délégation de l'autorité publique.

Dans cette catégorie se trouvent principalement les notaires, les avoués, les huissiers, les greffiers, les commissaires-priseurs, les courtiers privilégiés, les agents de change : tous ceux-ci se rattachent à la vaste corporation des juristes.

Les notaires sont « établis pour recevoir tous les actes « et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire « donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de « l'autorité publique et pour en assurer la date, en con- « server le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions » spécifie l'article 1^{er} de la loi du 25 ventôse, an XI, concernant l'organisation du notariat. Les notaires sont nombreux en France, ils président à beaucoup d'actes passés par les individus; comme le langage juridique est souvent obscur et peu compréhensible pour les profanes ils jouissent d'une certaine réputation et on les écoute volontiers. Les notaires voient fréquemment leurs fonctions usurpées; en effet, beaucoup de Français ont besoin de conseils en matière juridique et il suffit à un individu d'étudier le droit pour donner quelques avis simples. D'autre part, les agents d'affaires qui n'observent pas forcément un tarif légal peuvent faire payer leurs clients moins cher qu'un notaire qui, lui, est tenu à un tarif déterminé. Enfin n'importe qui peut être « agent d'affaires » ou « conseiller juridique » alors qu'il faut remplir certaines conditions pour posséder une étude. Pour toutes ces raisons souvent des agents d'affaires font faire à leurs clients non pas des contrats qui forment le monopole des notaires (ce qui constituerait un délit suivant le deuxième cas prévu par l'article 258), mais des conventions courantes qui n'ont

pas besoin d'être authentiques ce qui est leur droit. Mais pour influencer le public et jouir d'une réputation à laquelle ils n'ont pas droit ils s'immiscent dans les fonctions de notaire et en prennent le titre ou les attributs. De tels faits méritent alors la peine prévue par la première hypothèse de l'article 258.

Cette peine sévère (deux à cinq ans de prison) effrayant les agents d'affaires ceux-ci aiment mieux recourir à des moyens détournés, tout aussi blâmables du reste, mais provoquant d'autres sanctions.

Spéculant sur l'ignorance du public en matière d'organisation notariale, sans usurper véritablement les signes extérieurs qui caractérisent les notaires, ils prennent certains attributs trompeurs. Ces manœuvres sont graves, car elles peuvent provoquer des torts considérables aux personnes qui croient avoir affaire à un officier ministériel véritable.

Un arrêt récent de la cour d'appel de Rennes (17 mai 1934) est intéressant à signaler à ce sujet. Un agent d'affaires s'intitulait « reçu notaire » sur ses papiers et ses prospectus. Il possédait le certificat d'aptitude aux fonctions de notaire prévu par la loi du 12 août 1902 modifiant celle du 25 ventôse, an XI et, dans un but de concurrence déloyale, s'en servait en essayant de faire croire que la possession de ce diplôme conférait la qualité de notaire. Or la loi a prévu cette fraude car elle spécifie que ce diplôme ne doit jamais être remis à l'intéressé et qu'il est seulement délivré au parquet au moment où le candidat notaire a traité d'une étude et établi son dossier de présentation. La possession de ce diplôme est une des conditions prévues pour être notaire, mais il en existe d'autres. Le fait de s'intituler « reçu notaire » ou « diplômé

notaire » constitue véritablement un usage du diplôme en opposition formelle avec la volonté du législateur de 1902 et indique un moyen de tromper le public.

Dans les motifs le jugement précise bien ces points :

« Considérant que le quasi délit de concurrence déloyale reproché à X peut résulter soit d'un dénigrement « systématique, soit de l'emploi de procédés de publicité « de nature à créer dans l'esprit du public non averti une « confusion entre les fonctions d'agent d'affaires et celles « de notaire, susceptible de porter atteinte au monopole « dont jouit le notariat;

« Considérant que le fait d'inscrire sur ses prospectus « réclame, imprimés sur papier buvard et distribués à profusion dans les théâtres, les cinémas, les autocars et « jusque dans les rues la mention « reçu notaire » constitue indubitablement une prise de qualité indue et de « nature à tromper les personnes ignorantes des conditions « requises pour l'exercice de la profession de notaire;

« ...X, fils de notaire, a fait son droit, ses stages et a « été reçu à l'examen, mais il n'a pas été reçu notaire, en « effet pour cela il faut être présenté, avoir un dossier, « etc... Ainsi en se disant faussement reçu notaire il a « créé la confusion la plus complète entre sa situation et « celle de notaire en s'assimilant sans droit à un officier « public ».

Dans ce procès il n'y avait pas eu usurpation de titre; l'inculpé qui n'était pas poursuivi suivant l'article 258 du code pénal mais sur la plainte de la chambre des notaires a été condamné pour concurrence déloyale; cet arrêt se rattache tout de même à la question de la protection du titre; il montre que tout ce qui touche à ce point précis a été spécifié par la cour d'appel, ce qui indique bien son

importance et les précautions que l'on prend contre les usurpateurs soit d'un titre lui-même soit d'un semblant de titre.

En ce qui concerne les avoués, les greffiers, les huissiers, les commissaires priseurs et les agents de change, aucune difficulté ne se présente et la protection joue de façon identique.

Une autre fonction publique mérite des explications car elle peut être l'occasion de confusions: il s'agit des courtiers privilégiés. La profession de courtier est libre en général; un courtier est un commerçant qui sert d'intermédiaire à d'autres commerçants pour permettre à ceux-ci de conclure des opérations. A côté de cette catégorie existent des courtiers inscrits: le tribunal de commerce inscrit (d'où le nom) une liste de courtiers libres choisis qui jouissent ainsi de certaines prérogatives; leur rôle possède alors un certain caractère officiel.

Enfin existent les courtiers privilégiés; eux seuls sont des officiers publics nommés par le président de la République. Il se répartissent en plusieurs branches: les courtiers d'assurances maritimes, les courtiers maritimes appelés aussi courtiers interprètes et conducteurs de navires, les courtiers de transport et les courtiers piqueurs de vin; les deux dernières catégories ont disparu du reste depuis longtemps.

Pour les courtiers privilégiés, qu'il ne faut pas confondre avec les autres, la protection du titre joue, mais, pour eux, les cas d'usurpation sont plus rares que lorsqu'il s'agit des notaires. En effet, ces professions font l'objet d'une grande spécialisation; leurs titulaires ont des rapports constants avec des fonctionnaires qui ne se laissent pas

tromper; leur nombre enfin, plus limité, permet une surveillance efficace et rapide.

La protection du titre dans les fonctions publiques ne soulève pas en somme de grandes difficultés; cela tient au fait qu'elles sont étroitement réglementées et que l'article 258 du code pénal englobe d'une façon générale toute usurpation à leur égard. Cette protection déjà ancienne indique que, de bonne heure, elle a été jugée nécessaire étant donné son rapport étroit avec l'ordre public; il n'en est pas de même en ce qui concerne les professions privées où une lente évolution a marqué différentes étapes.

CHAPITRE II

Professions règlementées sans protection du titre

La protection du titre dans les professions où elle existe à l'heure actuelle s'est faite lentement et par étapes successives. La loi, dans ce domaine comme dans bien d'autres, a suivi l'évolution des mœurs et de la vie sociale. Il faut ajouter aussi que suivant les différentes professions le problème a varié; si, partout, la même ligne générale est apparue, les applications n'ont été définitivement précisées par la loi que lorsque le besoin s'en faisait sentir selon les cas.

Le titre lui-même de la profession et sa protection éventuelle contre des usurpateurs supposent que cette profession est nettement définie et connue; c'est pourquoi, sauf de rares exceptions, avant d'arriver à une répression spécifiée par la loi en cas d'usurpation de titre, il a fallu progressivement délimiter, préciser cette profession, fait

obtenu grâce à une réglementation quelconque. La protection d'un titre déterminé, de même que la protection des titres professionnels en général, est en quelque sorte la consécration et la conséquence de la réglementation des professions, car on ne peut protéger une chose que lorsqu'elle possède une identité propre. C'est donc en examinant d'abord cette réglementation du point de vue qui touche au titre que l'on peut expliquer l'état présent de la question.

Parmi les professions, sont intéressantes à étudier : celle d'avocat et celles qui touchent à l'art médical. En effet, chez elles le problème s'est posé en premier ; c'est donc par elles que va commencer l'étude de l'évolution de la réglementation professionnelle.

SECTION I

AVOCATS

L'avocat, l'homme qui défend les causes en justice, existait déjà dans l'ancien droit français. De bonne heure ceux qui exerçaient cette profession furent soumis à un certain règlement ; ils formaient le barreau. C'est en parlant du barreau que le chancelier d'Aguesseau disait : « Aussi ancien que la Magistrature, aussi noble que la Vertu, aussi nécessaire que la Justice ».

Dès le 13 février 1327 une ordonnance de Philippe de Valois déclare qu'aucun avocat ne sera admis à plaider s'il n'a prêté le serment prescrit et s'il n'est inscrit au

rôle. Les avocats se trouvent ainsi soumis à une discipline; car on estime qu'étant les collaborateurs du juge et les confidents du justiciable il importe que cette profession soit réglementée. A cette époque il semble bien qu'il existait une différence entre le titre d'avocat et l'exercice de la profession. En effet, un arrêt de règlement du Parlement de Paris en 1344 déclare : « Nul n'aura le titre « d'avocat s'il n'a été reçu en la Cour après serment et « la qualité d'avocat ne donnera le droit de plaider qu'au-
« tant que l'avocat sera inscrit sur le tableau ». Donc pour avoir le titre d'avocat il faut avoir prêté serment et avoir été reçu par la Cour; pour exercer la profession il convient de plus d'être inscrit au tableau. Certains auteurs repoussent cette distinction. D'après eux, comment ne pas voir dans la formalité, rendue obligatoire, du renouvellement annuel du serment quelque chose de plus que le rappel d'un engagement contracté ? Ce fait indiquerait que le titre d'avocat n'est pas concevable hors l'exercice et que l'effet attributif de la qualité professionnelle est attaché autant au serment renouvelé qu'au serment initial. Cette objection ne nous semble pas valable étant donné la précision de l'arrêt précité qui indique nettement une différence entre l'usage du titre et l'exercice de la profession. Quoiqu'il en soit la loi ne prévoyait pas de sanctions pénales directes en cas d'usurpation de titre. En effet, les avocats, bien que leur profession fût enviée, n'avaient pas beaucoup de concurrents et les règles du barreau suffisaient à garantir au public la valeur de ses défenseurs et à écarter les imposteurs.

Avec la Révolution la réglementation de la profession d'avocat est supprimée. L'abolition des corporations comprend l'Ordre des avocats. L'article 10 du décret du 11

septembre 1790 déclare : « Les hommes de loi, ci-devant « appelés avocats, ne devront former ni ordre ni corporation, n'auront aucun costume particulier dans leurs « fonctions ».

L'ordre des avocats ne protesta pas contre cette condamnation, mais ses membres se groupèrent sous le nom d'avocats du Marais et conservèrent ainsi les traditions qu'ils léguèrent plus tard à leurs successeurs.

Mais si les avocats n'existaient plus, les tribunaux, eux, fonctionnaient toujours et le public, pour plaider ses causes, eut alors recours aux « défenseurs officieux ».

Les abus apparurent dès lors nombreux et néfastes. Robespierre, avocat à Arras, disait juste en prédisant l'invasion des tribunaux par des gens de loi sans délicatesse, sans enthousiasme pour leur devoir, poussés seulement dans leur carrière par un vil intérêt. En effet, toute personne pouvant plaider en justice et n'étant soumise à aucun contrôle, des individus profitèrent des circonstances pour s'occuper des affaires de justice sans aucun scrupule et au détriment de leurs clients.

Des plaintes s'élevèrent, à tel point que la loi du 22 ventôse, an XII (13 mars 1804) relative aux écoles de droit, réorganisa la profession. Dans les motifs le conseiller Berlier déclarait : « Le Gouvernement a cru convenable de rétablir cette corporation et le titre V du projet « y pourvoit en ordonnant la formation du tableau des « avocats ».

Voici les articles qui traitent de cette question :

Article 24 : « A compter du 1^{er} vendémiaire, an XVII, « nul ne pourra exercer les fonctions d'avocat près les tribunaux, sans avoir représenté au commissaire du Gou-

« vernement et fait enregistrer, sur ses conclusions, son « diplôme de licencié ».

Article 29 : « Il sera formé un tableau des avocats exerçant près les tribunaux »...

Article 31 : « Les avocats seront tenus à la publication de la présente loi et, à l'avenir, avant d'entrer en fonctions, de prêter serment »...

Article 38 : « Il sera pourvu par les règlements d'administration publique... à la formation du tableau des avocats et à la discipline du barreau »...

Cette loi fut une cause de discussions passionnées : comme elle rétablissait une discipline dans le barreau, ceux qui jusqu'ici avaient abusé de la situation protestèrent énergiquement. Mais, devant la perturbation qui existait alors et qui devait être enfin arrêtée, la loi fut votée et le tribunal l'approuva. D'après ce texte, qui subsiste toujours, pour exercer la profession d'avocat il faut : posséder la licence en droit, avoir prêté serment et être inscrit au tableau après l'admission par le conseil de l'ordre. Ces mêmes conditions remplies on peut porter le titre d'avocat qui jouit ainsi d'une reconnaissance officielle et devient un élément de la réglementation d'une profession. Il faut remarquer également qu'aucune protection spéciale n'était encore apparue comme nécessaire.

Conformément à l'article 38 de la loi du 22 ventôse, an XII, un décret en date du 14 décembre 1810 précisait l'application de la loi.

Le 20 novembre 1822 une ordonnance royale qui modifiait le décret précédent amena un changement important dans la situation. En effet, à partir de ce moment, pour être avocat il n'est pas besoin d'être inscrit à un barreau ; cette condition n'était nécessaire que pour plaider,

Voici l'article 5 de l'ordonnance : « Nul ne pourra être « inscrit sur le tableau des avocats d'une cour ou d'un « tribunal s'il n'exerce réellement près de ce tribunal ou « de cette cour ».

De ce fait même une distinction existe entre, d'une part, le titre d'avocat, qui était acquis par les licenciés en droit lors de la prestation de serment, et d'autre part, la fonction d'avocat, dont l'exercice se subordonnait à l'inscription au tableau. En somme, on pouvait prendre le titre sans exercer la profession.

L'ordonnance du 20 novembre 1822 est légale, contrairement à une théorie soutenue naguère; en effet, elle a été prise en vertu de l'article 38 de la loi de ventôse qui prévoyait qu'un règlement préciserait ses applications.

D'autre part certains auteurs ont prétendu que, contrairement à l'idée qui vient d'être développée, l'ordonnance de 1822 ne pouvait pas créer une catégorie d'avocats qui eussent été étrangers à l'ordre, car la loi de ventôse n'avait rétabli le titre que pour les membres du barreau. Un acte réglementaire, ajoutent-ils, ne peut contenir aucune disposition qui soit contraire à la lettre et à l'esprit de la loi dont il assure l'exécution. Cet argument a une réelle valeur, mais voici ce qu'on peut y répondre. D'une part, il est certain que l'ordonnance de 1822 a permis de porter le titre d'avocat sans que pour cela l'exercice de la profession fût nécessaire et créât ainsi une distinction. Plusieurs décisions le prouvent. Par exemple un arrêt de la Cour de cassation du 3 mars 1840 (1); un vœu du conseil de l'ordre en 1835 réclamant contre cet état de chose demande : « Nul ne pourra prendre le titre

(1) S. 1840-1-193.

« ni exercer la profession d'avocat s'il n'est inscrit sur un « tableau d'avocat ou admis au stage ». Enfin un arrêt du Conseil d'Etat du 18 février 1921 (1) spécifie: « attente du... qu'il résulte des divers textes qu'en rétablissant « le titre d'avocat la loi précitée (ventôse, an XII) ne l'a « accordé qu'aux avocats exerçant près les tribunaux ; « qu'en admettant que du rapprochement des articles 13, « 38, 39 de l'ordonnance du 20 novembre 1822, il ressorte « que celle-ci a entendu créer une distinction entre le titre « d'avocat lequel serait acquis en droit par la prestation « de serment et la fonction d'avocat dont l'exercice rendrait « seul nécessaire l'inscription au tableau »...

D'autre part, cette distinction créée par l'ordonnance de 1822 est-elle contraire à la loi de ventôse, an XII ? A vrai dire c'est une extension du titre qui a été admise, extension due aux termes très généraux de la loi plutôt qu'une création nouvelle. Cette disposition paraît cependant avoir dépassé la portée prévue par la loi ; cela d'autant plus que la sentence précitée du Conseil d'Etat parlant du décret de 1920 qui a remplacé l'ordonnance de 1822 reconnaît que le décret « bien plus que l'ordonnance « de 1822 assurait l'application du principe posé par la « loi, à savoir l'attribution du titre d'avocat aux seuls « avocats exerçant près les tribunaux ». Quoi qu'il en soit, pendant un siècle les tribunaux ont appliqué l'ordonnance de 1822 dont il faut voir maintenant les effets par rapport à la réglementation de la profession.

Plusieurs cas peuvent se présenter. Il existait d'abord des avocats inscrits à un barreau qui remplissaient honnêtement leur profession sous le contrôle du conseil de l'or-

(1) D. 1922-3-1.

dre chargé d'assurer la discipline. Leur titre officiel, réglementé, n'était pas protégé.

D'autre part il était très rare qu'un individu dépourvu de tout diplôme se fît passer pour un avocat. En effet, s'il se servait du titre il portait généralement la robe et ce délit tombait alors sous le coup de l'article 259 du code pénal, 1^{er} alinéa (1). Mais s'il n'usurpait que le titre, aucune sanction directe n'existait.

Enfin se trouvait très fréquemment le cas d'un licencié en droit ayant prêté serment, qui, par conséquent, pouvait légalement s'appeler avocat sans exercer la profession. Ils usaient de leur titre dans un but honorifique et cela n'avait guère d'importance étant donné leur petit nombre. Mais les inconvénients de la séparation purement artificielle du titre et de l'exercice de la profession apparurent lorsque la profession d'agent d'affaires prit un développement important. En effet, plusieurs d'entre eux usèrent du titre d'avocat auquel ils avaient droit pour inspirer confiance à leurs clients et s'en servirent pour les attirer par une publicité interdite aux avocats régulièrement inscrits. Ils profitaient, en somme, du prestige du titre d'avocat sans être contrôlés; ce qui prouve que si le titre est honorable sans la profession, il peut quelquefois devenir une occasion d'abus fort dangereux. Mollot ajoute (2): « La prise du
« titre d'avocat est bien autrement grave lorsque celui
« qui se dit avocat, parce qu'il est licencié ou même asser-
« menté, a pour but de commettre des fraudes ou des
« abus en voulant inspirer au public une confiance immé-

(1) Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartiendrait pas sera punie d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans (loi du 28 mai 1858).

(2) MOLLOT : *Règles de la profession d'avocat*.

« ritée au préjudice des avocats qui exercent et ont droit
 « d'exercer la profession ». Des réclamations s'élevèrent
 de toutes parts. Des plaideurs trompés convaincus qu'ils
 avaient affaire à un membre du barreau saisissaient de
 leurs plaintes les bâtonniers qui n'en pouvaient connaître.
 D'un autre côté, les avocats protestaient contre la con-
 currence déloyale dont ils étaient victimes. La jurispru-
 dence, longtemps, appliqua strictement l'ordonnance de
 1822; puis peu à peu une évolution se dessina. Ainsi on
 trouve un jugement du tribunal correctionnel de la Seine
 en date du 18 mai 1920 (1) qui indique la tendance nou-
 velle : « Attendu que le seul fait de se déclarer avocat,
 « même lorsqu'on ne prétend pas faire partie d'un bar-
 « reau attaché à une juridiction, constitue la prise d'une
 « fausse qualité;

« Attendu que les lois et ordonnances qui régissent la
 « profession d'avocat exigent que, pour porter légitime-
 « ment le titre, il faut avoir obtenu le diplôme de licencié
 « en droit et être inscrit à un barreau déterminé après
 « avoir été admis au serment;

« Attendu que la prestation de serment devant la cour
 « d'appel est seule attributive du titre d'avocat, que ce
 « titre implique nécessairement l'existence de ces deux
 « conditions légales;

« Attendu que tout individu qui n'a pu les remplir est
 « usurpateur lorsqu'il s'attribue cette qualité devant des
 « tiers;

« Attendu que ce titre constitue une présomption de
 « grande honorabilité et doit être protégé contre ceux qui

(1) Gaz. Trib. 19, 20 mai 1920.

« voudraient l'exploiter en une de ces combinaisons équivoques et délictueuses »...

Ce jugement qui unit le titre et l'exercice de la profession devait être le premier pas vers une réglementation nouvelle. En effet, ému par les abus qui se produisaient et par les plaintes émanant de tous côtés, le Gouvernement modifia l'ordonnance de 1822 par le décret du 20 juin 1920.

Ce décret régit l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau tels qu'ils existent encore actuellement. Le titre d'avocat est associé à l'exercice de la profession, suivant les prescriptions de l'article 5 : « Seuls ont droit au titre d'avocat les licenciés en droit « qui sont régulièrement inscrits au tableau ou au stage « du barreau d'une cour d'appel ou d'un tribunal de première instance. Ils doivent faire suivre leur titre d'avocat de la mention de ce barreau. »

Ainsi le titre d'avocat est réservé à ceux qui, ayant au préalable prêté serment, ont ensuite été admis au stage. L'enquête de moralité ne se fait plus après la prestation de serment et avant l'admission au stage ; elle se fait avant la prestation de serment. Le titre d'avocat est réservé à ceux qui exercent cette profession et à eux seuls. Pour marquer ce point précis il est enjoint aux avocats inscrits de spécifier l'indication de la cour ou du tribunal près duquel fonctionne le barreau dont ils font partie ; par exemple, on ne pourra voir que la mention complète de : « X..., avocat à la cour d'appel de Paris ».

Les articles 26 et 47 du décret fixent les titres d'avocat stagiaire et d'avocat honoraire.

On s'est demandé si ce décret était légal et, en particulier, si l'usage du titre d'avocat pouvait être réglementé

par un décret. A n'en pas douter le Gouvernement avait le droit de prendre une décision dans le sens où il l'a fait. En effet, ce décret de 1920 pris en Conseil d'Etat est un règlement d'administration publique passé en vertu de la loi de ventôse, an XII. Il modifie le régime en vigueur depuis l'ordonnance de 1822 et il en a la possibilité puisque, par ce changement, il supprime les avocats non inscrits que la loi de ventôse n'avait pas prévus. Ainsi qu'il a été dit plus haut le décret de 1920 applique plus strictement que l'ordonnance de 1822 la loi de ventôse an XII. Ce décret ayant été attaqué, le Conseil d'Etat, le 18 février 1921 (1), dans un arrêt dont certains passages ont été déjà cités, précisait : « attendu que ce fait (cette modification du droit au titre) ne pouvait être un obstacle à ce que le Gouvernement abrogeât la dite ordonnance (1822) et prit un règlement nouveau en vertu de la délégation contenue dans l'article 38 de la loi susvisée de ventôse, an XII, en vue d'assurer l'application d'un principe posé par la loi elle-même; que c'est dans ce but et conformément à ce principe qu'a été édicté l'article 5 du décret attaqué, d'après lequel, sous réserve de la disposition transitoire contenue à l'article 49, paragraphe 1^{er}, seuls ont droit au titre d'avocat les licenciés en droit qui sont régulièrement inscrits au tableau ou au stage d'une cour d'appel ou d'un tribunal de première instance ».

Dorénavant la profession d'avocat est légalement réglementée et l'usage du titre réservé strictement aux ayants droits. Le principe normal de l'indissolubilité entre le titre et la profession est définitivement adopté. Le con-

(1) D. 1922-3-1.

seil de l'ordre possède un contrôle et un pouvoir disciplinaires sur les porteurs de ce titre, ce qui permet une répression des abus et une surveillance contre toute usurpation.

Une dérogation à ce règlement a été prévue par le décret. En effet, certains avocats non inscrits n'abusaient pas de leur titre et exerçaient une profession qui ne nuisait en rien aux membres du barreau. D'autre part, on a voulu permettre à tous de continuer à vivre comme ils le faisaient auparavant et cette mesure est certes équitable. En conséquence, l'article 49 prévoit une mesure transitoire : « Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1^{er} et, à titre transitoire, les licenciés en droit ayant prêté serment et non inscrits au barreau d'un cour d'appel ou d'un tribunal de première instance, qui, antérieurement à la date de la publication du présent décret, auront pris le titre d'avocat pourront conserver cette dénomination.

« Toutefois ne bénéficieront pas de la disposition exceptionnelle qui précède, ceux qui auront été rayés par mesure disciplinaire du tableau des avocats à un barreau et les anciens officiers ministériels destitués ».

Ainsi les licenciés en droit ayant prêté serment et portant habituellement le titre d'avocat avant le 20 juin 1920 peuvent continuer à se faire appeler de la sorte. On les reconnaît au fait qu'ils portent le titre, sans aucune précision concernant un barreau, par exemple : « X..., avocat ».

Si les avocats régulièrement inscrits ont dû subir l'article 49, ce fut pour obtenir enfin la consécration du titre qu'ils poursuivaient depuis longtemps. Du reste devant le conseil de l'ordre de Paris on a soutenu que cette mesure

transitoire était illégale comme étant en contradiction avec la loi de ventôse, an XII; le pouvoir exécutif agissant par délégation de cette loi ne pouvait pas, disait-on, en violer une disposition essentielle. En somme on reprenait les griefs qui avaient été invoqués contre l'ordonnance de 1822. Cette question n'a pas été posée devant le Conseil d'Etat; elle n'a que peu d'intérêt; en effet, la disposition prévue par l'article 49 est appelée à disparaître lorsque ceux qui en bénéficient n'existeront plus.

Le décret du 20 juin 1920 consacre donc d'une manière exacte la lente évolution qui s'est manifestée dans la carrière d'avocat. Durant les rares périodes où celle-ci a été absolument libre des désordres se produisaient : il faut donc une certaine réglementation. D'autre part, lorsque le titre pouvait être porté sans contrôle des individus s'en servaient dans un but d'intérêt mesquin : des faits qui se produisirent au XIX^e siècle le prouvent.

Dans un intérêt général il est indispensable que ce titre soit réservé uniquement à ceux qui en exercent la profession sous la vigilance du conseil de l'ordre. Mais malgré toutes ses précisions le décret de juin 1920 présente une grave lacune : il pose un principe, mais il n'en assure pas l'application. En effet, il ne comporte pas de sanction. L'usurpation du titre d'avocat ne peut être réprimée que par des moyens indirects. La réglementation de la profession d'avocat au cours de l'histoire souligne et explique la valeur de ce titre; mais pour que cette valeur soit efficacement protégée, comme elle doit l'être contre les usurpateurs d'un titre, une sanction directe est nécessaire. Une loi en 1924 vient régler cette question qui sera étudiée plus loin.

SECTION II

MEDECINS

La profession de médecin a été réglementée de bonne heure, comme celle d'avocat. Pourtant on s'est demandé parfois s'il ne convenait pas de laisser libre cette profession afin de sélectionner les guérisseurs par une libre concurrence totale. L'expérience a répondu à cette question: en effet, elle a démontré que dans la lutte pour la vie l'avantage ne reste pas nécessairement au plus digne, au plus savant, au plus habile, mais à qui sait le mieux persuader le public de son talent véritable ou supposé, en un mot, au plus charlatan. Or ici la matière est grave puisqu'il s'agit de vies et de santés humaines. Il est donc indispensable que ceux qui veulent exercer l'art médical possèdent une certaine capacité garantie. C'est ainsi que dès le XIV^e siècle il existe une réglementation de la profession.

Un édit de Philippe le Bel de 1311 émet un ensemble de prescriptions qui furent reprises par Charles VI. Ce dernier, en effet, le 20 août 1390 adressa des lettres patentes au prévôt de Paris, à tous autres justiciables et à tous lieutenants, pour leur prescrire d'examiner la capacité de ceux qui exercent la médecine ou la chirurgie. Plus tard, l'article 87 de l'ordonnance de 1579 spécifie: « Nul « ne pourra pratiquer en médecine qu'il ne soit docteur « en la faculté de médecin de l'Université de Paris ». En-

fin, en mars 1707, nouvel édit concernant l'exercice de la médecine.

A la Révolution toute cette législation ancienne s'écroula; le décret du 18 août 1792 supprima les Universités et les corps enseignants. A cette époque n'importe qui pouvait donner des consultations et soigner les gens. Il n'est pas besoin de souligner le désordre qui s'ensuivit. Au bout de 10 ans de ce régime, le Gouvernement constatant le péril qu'il y avait à laisser la situation dans cet état fit voter la loi du 19 ventôse an XI (10 mars 1803). Dans les motifs de la loi Fourcroy situe exactement la question: « Les nations civilisées ont constamment trouvé dans la « médecine sinon des remèdes assurés contre les maladies, « au moins des secours multipliés et des soulagements « certains. L'utilité de cet art consolateur a été sentie « chez tous les peuples et, dans tous les siècles, il n'a point « existé de gouvernement qui ne lui ait prêté un appui « favorable et qui ne se soit intéressé plus ou moins vivement à ses progrès. L'anarchie seule, qui ne respecte « aucune institution, a pu méconnaître l'importance de « l'art de guérir. Il appartient à un gouvernement réparateur de rendre à cette branche de l'instruction sa « splendeur ancienne et ses résultats avantageux. Profondément pénétré de la nécessité de rétablir l'ordre dans « l'exercice d'une profession qui intéresse essentiellement « la sûreté et la vie des citoyens le Gouvernement vous « présente un projet de loi qui a pour but de régulariser « la pratique de cet art salubre... Depuis le décret du « 18 août 1792 l'anarchie la plus complète a pris la place « de l'ancienne organisation. Ceux qui ont appris leur art « se trouvent confondus avec ceux qui n'en ont point la « moindre notion »,

Certes, l'homme d'Etat souligne que sous l'ancien régime des diplômes étaient délivrés sans études sérieuses, mais ces études supprimées le mal est encore plus grand. La loi de ventôse, an XI déclare : Article 1 : « A compter « du 1^{er} vendémiaire de l'an XII nul ne pourra embrasser « la profession de médecin, de chirurgien ou d'officier de « santé, sans être examiné et reçu comme il sera prescrit « par la présente loi ».

Article 2 : « Tous ceux qui obtiendront à partir du « commencement de l'an XII le droit d'exercer l'art de « guérir, porteront le titre de docteur en médecine ou en « chirurgie, lorsqu'ils auront été examinés et reçus dans « l'une des 6 écoles spéciales de médecine, ou celui d'offi- « cier de santé quand ils seront reçus par les jurys dont « il sera parlé aux articles suivants ».

La loi de ventôse réglemente ainsi la profession de l'art médical et elle prévoit deux catégories de praticiens portant deux titres différents. D'abord existent les médecins pourvus du titre de docteur en médecine délivré par une des 6 écoles de médecine; ces médecins jouissent du plein exercice de la profession et peuvent pratiquer dans toute la France. D'autre part, la difficulté des moyens de transport et l'éloignement des campagnes rendaient parfois impraticables les visites des médecins qui séjournaient dans les villes. Il faut ajouter également que leur nombre était trop restreint. On créa alors des officiers de santé : ils faisaient des études médicales moins longues, passaient un examen plus simple, mais n'avaient le droit de soigner que dans la limite de leur département. Les habitants des campagnes pouvaient ainsi consulter des hommes de l'art répartis dans les campagnes, sans trop de frais.

Il ne suffisait pas de réglementer l'exercice de l'art mé-

dical, il fallait aussi le protéger contre les usurpations possibles. C'est pourquoi l'article 36 de la loi prévoit des dispositions pénales contre toute personne qui exerce illégalement la médecine. Cet article vise tous les « guérisseurs » ou les « soigneurs » qui donnent des consultations et qui dorénavant sont passibles de poursuites.

Dans la réglementation de cette profession, pour la première fois, on voit apparaître à ce moment, dans un texte officiel, la notion de la valeur d'un titre et les dangers que provoque son usurpation. Si les titres de docteur en médecine et d'officier de santé prévus par la loi dans la réglementation de l'art médical ne sont pas encore l'objet d'une protection directe, on considère que le titre, par l'influence qu'il exerce, est un apport pour la confiance sollicitée ou un signe de confiance accordée. Son port représente une indication qui ne doit pas être trompeuse sous peine de dangers. Aussi la prise indue d'un titre devient une circonstance aggravante de l'exercice illégal de la médecine. Celui qui soigne illégalement sans revendiquer aucun diplôme est moins coupable et trompe moins le public que celui qui fait les mêmes actes mais en se présentant comme pourvu de la capacité voulue. Cette très juste constatation aboutit à une solution incomplète, car l'usurpation d'un titre, comme l'expérience le prouvera par la suite, peut être nuisible par elle seule. Quoi qu'il en soit dès l'an XI la question du titre est mentionnée.

La loi de ventôse an XI, n'avait prévu qu'une répression insuffisante. Dans les campagnes le charlatanisme fit de ce fait des progrès considérables. D'autre part, on assista à la diminution du nombre des officiers de santé, les étudiants aimant mieux faire des études complètes et avoir le titre de médecin. La loi du 30 novembre 1892

réorganisa donc l'exercice de la médecine. Voici l'article 1 qui pose la condition essentielle de l'art médical : « Nul « ne peut exercer la médecine en France s'il n'est pas « muni d'un diplôme de docteur en médecine délivré par « le Gouvernement français à la suite d'examens subis « devant un établissement supérieur médical de l'Etat « (facultés, écoles de plein exercice et écoles préparatoi- « res réorganisées conformément aux règlements rendus « après avis du conseil supérieur de l'instruction publi- « que) ». A cette condition toujours en vigueur actuelle- ment, la loi du 26 juillet 1935 en a ajouté une seconde : article 1^{er} : « Nul ne peut exercer la médecine en France « s'il n'est... 2° citoyen ou sujet français, ou ressortissant « des pays placés sous le protectorat de la France ». Ceci pour limiter la concurrence étrangère.

La médecine ne peut donc être pratiquée à l'avenir que par les praticiens, docteurs en médecine. Les officiers de santé sont supprimés, mais des mesures sont prévues afin que ceux qui existent puissent continuer leur métier, article 29 : « Les officiers de santé reçus antérieurement à « l'application de la présente loi et ceux reçus dans les « conditions déterminées par l'article 31 ci-après auront « droit d'exercer la médecine et l'art dentaire sur tout le « territoire de la République ».

Au lieu de pratiquer, comme auparavant, seulement dans leur département les officiers de santé en exercice jouissent du droit de donner des consultations dans toute la France.

Article 31 : « Les élèves qui, au moment de l'applica- « tion de la présente loi, auront pris leur première inscrip- « tion pour l'officiat de santé pourront continuer leurs

« études médicales et obtenir le diplôme d'officier de « santé ».

L'article 8 abolit le grade de docteur en chirurgie qui était tombé en désuétude.

Quiconque exerce illégalement la médecine est puni d'une amende de 100 à 500 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 500 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Cette loi, complète quant à la réglementation de l'exercice de la médecine, ne protège pas encore directement le titre qu'elle définit. Comme la loi de ventôse an XI, elle ne punit l'usurpation du titre professionnel que comme une circonstance aggravante de l'exercice illégal de la médecine.

Article 19, alinéa 1^{er} : « L'exercice illégal de la médecine ou de l'art dentaire, avec usurpation du titre de « docteur ou d'officier de santé, est puni d'une amende « de 1.000 à 2.000 francs et, en cas de récidive, d'une « amende de 2.000 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de six mois à un an, ou de l'une de ces deux peines « seulement ».

Un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 14 janvier 1913 (1) applique strictement la loi: « Attendu « en droit que dans une poursuite pour infraction à la « loi du 30 novembre 1892 en dehors de toute prévention « d'escroquerie, l'usurpation du titre de docteur n'est punissable qu'autant que cette usurpation a accompagné « le délit d'exercice illégal de la médecine ou de l'art dentaire et a servi à son exécution... »

(1) D. 1913-1-204.

Une précision s'impose ici : la loi parle d'usurpation d'un titre, mais de quel titre s'agit-il exactement : de celui de docteur ou de celui de docteur en médecine ?

Il convient de situer le problème afin de ne pas laisser subsister une incertitude dans l'esprit du juge qui, sanctionnant en matière pénale, doit interpréter la loi d'une façon restrictive. Or les articles 1 et 19 qui traitent de cette question peuvent paraître obscurs si on ne se réfère pas à leur élaboration au cours de la discussion de la loi.

L'article 1^{er} de la loi précise : pour exercer la médecine il faut posséder le diplôme de docteur en médecine. Ce diplôme est un des diplômes d'Etat délivrés par le Gouvernement. D'autre part l'usurpation du titre de docteur seul (article 19) est-elle suffisante ?

Dans le langage courant, lorsqu'on cite le mot docteur, on veut parler en effet du médecin; en France il n'y a que les docteurs en médecine que l'on appelle encore du nom de leur grade. La raison tient en partie au fait qu'un docteur en médecine, la plupart du temps, exerce son art en soignant le public tandis qu'un docteur ès-lettres, par exemple, n'a pas une telle spécialisation, il peut pratiquer diverses professions. Pour la médecine le grade est devenu titre professionnel. Se référant à cet usage, des parlementaires désirèrent que la loi punit non pas l'usurpation du titre de docteur en médecine, mais la prise du simple titre de docteur; d'après eux ce titre seul aurait suffi pour caractériser l'usurpation. Cette définition fut repoussée pour la raison suivante. L'Etat décerne à ceux qui ont passé certains examens plusieurs sortes de diplômes de doctorat. Ce grade peut être acquis dans l'étude de plusieurs sciences; il ne convient pas qu'une sorte de monopole soit décerné au seul profit de la science médicale.

Les titulaires du titre de docteur dans l'une des branches quelconque de l'enseignement supérieur ont aussi le droit de le porter et ne doivent pas être inquiétés sur ce point. C'est le commissaire du Gouvernement, M. Liard, qui a demandé, lors de la discussion de la loi, que l'on spécifia les mots « docteur en médecine », attendu « qu'il y a des « docteurs en droit, des docteurs ès-lettres et ès-sciences « et il faut au moins que l'usurpation soit manifeste et « qu'il y ait le mot docteur en médecine ». Et il ajoutait que les docteurs titulaires d'un diplôme décerné par l'Etat peuvent légitimement faire précéder ou suivre leur nom du signe abrégatif Dr. (1). De cette discussion il ressort donc que pour l'application de l'article 19, il faut l'usurpation du titre complet de docteur en médecine. La rédaction de cet article qui ne cite que le mot docteur doit être complétée par l'article 1 où figure en entier la dénomination officielle.

Pour être complet il faut ajouter qu'un député proposa, lors de la discussion de la loi à la Chambre, que la prise du titre de professeur fût aussi une usurpation. Cette demande a été repoussée; en effet, professeur est un terme trop général qui est employé dans beaucoup de sciences.

Cette mise au point du législateur marque l'importance qu'a pris le titre et est une étape intéressante dans son évolution. On constate, en effet, que, plus une profession est réglementée, plus on attache de valeur à son titre et plus la nécessité de protéger celui-ci se fait sentir.

(1) Discussion de la loi au Journ. Off. : Débats parlementaires, Chambre des députés, séance du 19 mars 1891.

Sénat, séance du 5 avril 1892.

(D. 1893-4-8), (S. 1893, p. 489).

L'étude de l'article 20 de la même loi va encore confirmer cette constatation.

La concurrence des médecins étrangers commençant à se faire sentir la loi veut que ces derniers spécifient l'origine de leurs diplômes. Article 20: « Est considéré comme « ayant usurpé le titre français de docteur en médecine « quiconque, se livrant à l'exercice de la médecine, fait « précéder ou suivre son nom du titre de docteur en médecine sans en indiquer l'origine étrangère. Il sera puni « d'une amende de 100 à 200 francs ». L'usurpation du titre n'est punie que s'il y a exercice de la médecine (comme pour l'article 19), mais là encore il y a la preuve de la tendance générale à vouloir préciser exactement la capacité du praticien. Et le rapporteur de la loi a précisé l'usurpation éventuelle: « Il est arrivé souvent qu'un « officier de santé reçu docteur de la faculté d'Iéna ou « d'une faculté étrangère s'en est prévalu et qu'il a libellé « ainsi ses cartes de visites: le Dr Un Tel. Il donne le « change sur sa qualité réelle et fait croire qu'il est d'une « faculté française. Nous l'obligeons par la rédaction de « l'article à dire quelle est l'origine du diplôme dont il « se pare ».

Un arrêt met en application la nouvelle législation et la consacre; il est d'un double intérêt car il se réfère à l'article 19 en ce qui concerne le titre et à l'article 20 au point de vue des étrangers. Paris 16 janvier 1904 (1): « La « Cour, considérant que la plaque figurant à la porte de « la maison dans laquelle du B. exerce sa profession porte « cette simple mention: « le Dr du B. de Philadelphie ». « Considérant que si la loi du 30 novembre 1892 impose

(1) S. 1904-2-216.

« à toute personne qui se livre à l'exercice de la médecine, en vertu d'un diplôme délivré par une faculté étrangère, l'obligation de faire connaître l'origine du diplôme dont elle se prévaut, il y a lieu de constater que l'article 20 de ladite loi n'exige cette indication que de celui-là seul qui fait usage du titre de docteur en médecine; que l'infraction à cette prescription, nettement précisée par le texte législatif, peut seule constituer un délit; que les travaux préparatoires de la loi susvisée ne peuvent laisser aucun doute à cet égard; qu'il ressort en effet de ces documents que les mots « en médecine » ont été rétablis dans le texte définitif sur les observations du commissaire du Gouvernement, alors que le texte de la Commission de la Chambre des députés ne contenait que le mot de docteur seul; qu'à la suite d'une discussion sur le même point spécial le Sénat maintint la rédaction de la Chambre, qu'il suit de là que celui-là seul commet un délit qui fait usage du titre de docteur en médecine sans en indiquer l'origine étrangère. Considérant que du B... s'est borné à mettre sur sa plaque indicatrice de profession: « Docteur du B.. de Philadelphie », qu'il n'a point usurpé le titre de docteur en médecine. Considérant au surplus que si l'on examine la mention telle qu'elle figure sur la plaque elle indique d'une manière suffisante l'origine étrangère du titre en vertu duquel du B... exerce sa profession ».

Il existe deux cas où des mesures ont été prises en faveur de médecins non diplômés par le gouvernement français et qui leur permirent de jouir de toute la législation française concernant leur profession. Le 13 juillet 1921 une loi a autorisé les médecins d'Alsace-Lorraine à pra-

tiquer la médecine en France : article 1 : « Peuvent exercer la médecine sur tout le territoire français, dans les mêmes conditions que ceux qui sont pourvus du diplôme de docteur en médecine délivré par le Gouvernement les médecins alsaciens-lorrains pourvus des autorisations nécessaires pour l'exercice de la médecine en Alsace-Lorraine et qui ont été réintégrés dans la nationalité française ou auront obtenu cette nationalité ».

La loi du 26 juillet 1935 a octroyé les mêmes avantages aux médecins sarrois : article 1 : « Pourront exercer la médecine sur le territoire français, dans les mêmes conditions que ceux pourvus du diplôme de docteur en médecine délivré par le Gouvernement français, les médecins sarrois détenteurs des autorisations nécessaires pour l'exercice de la médecine dans la Sarre et qui ont obtenu la nationalité française avant le 1^{er} mars 1935.

« Des autorisations pourront être accordées individuellement, par le Gouvernement français, aux autres médecins sarrois qui se trouvent actuellement en France et qui ont demandé leur naturalisation avant le 1^{er} mars 1935 ».

Ainsi les médecins alsaciens-lorrains et sarrois régulièrement pourvus du diplôme nécessaire se voient assimilés aux docteurs en médecine. Toute la législation concernant le titre professionnel et son usurpation leur est donc applicable.

Telle est, en ce qui concerne l'art médical, la marche de la réglementation de cette profession. Au fur et à mesure de cette progression la valeur du titre se fait jour, mais, comme pour le titre d'avocat, le titre de docteur en médecine n'a été directement protégé qu'un peu plus tard.

SECTION III

DENTISTES

Dans l'ancien droit, pour exercer leur art, les dentistes devaient posséder le diplôme d'experts dentistes. Puis en 1791, comme les autres professions, celle de dentiste devint libre. N'importe qui pouvait avec de l'audace arracher les dents et prendre un nom à effets. Les médecins eurent bientôt une réglementation avec la loi de ventôse, an XI, ainsi qu'il est expliqué plus haut. Mais cette loi est absolument muette en ce qui concerne la pratique dentaire. La profession de dentiste continue donc à ne pas être soumise à une réglementation quelconque. Pour expliquer cette liberté absolue il faut songer aux habitants des campagnes. Souvent les paysans ne pouvaient pas aller, par suite de la distance, à la ville où se serait trouvé le dentiste. Le problème suivant se posait alors : si l'exercice de l'art dentaire était réglementé, de très nombreux Français ne pouvaient avoir recours aux soins des praticiens et on condamnait pénalement des individus qui, éparpillés dans tout le territoire, soignaient les dents. On préféra ne pas trancher cette question délicate et la situation resta inchangée. Mais très vite les inconvénients de ce système se révélèrent.

Des personnes dépourvues des connaissances les plus nécessaires se mirent à donner des soins, confiantes dans leur habileté manuelle, mais provoquèrent, par leur ignorance, des résultats déplorables. Les accidents occasionnés

par l'anesthésie générale ou par les toxiques employés pour le pansement des dents ont été assez fréquents pour qu'on ait senti bientôt la nécessité d'exiger des dentistes de sérieuses garanties.

D'autre part, une concurrence surgit. Des dentistes américains vinrent s'installer en France et comme ils avaient une instruction professionnelle sérieuse, ils profitèrent d'une clientèle qui alla s'adresser à eux très rapidement. Le corps médical qui souhaitait trouver dans l'art dentaire un débouché déplora vivement cet afflux. Enfin les dentistes qui connaissaient leur métier désiraient être protégés contre le charlatanisme qui s'étalait sous toutes ses formes à côté d'eux et contre lequel ils ne pouvaient rien. Pour toutes ces raisons une réglementation de la profession de dentiste était nécessaire et désirée par tous. Elle fut réalisée par la loi du 20 novembre 1892 qui, en même temps, fixa le titre de cet emploi.

Dorénavant, article 2 : « Nul ne peut exercer la profession de dentiste s'il n'est muni d'un diplôme de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste. Le diplôme de chirurgien-dentiste sera délivré par le Gouvernement français à la suite d'études organisées suivant un règlement rendu après avis du conseil supérieur de l'instruction publique et d'examens subis devant un établissement d'enseignement supérieur médical de l'Etat ». Le règlement indiqué parut dans un décret du 25 juillet 1893. Comme pour les médecins la loi du 26 juillet 1935 impose une deuxième condition : être citoyen ou sujet français ou ressortissant des pays placés sous le protectorat de la France.

On peut se demander pourquoi la loi parle d'un diplôme de chirurgien-dentiste et non d'un diplôme de dentiste

tout simplement. Il faut se rappeler qu'au moment de l'élaboration de la loi de nombreux praticiens américains exerçaient en France leurs talents sous le nom de chirurgien-dentiste. A tort ou à raison on n'a pas voulu appeler d'un titre simple et paraissant moins honorifique les titulaires d'un diplôme français : ils furent ainsi nommés, eux aussi, chirurgiens-dentistes. D'autre part ce nom évitait une confusion. En effet, avant la loi, il existait des individus qui pratiquaient l'art dentaire sous le nom de dentistes. Comme les officiers de santé, ils devaient disparaître, mais des mesures transitoires furent prévues pour leur permettre d'exercer jusqu'à leur mort et, cela, sous la dénomination de dentiste. Voici l'article qui les concerne, article 32 : » Le droit d'exercer l'art dentaire est « maintenu à tout dentiste justifiant qu'il est inscrit au « rôle des patentes au 1^{er} janvier 1892 ». Une seule prérogative leur était refusée : le droit de pratiquer l'anesthésie qui était accordé aux chirurgiens-dentistes.

La loi a prévu également le cas d'usurpation de titre mais, là encore, seulement comme une circonstance aggravante d'exercice illégal de l'art dentaire. Article 19, alinéa 2 : « L'usurpation du titre de dentiste sera punie « d'une amende de 100 à 500 francs et, en cas de récidive, « d'une amende de 500 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois ou de l'une de ces deux « peines seulement ». Ce texte ne parle pas d'exercice illégal de l'art dentaire, mais, venant juste après les peines prévues pour les médecins, il ne fait pas de doute que l'interprétation doive être la même pour ceux-là que pour ceux-ci. Un jugement important du tribunal correctionnel de la Seine du 3 mars 1927 (1) a décidé ainsi: « Attendu

(1) Gaz. pal. 1927-2-33.

« que, malgré la façon dont se trouve rédigé l'alinéa 2 de « l'article 19 de la loi « l'usurpation du titre de dentiste « sera punie etc... » la doctrine et la jurisprudence sont « d'accord pour admettre que l'usurpation du titre de « dentiste n'est punissable qu'en tant que circonstance « aggravante de l'exercice illégal ».

Ainsi la protection directe du titre n'existe pas là non plus. Du reste, une difficulté se pose. La loi parle d'usurpation de titre, mais de quel titre s'agit-il au juste? est-ce celui de dentiste (article 19) ou bien celui de chirurgien-dentiste (article 2)? L'article 19, 2^e alinéa, cite le simple terme de dentiste, mais, comme le cas existe pour les médecins, cet article 19 renvoie à l'article 2 qui spécifie : diplôme de chirurgien-dentiste. Le nouveau titre officiel est, à n'en pas douter, chirurgien-dentiste. D'autre part, la qualification dentiste désignait à ce moment-là une catégorie de personnes bien définies : les praticiens patentés avant le 1^{er} janvier 1892 et qui exerçaient sous ce nom. Chirurgien-dentiste est réservé aux titulaires du diplôme créé par la loi de 1892, dentiste, aux praticiens non diplômés; la loi lui a conféré valeur officielle, quoiqu'il ait été jusque là simple terme de langage ordinaire, quand elle a conservé le droit d'exercer l'art dentaire aux praticiens démunis de diplômes (article 32). Le rapporteur au Sénat d'une loi qui sera étudiée plus tard regrettant que le législateur de 1892 n'ait pas réprimé différemment l'usurpation des deux sortes de qualifications dentaires fait cette remarque (1) : « La loi de 1892 n'avait prévu que l'usurpation du titre de dentiste. Aussi bien ne pouvait-il en

(1) Sénat, 15 mars 1923 (Jour. Off. doc. par. Sénat, novembre 1923, p. 216).

« être autrement puisque le chirurgien-dentiste ne devait
 « avoir d'existence légale qu'après l'obtention d'un diplôme
 « me dont les épreuves restaient à fixer et qui ne le furent
 « que par le décret du 23 juillet 1893 ». Nous pensons
 donc qu'il faut prendre le terme dentiste de l'article 19,
 2° alinéa, dans un sens très large et englobant le qualificatif
 chirurgical qui lui est adjoint. Les dentistes (patentés)
 et les chirurgiens-dentistes (nouvellement créés) voyaient
 donc leurs titres protégés contre toute usurpation s'ils
 étaient pris, l'un ou l'autre, par un individu exerçant illégalement
 l'art dentaire.

Il est enfin utile de remarquer que l'article 20 qui enjoint à un titulaire d'un diplôme étranger d'indiquer son origine après le titre de docteur en médecine sous peine de poursuites doit s'appliquer aux dentistes. La loi du 20 novembre 1892 régit non seulement l'exercice de la médecine proprement dite, mais aussi l'art dentaire qu'elle considère comme une des branches de la médecine, d'où l'on peut conclure que lorsque l'article 20 parle de l'exercice de la médecine il a entendu viser l'exercice de toutes les branches de la médecine réglementée par la loi de 1892 et notamment l'exercice de l'art dentaire.

Le titre étranger le plus courant pour un dentiste consiste en celui de Doctor Dental Surgeon, délivré par les écoles américaines. Son port est autorisé, mais encore faut-il qu'il soit mentionné ouvertement afin de ne pas prêter à confusion. Ainsi le prescrit un arrêt de la chambre criminelle : Cour de cassation, 24 avril 1929 : « Attendu que des constatations de l'arrêt attaqué il résulte
 « que B... qui ne peut justifier ni du diplôme de docteur
 « en médecine, ni de celui de chirurgien-dentiste, délivrés
 « par le Gouvernement français, se livre habituellement

« à Clermont-Ferrand à la pratique de l'art dentaire ;
« que, sur son enseigne, il prend le titre de « docteur »
« mis bien en évidence et écrit en gros caractères devant
« son nom en des termes connus de tous ; que si, sur une
« autre ligne, il a fait figurer la mention : D. D. S. of
« New-York qui, selon lui, signifierait qu'il a été reçu
« à la faculté de New-York, prétention d'ailleurs inexacte,
« la dite mention écrite en caractères beaucoup plus pe-
« tits passe inaperçue et peut difficilement être comprise
« par le vulgaire ». L'accusé a été condamné, non pas
pour avoir pris le titre de docteur seul, ce qui ne consti-
tuerait pas une usurpation coupable, mais pour ne pas
avoir indiqué assez clairement son origine étrangère.

La loi du 13 juillet 1921, comme elle l'avait fait pour
les médecins, a édicté certaines mesures pour les dentistes
diplômés d'Alsace-Lorraine : article 2 : « Peuvent exercer
« la médecine dentaire, sur tout le territoire français, dans
« les mêmes conditions que ceux qui sont pourvus du di-
« plôme de médecin ou de chirurgien-dentiste délivrés par
« le Gouvernement français les dentistes alsaciens-lor-
« rains diplômés conformément à la réglementation locale
« en Alsace-Lorraine « Zahnaerzte » et qui ont été réin-
« tégrés dans la nationalité française ou qui auront obte-
« nu cette nationalité ».

Etant assimilés à leurs collègues installés en France les
dentistes diplômés alsaciens-lorrains peuvent revendiquer
les droits et assumer les devoirs de leur profession telle
qu'elle était réglementée alors.

Ce n'est donc qu'en 1892 qu'une loi s'occupant pour la
première fois du titre de dentiste permit de fixer un peu
la position de la question. Dans cette branche comme dans

d'autres, peu à peu, on tend vers une protection générale et complète.

SECTION IV

SAGES-FEMMES

Cette section sera brève car il n'y a pas eu beaucoup de difficultés en ce qui concerne l'art des accouchements. Il fallait signaler pourtant cette profession : elle fait partie du domaine très vaste de l'art médical et c'est la seule profession essentiellement féminine qui soit l'objet d'une protection légale. Pour pouvoir exercer d'une façon habituelle cette profession la loi du 19 ventôse an XI, déclare qu'un diplôme est nécessaire : l'article 35 de la même loi prévoit une pénalité pour l'exercice illégal de l'accouchement. Enfin deux catégories de sages-femmes sont créées : les sages-femmes de première classe qui pouvaient pratiquer leur art dans toute la France ; les sages-femmes de deuxième classe dont le territoire d'exercice se limitait à leur département. Les secondes faisaient des études moins complètes, mais étant plus nombreuses allaient dans les campagnes isolées. Elles étaient en somme à la même échelle que les officiers de santé. La loi de 1892 réglemente aussi la profession de sage-femme : article 3 : « Les
« sages-femmes ne peuvent pratiquer l'art des accouche-
« ments que si elles sont munies d'un diplôme de première
« ou de deuxième classe délivré par le Gouvernement fran-
« çais à la suite d'examens subis devant une faculté de
« médecine, une école de plein exercice ou une école pré-
« paratoire de médecine et de pharmacie de l'Etat.

« Un arrêté pris après avis du conseil supérieur de l'ins-
« truction publique déterminera les conditions de scola-
« rité et le programme applicable aux élèves sages-fem-
« mes.

« Les sages-femmes de première et de deuxième classe
« continueront à exercer leur profession dans les condi-
« tions antérieures ».

Le diplôme en question fut déterminé par le décret du 25 juillet 1893. D'autre part, on constate que les deux catégories de sages-femmes subsistent avec leur même compétence. La loi du 5 août 1916 supprimera seulement cette dualité et le seul diplôme qui restera sera celui correspondant au diplôme de première classe jouissant de la pleine capacité.

Des mesures transitoires pour les sages-femmes exerçant avant la loi furent également prévues pour leur permettre de continuer leur art : article 33 : « Le droit de
« continuer l'exercice de leur profession est maintenu aux
« sages-femmes de première et de deuxième classe, reçues
« en vertu des articles 30, 31 et 32 de la loi du 19 ventôse
« an XI, ou des décrets et arrêtés ministériels ultérieurs ».

Réglementer la profession ne suffisait pas, il convenait de protéger le titre. Comme pour les médecins et les dentistes, l'usurpation de ce titre n'était puni que comme circonstance aggravante de l'exercice illégal de l'art des accouchements : article 19, 3^e alinéa : « L'usurpation du
« titre de sage-femme sera punie d'une amende de 100 à
« 500 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 500
« à 1.000 francs et d'un emprisonnement de un mois à
« deux mois, ou de l'une de ces deux peines seulement ».

A n'en pas douter il faut compléter les conditions de ce délit prévu par l'alinéa 3^e comme il a été fait pour le 2^e;

c'est-à-dire ne poursuivre l'usurpation de titre que lorsqu'il y a en même temps exercice illégal de l'art des accouchements.

La profession de sage-femme a été réglementée car elle intéresse beaucoup la santé publique; mais il y a lieu de remarquer que son titre n'a pas été usurpé souvent. Est-ce parce que les femmes sont plus honnêtes que les hommes ? La raison tient surtout à cette considération : l'art d'accoucher étant une spécialité particulière son exercice illégal est moins facile à pratiquer et, par là même, le titre de celles qui l'exercent est moins souvent usurpé.

SECTION V

PHARMACIENS

C'est le souci de pourvoir à la sécurité publique qui a toujours conduit à soustraire l'exercice de la pharmacie au principe de la liberté du commerce et à demander aux pharmaciens des garanties de science et d'honorabilité. La vente de certains produits médicaux ou pharmaceutiques doit être réglementée du fait même de leur nocivité. Dès 1336 Philippe V porta un règlement pour le serment des apothicaires. Un édit de 1638 a prévu que quiconque exercerait la profession de pharmacien sans être reçu maître et sans avoir prêté serment par devant le magistrat encourrait la confiscation de ses marchandises et une amende de 50 francs. Les XVI^e et XVII^e siècles furent une époque brillante pour cette profession. Les aspirants

avaient à remplir des conditions rigoureuses; la corporation ne se contentait pas d'exiger des garanties professionnelles; transformée en chambre de discipline, elle entendait maintenir toutes les traditions d'honneur qui faisaient sa force. Le 25 avril 1777, Louis XVI établit une différence entre les apothicaires et les épiciers; il est interdit aux premiers de cumuler avec leur profession celle d'épiciers sous peine de poursuites (article 4). La même année fut créé le Collège de pharmacie.

Pendant la Révolution toutes les corporations furent dissoutes et les professions rendues libres. Une seule fait exception : celle de pharmacien. La loi des 14-17 avril 1791 relative à l'exercice de la pharmacie déclare: « L'Assemblée nationale, après avoir entendu son comité de salubrité sur un abus qui s'introduit dans l'exercice de la pharmacie, considérant l'objet et l'utilité de cette profession, décrète :

« Que les lois, statuts et règlements existant au 2 mars dernier, relatifs à l'exercice et à l'enseignement de la pharmacie, pour la préparation, vente et distribution des drogues et médicaments, continueront d'être exécutés suivant leur forme et teneur, sous les peines portées par les dits lois et règlements, jusqu'à ce que, sur le rapport qui lui en sera fait, elle ait statué définitivement à cet égard; en conséquence, il ne pourra être délivré de patentes pour la préparation, vente et distribution des drogues et médicaments dans l'étendue du royaume, qu'à ceux qui sont ou pourront être reçus pour l'exercice de la pharmacie suivant les statuts et règlements concernant cette profession ». Malgré cette loi les anciens règlements ne furent pas appliqués strictement au grand détriment de la santé publique. Là aussi des abus

se produisirent, une nouvelle organisation devenait nécessaire. La loi du 21 germinal-1^{er} floréal an XI, contenant organisation des écoles de pharmacie vint mettre cette question au point; elle est encore à l'heure actuelle la charte de la pharmacie. Dans les motifs de la loi, Fourcroy, Conseiller d'Etat, déclare : « Le projet de loi dont « je vais vous donner lecture est la suite et le complément « de la loi sur l'exercice de la médecine, il en est la con- « séquence, car le traitement heureux des maladies sup- « pose la bonne préparation des médicaments » ; et il ajoute : « Tout homme qui voudra se faire recevoir phar- « macien n'oubliera jamais qu'exerçant un art qui inté- « resse si essentiellement la vie de ses concitoyens, la mo- « ralité et la probité sévères doivent autant que la science « diriger sa conduite dans l'exercice de sa profession ». Désormais, article 25 : « Nul ne pourra obtenir de patente « pour exercer la profession de pharmacien, ouvrir une « officine de pharmacie, préparer, vendre et débiter au- « cun médicament, s'il n'a été reçu suivant les formes « voulues jusqu'à ce jour, où s'il ne l'est dans l'une des « écoles de pharmacie ou par l'un des jurys suivant celles « qui sont établies par la présente loi et après avoir rem- « pli toutes les formalités qui y sont prescrites ». La pro- fession de pharmacien est réglementée et des diplômes sont prévus comme consécration d'études. De même que pour les médecins et les sages-femmes, il existe deux catégories de pharmaciens dues aux mêmes raisons. Les articles 23 et 24 spécifient cette différence : article 23 : « Les « pharmaciens reçus dans l'une des six écoles de pharma- « cie pourront s'établir et exercer cette profession dans « toutes les parties du territoire de la République ». Article 24 : « Les pharmaciens reçus par les jurys ne pour-

« ront s'établir que dans l'étendue du département où ils « auront été reçus ». Cette distinction dura jusqu'à la loi du 19 avril 1898 qui supprima le pharmacien de 2^e classe.

La vente des drogues et produits pharmaceutiques est interdite aux non diplômés sous peine de sanctions et l'article 33 prévoit une peine plus lourde à l'égard des épiciers qui accompliraient ce commerce car, eux surtout, faisaient cette concurrence illégale aux pharmaciens et cela depuis 1777.

L'ordonnance de police du 9 floréal an XI et la loi du 29 pluviôse an XIII, complétèrent ou assurèrent l'exécution de la loi de germinal, mais une remarque importante est à faire. A plusieurs points de vue la loi de germinal est incomplète. Par exemple, l'article 32 interdit aux pharmaciens de faire « dans les mêmes lieux ou officines aucun « autre commerce ou débit que celui des drogues et préparations médicinales », mais aucune sanction n'est prévue en cas de non observation de cette prescription. D'autre part, contrairement à ce qui existait pour les médecins les dentistes ou les sages-femmes, l'usurpation du titre de pharmacien, même avec exercice illégal de la pharmacie, n'est pas spécifiée et, par conséquent, comme il s'agit de textes pénaux, non punie.

Si la profession de pharmacien a toujours été réglementée pendant la Révolution, ce qui est exceptionnel, le législateur par contre s'est désintéressé tout-à-fait de son titre. A vrai dire, ici, la protection est moins indispensable que pour d'autres. En effet, un pharmacien s'occupe essentiellement de la vente des drogues, et cette vente, qui ne s'exerce que publiquement, est soumise à des contrôles et fait l'objet d'une réglementation. L'exercice de l'art médical, au contraire, peut se pratiquer frauduleusement d'une

manière assez simple. Il est assez normal par conséquent de punir sévèrement celui qui exerce illégalement la médecine avec usurpation de titre; au contraire, celui qui vend sans droit des médicaments en usurpant le titre de pharmacien est plus facilement reconnu et poursuivi alors pour vente illégale de produits médicaux. Quoi qu'il en soit la simple usurpation du titre de pharmacien peut être une source d'erreurs graves et un moyen dangereux d'abuser de la confiance du public, elle méritait donc d'être punie comme elle l'est actuellement.

SECTION VI

HERBORISTES

La profession d'herboriste fait partie de la vaste science de la pharmacie; par elle-même elle a peu d'importance à l'heure actuelle, mais elle doit être tout de même signalée car la loi pénale en a tenu compte assez souvent au cours de l'histoire. Autrefois si le manque de pharmaciens avait encouragé l'expansion de cette profession, l'inverse se produit en ce moment et, devant le développement et le nombre de plus en plus grand de pharmacies, le domaine de l'herboristerie se restreint.

L'herboriste doit être soigneusement distingué du pharmacien et du droguiste. Le pharmacien vend les médicaments, les plantes et produits vénéneux, les préparations médicinales d'après une réglementation déjà indiquée.

Autrefois les épiciers et droguistes avaient l'autorisation

de « vendre en détail et au poids médicinal la manne, la « casse, la rhubarbe et le séné, ainsi que les bois et racines, « le tout en nature, sans préparation, manipulation ni « mixtion » spécifie l'article 5 de la déclaration royale du 25 avril 1777. Mais cette permission causa des erreurs; le commerce des plantes menace la santé publique et une certaine capacité est indispensable à ceux qui veulent en faire le commerce. Ainsi le législateur fit une distinction entre les épiciers et les droguistes, d'une part, et les herboristes, d'autre part. Les épiciers ou les droguistes exercent leur métier d'une façon tout à fait libre, mais ils ne peuvent vendre certains produits. L'article 33 de la loi du 21 germinal-1^{er} floréal an XI, édicte : « Les épiciers et « droguistes ne pourront vendre aucune composition ou « préparation pharmaceutique sous peine de 500 francs « d'amende. Ils pourront continuer à faire le commerce en « gros des drogues simples sans pouvoir néanmoins en dé- « biter aucune au poids médicinal ». Un herboriste, lui, fournit les plantes indigènes et non vénéneuses au poids médicinal et pour usage curatif. Ce commerce est soumis à une certaine surveillance et ceux qui l'exercent doivent suivre certaines règles. Article 37 de la loi de l'an XI : « Nul ne pourra vendre, à l'avenir, des plantes ou des par- « ties de plantes médicinales indigènes, fraîches ou sèches, « ni exercer la profession d'herboriste, sans avoir subi au- « paravant, dans une des écoles de pharmacie ou par-de- « vant un jury de médecine, un examen qui prouve qu'il « connaît exactement les plantes médicinales et sans avoir « payé une rétribution qui ne pourra excéder 50 francs à « Paris et 30 francs dans les autres départements pour « les frais de cet examen. Il sera délivré aux herboristes « un certificat d'examen par l'école ou le jury par lesquels

« ils seront examinés et ce certificat devra être enregistré « à la municipalité du lieu où ils s'établiront ». Deux catégories d'herboristes étaient prévues dans cet article; la loi du 5 août 1916 supprima la deuxième classe comme elle le fit pour les sages-femmes et les pharmaciens.

Comme pour les pharmaciens, la loi de l'an XI est incomplète en ce qui concerne les herboristes : elle ne prévoit pas de sanction en cas de non observation. Le seul cas d'exercice illégal prévu et puni dans ce commerce est réservé aux épiciers ou droguistes, mais si un simple particulier vend des plantes médicinales la loi pénale ne peut l'atteindre. L'opinion suivante a été soutenue à ce sujet (1) : l'herboristerie n'est qu'un démembrement de la pharmacie; quiconque la pratique exerce donc la pharmacie et, par conséquent, celui qui la pratique illégalement commet le délit d'exercice illégal de la pharmacie. Cette extension de l'exercice illégal de la pharmacie est difficile à faire car il ne faut pas oublier qu'il s'agit ici d'une loi pénale et que, dans ce domaine, l'interprétation restrictive est de rigueur. C'est ce qu'a décidé un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 3 avril 1930 (2) : « Attendu que si la loi sur la pharmacie interdit à toute « personne non munie du diplôme d'herboriste enregistré « d'exercer cette profession, elle n'a prévu aucune sanction pour l'inobservation de cette prescription... »

Donc l'exercice illégal de l'herboristerie n'entraîne pas de punition; à plus forte raison le titre lui-même d'herboriste n'est pas encore protégé; ceci ne peut étonner puisque la protection du titre d'une profession ne commence

(1) PERREAU : *Législation et jurisprudence médico-pharmaceutique*.

(2) Gaz. Trib. 1930-2-222.

à être envisagée que quand une réglementation de cette même profession met en valeur la question de la qualification ainsi qu'il a été démontré dans ce chapitre.

CHAPITRE III

Professions réglementées et protection du titre

La pratique de l'art de la défense et celle de l'art médical ont été soumises par la loi à certaines prescriptions. En effet, elles touchent de très près à l'ordre et à la santé publics. Les plaideurs ou les malades doivent être sûrs de la capacité des hommes à qui ils s'adressent. C'est pourquoi il ne s'agit pas seulement de réglementer certaines professions, il faut aussi les protéger contre les usurpateurs. Prendre des mesures contre l'exercice illégal de ces emplois ne suffit pas; il ne convient pas aussi que la qualification même de ces emplois soit utilisée indûment. Le chapitre précédent a montré l'évolution qui s'est produite quant à la notion du titre. On s'est rendu compte peu à peu qu'usurper un titre constituerait une tromperie pour le public et une concurrence malhonnête pour ceux qui avaient légalement le droit de le revendiquer. Des sanctions civiles basées sur l'article 1382 du code civil peuvent

être employées en cas d'un tel préjudice. Mais les fraudeurs craignent peu ce genre de poursuites. La nécessité d'une sanction plus sévère s'est fait sentir. Ainsi le législateur a dû élaborer un texte prévoyant des sanctions pénales contre la seule usurpation d'un titre.

La protection du titre de toutes les professions, en général, n'était pas nécessaire car, pour certaines, le danger n'existe pas et le problème, étant donné son étendue, n'aurait pu être vite résolu. Seules devaient donc être protégées, contre les usurpateurs du titre, les professions où l'usage en avait fait sentir le besoin : tout naturellement ce sont celles qui étaient soumises déjà à une réglementation. Le législateur a donc décidé de compléter l'organisation des professions qui en avaient une en protégeant leur qualification.

Il faut étudier maintenant ce texte d'une portée très générale et ses diverses applications..

SECTION I

PRINCIPE GENERAL :

ARTICLE 259 CODE PENAL

En 1921 un député, M. Liouville, déposa une proposition de loi sur le bureau de la Chambre tendant à protéger les titres professionnels. Cette proposition comprenait deux parties. La première traitait du principe général de la protection, principe qui va être examiné; la deuxième

prévoyait une réglementation des professions d'ingénieurs et d'architectes; un amendement déposé au cours de la discussion de la loi traitait en outre de l'exercice de l'art vétérinaire. Les dispositions concernant ces trois dernières professions furent écartées; en effet, des protestations s'élevèrent, non pas du fait lui-même de la réglementation, mais au sujet de ses applications et il fallut attendre quelques années pour voir aboutir ces nouvelles prescriptions qui sont étudiées plus loin.

La proposition de loi de M. Liouville punissait de peines correctionnelles quiconque avait fait usage d'un titre professionnel sans remplir les conditions exigées pour le porter. Article 1 : « Nul ne peut faire usage d'un titre « professionnel s'il ne remplit les conditions légalement « exigées pour le porter ».

Article 3 : « Il est ajouté à l'article 259 du code pénal « un alinéa ainsi conçu : Sera puni des peine portées à « l'alinéa 1 du présent article quiconque aura fait usage « d'un titre professionnel sans remplir les conditions léga- « lement exigées pour le porter ».

Voici les circonstances qui ont déterminé la rédaction de cette loi (1) :

On estimait que les titres professionnels régulièrement acquis à la suite d'études contrôlées ne bénéficiaient pas d'une protection efficace assortie de sanctions pénales. Sans doute l'exercice illégal de certaines professions (médecins, dentistes, etc.) était puni et certains titres nettement définis (avocat) mais cela ne suffisait pas. L'exposé des motifs de la loi spécifie : « Il est cependant de l'intérêt

(1) Dalloz, 1924-4-249. S. lois annotées 1921-1925, tome II. Jour. Off., proposition de loi du 12 juillet 1921, annexe n° 3.116, Rapport Liouville, 27 juin 1922, annexe n° 4.568.

« général que les titres professionnels auxquels le public
« fait crédit soient réservés, sous la sanction des lois ré-
« pressives, à ceux qui ont acquis par des études contrô-
« lées le droit de les porter... La proposition de loi que
« nous avons l'honneur de vous soumettre répond à des
« doléances anciennes et fondées émanant du public au-
« tant que de ceux qui ont acquis par leurs études un
« droit légitime à la protection de leur titre professionnel ». Le principe de la protection une fois posé, quelles professions allaient en bénéficier? Le rapport de M. Liouville précise que la loi édicte un principe général « d'où résul-
« terait pour toutes les professions déjà réglementées ou
« qui le seraient ultérieurement une efficace garantie con-
« tre les usurpations dont elles sont l'objet ». Toutes les garanties existent afin que les intérêts généraux du public soient servis puisque les titres ne seront protégés dans les professions que lorsque celles-ci font ou feront l'objet d'une réglementation. D'autre part, dans l'avenir la procédure sera simple puisque lorsque, le besoin s'en faisant sentir, une nouvelle réglementation concernera une profession, automatiquement son titre bénéficiera d'une protection.

Cette indication formelle est due à l'initiative du garde des sceaux; en effet, lors de l'élaboration de la loi, la commission de législation civile de la Chambre qui étudiait la proposition a substitué, sur la demande du ministre de la justice, à l'expression « titre professionnel » (qui était dans la proposition de loi) celle plus précise de « titre attaché à une profession légalement réglementée ». Ainsi le texte définitif est « Sera puni des mêmes peines quicon-
« que aura fait usage d'un titre attaché à une profession
« légalement réglementée sans remplir les conditions exi-

« gées pour le porter ». Cette proposition votée par la Chambre des députés le 28 novembre 1923, par le Sénat le 20 mars 1924, devint la loi du 26 mars 1924 (1) qui est incorporée à l'article 259 du code pénal.

Malgré toutes ses précisions la loi de 1924 manque de clarté. En effet, que faut-il entendre par l'expression : profession légalement réglementée ? En d'autres termes, quand se trouve-t-on en présence d'une profession qui soit l'objet d'une réglementation légale d'où découle l'application du nouveau paragraphe. C'est le ministère de la justice qui a suggéré cette formule vague et, à une demande officielle d'explication à ce sujet qui lui a été posée récemment (2), voici quelle a été sa réponse : « Il n'appartient « qu'aux tribunaux sous le contrôle de la Cour de Cassation d'interpréter les dispositions de la loi du 26 mars 1924. Sous cette réserve, il semble que les professions « légalement réglementées soient celles dont les conditions « d'exercice sont déterminées par une loi ou par un décret ». A notre connaissance les tribunaux n'ont pas encore rendu une décision apportant une précision en cette matière. D'autre part il ne suffit pas de dire qu'une loi ou un décret suffisent pour déterminer des conditions d'exercice, il faut une justification. Or on peut interpréter différemment l'article 259 et, suivant les explications, une profession peut être réglementée par un décret ou non ; le problème est important car, selon la solution adoptée, la protection des titres joue ou ne joue pas.

Tout d'abord il s'agit ici d'un texte pénal où la règle « *nullum crimen, nulla poena sine lege* » interdit une in-

(1) Journ. Off. du 27 mars 1924.

(2) Jour. Off. du 15 février 1938, question n° 5.379.

interprétation extensive. D'autre part, il ne faut pas tomber dans l'excès contraire. Garçon a écrit à ce sujet : « Les « textes répressifs ne doivent certainement pas être pris « dans leur sens littéral et juridique ce qui conduirait le « plus souvent à l'absurde, mais dans leur signification « naturelle et raisonnable ». Pour rendre son travail plus souple le législateur emploie souvent à dessein des formules vagues ou imprécises, c'est alors au juge à définir la pensée des rédacteurs. En somme il faut chercher le sens exact de la loi.

Une profession légalement réglementée peut consister en une profession dont la réglementation a lieu conformément à la législation. Mais cette législation n'existe pas en France et il n'y a pas de principe général indiquant la manière d'atteindre à un tel but; seuls des textes spéciaux ont été édictés quand le besoin s'en est fait sentir pour certains emplois (médecins, dentistes, etc...) La seule indication existant en cette matière est la loi du 2 mars 1791 qui proclame la liberté des professions. Une réglementation justement contraire à cette liberté supposerait donc la nécessité d'une loi.

On explique aussi l'expression litigieuse en prenant le mot réglementée dans le sens de: soumise à un règlement. Une profession légalement réglementée indiquerait alors une profession dont l'exercice et les conditions seraient soumis à un règlement fait selon les formes voulues. On sait qu'un règlement est un décret ou un arrêté pris par certains agents pour certaines matières déterminées par la loi qui a organisé les pouvoirs et les fonctions de ces agents. Cette interprétation ne nous semble pas valable. En effet, elle étend beaucoup trop facilement le domaine de la loi de 1924. D'autre part, on ne voit pas comment un seul agent de l'autorité qui jouit d'un pou-

voir spécial pourrait prendre une décision se répercutant sur tout le territoire et d'une manière générale. Enfin, d'une façon générale, la jurisprudence décide que le principe de la liberté du travail s'oppose à la réglementation des professions par l'autorité administrative. Du reste si certains agents jugent bon de prévoir certaines conditions pour l'exercice d'un emploi très spécialisé, le paragraphe 15 de l'article 471 du code pénal sanctionne leur décision (1).

Enfin interpréter dans un sens juridique les mots: légalement réglementée indiquent que la pratique d'une profession ne doit être soumise à des conditions que quand une loi spéciale le prévoit. Nous nous rallions à cette dernière explication et nous pensons que, d'après les termes mêmes du texte, seule une loi peut réglementer la profession, ce qui entraîne automatiquement la protection du titre d'après l'article 259.

Nous avons étudié le problème en nous basant sur les termes eux-mêmes de l'article, avons-nous dit, mais la question doit être examinée surtout en se plaçant du point de vue de son application et de sa mise en œuvre. En effet, en vertu de l'article 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875, le président de la République est tenu d'assurer l'exercice des lois au moyen des décrets. Il peut agir sur une invitation expresse du législateur comme cela s'est produit pour le décret de 1920 concernant les avo-

(1) Seront punis d'amende depuis 1 franc jusqu'à 5 francs inclusive-ment :

15°) : ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale en vertu des articles 3 et 4, titre 11 de la loi des 16-24 août 1790 et de l'article 46, titre 1er de la loi du 19-22 juillet 1791.

cats, pris suivant la loi de ventôse an XII; mais cette formalité n'est pas indispensable. Ainsi pour pouvoir appliquer la loi de 1924 des décrets sont nécessaires et suffisants : dès lors par décret le président de la République réglemente des professions afin d'assurer la protection de leurs titres prévue par le législateur. Ce qui était douteux, en se basant seulement sur les termes de cette loi, devient précis quand on tient compte de son exercice. C'est ce dernier point de vue qui compte car il convient de faire une interprétation déclarative de la volonté du législateur et le problème s'éclaircit : pour pouvoir protéger un titre, conformément à la loi, une certaine définition est nécessaire et cette définition consiste en une réglementation de la profession, acte qui est possible par simple décret. La conséquence suivante en découle. La loi de 1924 peut s'appliquer avant cette date aux professions réglementées par une loi seulement. Au contraire, à partir de 1924, une réglementation est définie aussi bien par une loi que par décret et cela en vertu de la thèse que nous venons de soutenir.

Une autre précision s'impose; quelles sont les prescriptions que doit contenir une loi ou un décret afin que l'on puisse les considérer comme réglementant une profession? Aucun principe n'existe. On doit admettre qu'une réglementation consiste en un certain nombre de prescriptions quelconques mais obligatoires à observer. Certes, quiconque remplit les conditions nécessaires peut exercer la profession, en vertu de la liberté du travail et du commerce, mais pour cela il doit suivre les règles. Il n'est pas nécessaire que la réglementation édicte des sanctions punissant l'exercice illégal de la profession: elles ne sont en effet qu'un moyen de plus de garantie pour certaines fonctions

spéciales. La protection du titre en vertu de l'article 259 suffira dorénavant en bien des cas pour éviter au public toute confusion et à ceux qui exercent leur métier une concurrence injustifiée. Si cela devenait nécessaire une répression particulière pour pratique illégitime pourrait toujours être réalisée.

Certaines lois donnent un caractère officiel à quelques titulaires seulement d'une profession ; on ne peut dire qu'elles la réglementent : pour cela, en effet, les prescriptions établies doivent être obligatoires pour tous.

Parfois la réglementation équivaut à un monopole, mais celui-ci peut ne pas constituer l'occupation exclusive de son titulaire ; ce dernier voit tout de même son titre protégé.

Quelques cas sont délicats à trancher. Souvent des lois ou des décrets ont créé des diplômes sanctionnant des études et conférant à leurs possesseurs la preuve de leur capacité en la matière ; parfois même on spécifie que la création de tel diplôme est faite en vue d'une profession. Mais lorsque la possession de ce diplôme ne constitue pas une condition indispensable pour exercer la profession on ne peut dire que celle-ci est réglementée. On se trouve en ce cas en présence d'une invitation, d'une recommandation, non d'un ordre. La rédaction des textes a beaucoup d'importance car, selon les circonstances, il s'agit d'un diplôme qui permet d'exercer une profession alors qu'il y a d'autres moyens peut-être moins commodes pour la pratiquer ou bien d'une profession dont l'exercice est possible uniquement après l'obtention d'un diplôme. Dans le premier cas, la profession n'est pas réglementée, elle l'est dans le second. Ajoutons que les titres universitaires ou consécutifs à un enseignement ne jouissent d'aucune protection

directement et que leur usurpation n'est punie que quand elle cause un préjudice en vertu de l'article 1382 code civil, par contre lorsqu'ils deviennent en même temps titres professionnels par contrecoup ils bénéficient de l'article 259 du code pénal.

Ainsi une certaine appréciation s'impose pour savoir si telle profession est réglementée ou non et ce soin est laissé aux juges.

En résumé, à partir du 26 mars 1924, toute personne qui usurpe le titre d'une profession soumise par une loi ou un décret à des règles obligatoires en ce qui concerne son exercice est passible de poursuites. La loi s'applique aux professions qui ont été étudiées dans le chapitre précédent, à celles qui depuis cette date ont subi ou subiront dans l'avenir des prescriptions quant à leur exercice. Il convient maintenant de voir quelques applications de ce principe général qui donne enfin au titre toute sa valeur.

SECTION II

APPLICATIONS

1) AVOCATS :

Si un individu porte le titre d'avocat sans y avoir droit ce seul fait constitue un délit en soi puni par l'article 259 du code pénal. Cet article s'applique à la profession d'avocat, car elle est réglementée d'après le décret de 1920 qui définit ceux qui ont droit d'en porter la qualification. Il faut rappeler que les avocats inscrits doivent faire suivre

leur titre du nom de la cour ou du tribunal dont ils dépendent sous peine de sanctions. L'usurpation de ce titre ne se produit pas le plus souvent d'une façon aussi nette. Les fraudeurs essayent de tourner la loi en prenant des dénominations voisines de celle qui est protégée, comme par exemple avocat consultant, avocat correspondant, avocat conseil. Ils déclarent qu'il s'agit de profession différente de celle d'avocat et que, par conséquent, ils peuvent en porter le titre. De nombreux agents d'affaires, en particulier, prennent le nom d'avocat conseil et s'estiment le droit de le porter; lors de la rédaction du décret de 1920 le projet autorisait les bénéficiaires des mesures transitoires à prendre le titre d'avocat conseil. Or le Conseil d'Etat a écarté cette dénomination. Les usurpateurs de titres invoquent ce fait pour déclarer que le Conseil d'Etat en agissant ainsi a estimé que le titre d'avocat conseil pouvait être librement porté. En réalité le Conseil d'Etat n'a pas voulu connaître tant de spécialisation; il a protégé le titre d'avocat, en général, que celui-ci soit employé seul ou accompagné d'un qualificatif quelconque. En se servant du titre d'avocat conseil les agents d'affaires usent du mot avocat dont le renom est connu et qui trompe le public. La qualification de conseil n'indique pas essentiellement par elle-même une profession différente de celle d'avocat inscrit à un barreau. Dès lors, quels que soient les termes employés, si un individu se pare sans droit d'une qualification dans laquelle se trouve le mot avocat il est passible de poursuites en vertu de l'article 259. Ainsi en a décidé le tribunal correctionnel de la Seine le 29 juillet 1925 (1).

Un point est à préciser : Comment un avocat étranger

(1) D. H. 1925, p. 548.

peut-il se faire appeler. L'étranger qui, dans son pays, n'est pas avocat ne peut prendre en France cette qualité. Mais une personne ayant dans son pays d'origine le droit de porter ce titre peut garder en France son appellation professionnelle; du moment qu'elle ne se présente pas devant les tribunaux français comme avocat français on ne peut lui reprocher son titre. Une seule condition est exigée : il lui faut faire suivre le mot avocat d'une indication prouvant son origine étrangère. Un avocat français doit faire suivre son titre du nom du barreau dont il dépend; afin d'éviter des confusions, un avocat étranger est soumis à la même obligation sous peine de poursuites suivant l'article 259.

L'usurpation du titre d'avocat a été examinée lorsque le coupable ne peut porter ce titre en vertu d'aucun droit. Une difficulté surgit avec l'application des mesures transitoires de l'article 49. Bien entendu si un individu invoquait indument ces mesures il serait poursuivi; mais la prise d'un titre a été source de discussion pour les licenciés en droit assermentés et non inscrits à un barreau.

Tout d'abord on a soutenu que la loi de 1924, qui a fait de l'usurpation du titre d'avocat un délit, a mis fin à la disposition transitoire de l'article 49, et que, par suite, les licenciés en droit qui avaient prêté serment avant la publication du décret ont perdu le privilège de porter le titre d'avocat. Cette thèse a été soutenue le 10 juin 1924 par la conférence des bâtonniers des départements. Mais il n'apparaît nulle part que la disposition transitoire du décret doive dans la pensée de ses auteurs prendre fin avant la mort des bénéficiaires. Nulle part on ne peut trouver que la loi de 1924 ait eu pour objet d'abroger cette disposition. Au contraire, on peut dire que cet article 49

réglemente d'une certaine façon un cas particulier de la profession et du titre d'avocat et, dès lors, la loi de 1924 est applicable.

Des licenciés en droit assermentés, non inscrits, s'intitulant avocats en vertu de l'article 49, n'ont pas le droit de faire suivre leur titre du nom d'un barreau. En effet, cette dénomination est réservée spécialement aux avocats inscrits. Si ce cas se produisait, le coupable pourrait être puni d'usurpation de titre. Le mot seul d'avocat leur est permis ainsi qu'il a été expliqué plus haut.

Une difficulté se présente : souvent des bénéficiaires des mesures transitoires exercent une profession incompatible avec celle dont ils portent le titre, en vertu de la discipline des barreaux. Le cas s'est produit pour les agréés, en particulier. En 1924 la plupart des agréés étaient licenciés en droit et assermentés et avaient donc droit au titre d'avocat en vertu de l'article 49. Mais en accolant les deux titres les agréés faisaient de la concurrence déloyale aux avocats laissant croire qu'ils cumulaient les fonctions d'avocat et d'agréé, ou bien qu'ils étaient des avocats spécialement recommandés à la confiance du public par un tribunal de commerce. De plus, il y a incompatibilité entre les fonctions d'agréé et celles d'avocat. Dès lors quel titre pouvaient prendre ces hommes ? La cour de Douai le 4 janvier 1928 (1) s'est prononcée sur ce point. Si elle avait décidé que, les titres d'avocat et d'agréé étant incompatibles, les agréés n'ont pas le droit de prendre le titre d'avocat, ceux qui auraient usé de la dénomination d'avocat agréé seraient passibles de sanctions correctionnelles. Mais la cour ayant déclaré que les bénéficiaires de la mesure

(1) S, 1928-2-11,

transitoire ne doivent porter le titre d'avocat que d'une manière abstraite, il ne peut y avoir lieu qu'à une condamnation civile, qu'à des dommages et intérêts motivés par le préjudice causé aux avocats inscrits par l'usage de la qualité d'avocat-agréé. La jurisprudence, en somme, interdit l'usage du titre d'avocat agréé, mais cette usurpation ne peut donner lieu qu'à des réparations civiles et non à des poursuites pénales à condition que le contrevenant soit bénéficiaire des mesures transitoires.

En somme si les avocats, suivant l'article 49, exercent une profession incompatible avec celle d'avocat, ils ne peuvent joindre leur titre à celui qui désigne la fonction qu'ils remplissent effectivement. Ils ont le droit de porter le titre d'avocat mais, en aucune façon, ils ne doivent en abuser; si la loi pénale ne peut s'appliquer dans ce cas, les poursuites civiles restent.

A ce sujet, le barreau de Marseille a attaqué un individu qui, bien que bénéficiant de l'article 49 s'en paraît indignement. Le tribunal condamna cette manière de faire par des motifs précis. Jugement du tribunal civil de Marseille du 23 novembre 1927 (1): « Attendu que si G. (protégé « par l'article 49) n'est pas assujetti strictement aux règles passées par l'article 45 (2), ni aux règlements intérieurs des conseils de discipline qui interdisent notamment tout acte de publicité à un membre inscrit à un « barreau, il n'en est pas moins vrai qu'il ne peut exercer « sa profession en se parant du titre d'avocat qu'avec une « certaine décence et une certaine réserve, en proscrivant « toute réclame inutile... l'avocat conseil doit être mesuré

(1) S. 1928-2-172 et Gaz. Pal. 1927-2-898.

(2) L'article 45 prévoit les professions incompatibles avec celle d'avocat.

« dans sa forme, n'employer aucune formule qui laisse
« croire qu'il est inscrit à un barreau, éviter les termes de
« maître, avocat et autres expressions pouvant éviter une
« confusion dans l'esprit du public ».

Un arrêt de la cour d'appel d'Aix du 7 mai 1928 (1) vint confirmer ce jugement : « Attendu que par la publication intensive et tapageuse à laquelle il s'est livré, dans les journaux et même dans les lieux publics par des moyens de réclame qu'il a employé pour rechercher et attirer la clientèle des plaideurs, G. a commis d'évidents et graves abus, qu'il a placé ses actes professionnels sous la protection d'un titre qui désigne au public une profession toute différente de celle qu'il a en réalité exercée; qu'il a commercialisé ce titre et jeté ainsi sur lui la déconsidération et le discrédit aux yeux de ce public la plupart du temps incapable de faire certaines distinctions; que ces agissements longuement prémédités et habilement exécutés ont incontestablement causé aux avocats du barreau de Marseille un préjudice moral et matériel important... »

L'affaire fut portée devant la Cour de Cassation qui donna gain de cause au barreau de Marseille. Arrêt du 29 juillet 1929 (2) : « Attendu qu'il est déclaré par l'arrêt attaqué que G., avocat au barreau de Paris, se fondant sur l'article 49 du décret du 20 juin 1920 s'est, dans l'exercice de sa profession d'agent d'affaires à Marseille, servi de la dénomination d'avocat; que, dans le but d'attirer à lui la clientèle, il a eu recours à des procédés de réclame ainsi qu'à des insertions dans les journaux

(1) S. 1928-2-172.

(2) D. 1929-1-141 et Gaz. Pal. du 6 sept. 1929.

« et dans les lieux publics tout spécialement sur le titre
« d'avocat qui constituait une publicité intensive et tapa-
« geuse; qu'ayant placé ses actes professionnels sous la
« protection d'un titre qui désigne au public une profes-
« sion toute autre que celle qu'il exerçait il a en quelque
« sorte commercialisé ce titre, jetant sur lui un discrédit
« qui devait rejaillir sur la profession d'avocat elle-
« même ».

Toutes ces considérations témoignent que les mesures transitoires sont souvent cause de conflits; si elles ont un caractère juste en elles-mêmes, leurs applications deviennent nécessairement délicates. A ce sujet, dans une note parue au S. 1927 - 2 - 49, M. le professeur Hugueney a écrit : « On s'indigne à la pensée qu'un individu, agent
« d'affaires, aura le droit d'amener l'eau à son moulin avec
« son titre d'avocat. Mais pour qui donc serait faite la
« disposition transitoire de l'article 49 sinon pour ceux
« qui tirent pécuniairement profit de leur titre. Elle ne
« l'est apparemment pas pour ceux dont tout l'ennui eût
« consisté, à la suite du changement de régime, à chan-
« ger de cartes de visite ».

Ces mesures édictées par une intention généreuse sont appelées à disparaître; les procès à leur sujet diminuent. On peut donc les conserver d'autant plus que, en cas d'emplois immodérés, les barreaux ont les moyens nécessaires de sévir civilement. D'autre part, ces moyens n'annulent pas complètement les mesures transitoires car ils ne fonctionnent qu'en cas de danger pour le public.

Ainsi la loi de 1924 protège maintenant le titre de ceux qui pratiquent l'art de la défense. A l'heure actuelle, le public a donc la garantie que les avocats à qui ils s'adres-

sent seront pour lui des aides loyaux et capables : c'est bien là la consécration de nombreuses années d'efforts.

II) MÉDECINS

La loi du 30 novembre 1892 réglemente la pratique de l'art médical; la seule usurpation du titre se rattachant à cette profession est donc punie suivant l'article 259 du code pénal. Ce raisonnement n'a pas toujours été suivi par certains tribunaux. On se rappelle que l'article 19 de la loi de 1892 punit l'usurpation du titre en tant que circonstance aggravante de l'exercice illégal de la médecine. On a prétendu, alors, que l'usurpation du titre dans l'art médical, prévue spécialement par la loi de 1892, était seulement punie par cette même loi et que l'article 259 ne s'appliquait pas comme étant trop général et une justification de la règle : *specialia generalibus derogant*. La cour d'appel de Paris en a décidé ainsi. Il s'agissait d'une pratique illégale de l'art dentaire avec usurpation de titre (les prescriptions générales concernant l'art dentaire étant les mêmes que pour la médecine, les décisions de justice valent pour les unes comme pour les autres); le tribunal avait disqualifié la prévention d'exercice illégal et usurpation du titre pour ne conserver que cette dernière inculpation, le prévenu ainsi avait été condamné suivant l'article 259. La cour dans un arrêt du 28 février a infirmé ce jugement : « Considérant que c'est à tort que le tribunal « a disqualifié et condamné B... par application de l'article 259 du code pénal qui réprime l'usage d'un titre attaché à une profession légalement réglementée. Considérant que ce texte ne saurait trouver son application

« en l'espèce, alors qu'une disposition de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine a prévu expressément l'usurpation de la qualité de docteur dans l'exercice illégal de l'art dentaire dont elle constitue une circonstance aggravante... »

Dans le même sens fut rendu un jugement du tribunal correctionnel de la Seine le 19 janvier 1934.

Ces décisions nous paraissent être une mauvaise interprétation de la volonté du législateur de 1924. En effet, en discutant la loi nouvelle, on a parlé constamment de la protection des titres nécessaires à l'exercice de l'art de guérir, en toutes ses branches, et déclaré formellement avoir l'intention de voter une prohibition visant tous les titres professionnels qui ont été légalement réglementés. Dans une note au Sirey 1931 - 2 - 57, M. Perreau écrit à ce sujet : « Les titres professionnels qu'il importe le plus le plus à l'intérêt général de ne pas laisser usurper sont évidemment ceux qui concernent l'art de guérir, la vie et la santé humaines constituant des biens autrement précieux que toutes les richesses matérielles engagées par l'art de l'ingénieur, de l'architecte, du vétérinaire ou de l'agronome. Il serait paradoxal que l'usurpation de ces divers titres fut plus rigoureusement réprimée que celles des diplômes nécessaires à l'art de guérir ». Ainsi l'usurpation des titres médicaux autrefois prévue par la loi de 1892 comme circonstance aggravante de l'exercice illégal de la médecine est réprimée aujourd'hui indépendamment de toute pratique illégale suivant l'article 259. Plusieurs décisions de justice du reste ratifient cette opinion qui nous paraît la seule juste et la plus normale.

Tribunal correctionnel de la Seine, jugement du 3 mars

1927 (1) : « Attendu que le ministère public et la partie
 « civile concluent à l'application à M... de l'article 259,
 « alinéa 1^{er} du code pénal; que M... soutient que le texte
 « qui lui serait applicable au cas où, contrairement à ses
 « prétentions, le tribunal retiendrait les délits qui lui sont
 « imputés (exercice illégal de l'art dentaire en plus) n'est
 « autre que la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de
 « la médecine; qu'avec l'article 259 la pénalité encourue
 « par M... serait un emprisonnement de 6 mois à 2 ans;
 « qu'avec la loi du 30 novembre 1892, articles 18 et 19,
 « elle se réduit à une simple amende, soit de 50 à 100
 « francs, soit de 1.000 à 2.000 francs, soit de 100 à 500
 « francs.

« Attendu que le seul fait retenu par le tribunal à la
 « charge de M... constituant dans l'usurpation du titre de
 « médecin dentiste M. échapperait à une condamnation
 « si sa thèse était admise; qu'en effet la loi du 30 novem-
 « bre 1892 ne retient l'usurpation du titre que lorsque
 « cette usurpation accompagne l'exercice illégal ;

« Attendu que ce texte (alinéa 1^{er} de l'article 259) a
 « une portée générale absolue et que les travaux parle-
 « mentaires indiquent que le législateur a bien nettement
 « voulu faire dire ce qu'il dit de façon nette; à savoir que
 « toutes les professions légalement réglementées se trou-
 « vent protégées par lui contre les usurpations du titre
 « attaché auxdites fonctions. »

« Que M... est mal fondé à prétendre qu'il y a inconci-
 « liabilité entre les articles 18-19 de la loi du 30 novem-
 « bre 1892 et l'article 259 complété par la loi du 26 mars
 « 1924 puisque cette dernière loi a englobé dans l'inter-

(1) Gaz. Pal. 1927-2-33.
 S. 1931-2-57.

« diction générale d'usurper le titre attaché à toute pro-
« fession légalement réglementée l'interdiction d'usurper
« le titre non seulement de dentiste, mais de médecin,
« d'officier de santé, de sage-femme, alors que la loi du
« 30 novembre 1892 laissait impunie l'usurpation de ces
« titres de dentiste, de médecin, d'officier de santé, de
« sage-femme, chaque fois que cette usurpation n'accom-
« pagnait pas l'usurpation de la fonction à laquelle ces
« titres sont attachés;

« Que l'article 259 du code pénal n'est pas inconciliable
« sur le point qui intéresse aujourd'hui le tribunal avec
« la loi du 30 novembre 1892, mais que, dans le cas où il
« y aurait sur ce point là et sur d'autres inconciliableté,
« c'est la disposition de l'article 259 qui l'emporterait,
« parce qu'elle est postérieure à la loi du 30 novembre
« 1892, parce qu'elle édicte en termes clairs un règle gé-
« nérale sans apporter aucune exception à cette règle,
« parce que les travaux parlementaires de la loi du 26
« mars 1924 indiquent que le législateur a voulu appliquer
« ladite loi à toutes les professions alors réglementées et
« depuis, parce qu'enfin le bon sens s'oppose à ce que
« puissent être exceptées de la protection assurée aux pro-
« fessions réglementées les professions justement dont la
« protection intéresse le plus l'intérêt public, à savoir :
« celles de médecin, dentiste, officier de santé et sage-
« femmes; qu'il serait absurde que les professions d'ar-
« chitecte, d'avocat, d'ingénieur agronome, de mandataire
« aux halles, de vétérinaire fussent protégées par le texte
« sans restriction de l'article 259 et que les professions
« médicales restassent en dehors du champ d'application
« de ce texte et même d'un texte quelconque chaque fois

« que l'usurpation du titre qui y est attaché n'accompagne pas l'usurpation de la fonction elle-même ».

Dans le même sens un jugement du tribunal correctionnel de Périgueux, du 20 juillet 1934, infirmé non pour motif de principe mais pour raison de fait par un arrêt « de la cour de Bordeaux du 23 octobre 1934 : « Attendu « que ce fait tombe sous le coup de l'alinéa 1^{er} de l'article « 259 du code pénal comme constituant le délit spécial « puni par ce texte ;

« Attendu qu'il convient d'observer à cet égard que « c'est bien le texte qui est applicable aux faits de la « cause, que vainement l'on soutiendrait que l'usurpation « de titre commise par A... tombe sous le coup, non de « l'article 259 nouveau code pénal, mais de l'article 19 « de la loi du 30 novembre 1892, que ce système ne serait « pas soutenable ;

« Attendu en effet que la loi du 30 novembre 1892 « considérerait l'usurpation du titre de médecin ou de dentiste, non comme constituant par soi-même un délit distinct, mais seulement comme constituant une circonstance aggravante du délit d'exercice illégal soit de la « médecine, soit de l'art dentaire ;

« Attendu au contraire que la loi nouvelle du 26 mars « 1924 a entendu, de la façon la plus générale, ériger « semblable usurpation dans tous les cas en délit *sui generis* puni par des peines prévues par l'article 259 du « code pénal, que l'intention du législateur n'est pas douteuse à cet égard ; que les dispositions de l'article 19 de « la loi du 30 novembre 1892 se trouvent donc implicitement abrogées par la loi du 26 mars 1924, que l'article « 259 nouveau est désormais seul applicable à l'usurpation du titre de médecin ou de dentiste sans qu'il y ait

« lieu de distinguer selon que cette usurpation accompa-
« gne ou non l'exercice illégal de la médecine ou de l'art
« dentaire. « Attendu que pour être persuadé de l'exac-
« titude de cette solution il suffit d'ailleurs de remarquer
« que la thèse contraire aboutirait à ce résultat paradoxal
« et absurde que l'usurpation du titre de médecin ou de
« dentiste lorsqu'elle s'adjoindrait à l'exercice illégal de
« la médecine ou de l'art dentaire (c'est-à-dire dans les
« cas les plus graves et où l'intérêt public serait le plus
« lésé) ne ferait encourir que de simples peines d'amende,
« alors que ces mêmes faits d'usurpation, lorsqu'ils ne se-
« raient accompagnés d'aucune activité illégale, seraient
« punis de peines pouvant aller jusqu'à 2 ans de prison ».

Ainsi l'article 259 s'applique bien aux praticiens de l'art médical. Mais une précision s'impose ici. Quel est le titre exact qui jouit de cette protection ? Il faut se référer sur ce point à la loi de 1892 qui régit la profession médicale. L'étude de cette loi au chapitre précédent a donné des indications à cet égard. Le titre qui est assuré d'une protection est celui de docteur en médecine; encore actuellement le nom de docteur s'applique non pas seulement à la science médicale, mais aussi aux autres sciences; employé seul il ne signifie rien, il faut ajouter : en droit ou en médecine et l'article 259 ne peut l'intéresser. Une difficulté naît du fait que docteur en médecine a deux significations distinctes. D'abord ce terme signifie un grade d'Etat délivré selon un diplôme obtenu après des études médicales, d'autre part, il indique le nom de la profession générale que l'on peut exercer grâce à l'obtention de ce grade et qui consiste en la pratique de l'art médical. Les grades et les titres universitaires n'étant pas protégés c'est la deuxième définition du mot qu'il faut considérer com-

me visée par la loi. A la qualification docteur en médecine doit être jointe celle de médecin. En effet, les deux expressions sont synonymes et médecin signifie avec encore plus de précision la profession dont il s'agit. De nombreux jugements consacrent cette affirmation en particulier celui déjà cité du tribunal correctionnel de Périgueux du 20 juillet 1924 : « l'article 259 nouveau est désormais appliqué à l'usurpation du titre de médecin ou de dentiste ». Enfin Docteur X... de la faculté de médecine de Paris rentre également dans les conditions voulues et la prise de cette dénomination, sans droit, entraînerait l'application de l'article 259. L'emploi illégitime d'un de ces trois termes constitue donc une usurpation, qu'ils soient employés seuls ou accompagnés de qualificatifs quelconques.

Souvent les médecins se servent de mots caractérisant leurs spécialités : chirurgien, oculiste, gynécologue, psychiatre, etc... Ces termes ne jouissent pas de la protection de la loi, mais ils sont rarement employés seuls et du moment qu'ils sont joints à un autre comme médecin ou docteur en médecine ou de la faculté de médecin de Z. la protection de ces derniers titres les couvre indirectement. Aussi un arrêt de la cour d'appel de Dijon du 2 juillet 1935 (1) a décidé : « Attendu que si, dans le but « d'attirer la clientèle, il s'est livré à une publicité quel-
« que peu tapageuse et en partie mensongère, s'il s'est
« bénévolement conféré le titre d'expert ophtalmique et
« la qualité de grand optométriste, ces faits pour regret-
« tables qu'ils soient, comme étant susceptibles d'amener
« une confusion dans l'esprit du public, ne sauraient être
« retenus à son encontre comme constituant les éléments

(1) Gaz. Pal. 1936-1-79,

« du délit qui lui est reproché (exercice illégal de la médecine) »...

A côté du diplôme d'Etat de docteur en médecine existe le diplôme d'Université de docteur en médecine. Ce diplôme institué par le décret du 21 juillet 1897, article 15, est d'ordre exclusivement scientifique. Il ne confère aucun des droits et privilèges attachés au diplôme d'Etat délivré par le Gouvernement et qui, seul, donne le droit au titre de docteur de la faculté de médecine. Exclusivement universitaire, ce diplôme confère un titre qui n'est pas protégé par l'article 259; il ne s'applique à aucune profession et sa seule possession interdit l'exercice de la médecine. D'autre part, celui qui n'est pourvu que de ce diplôme se rend coupable du délit d'usurpation de titre prévu par l'article 259 du code pénal lorsqu'il fait usage du titre de docteur en médecine sans ajouter les mots « de l'Université de Paris ». Le possesseur du diplôme de docteur en médecine de l'Université se paraît du titre de docteur X de la « Faculté de Médecine de Paris ». La Cour de Cassation l'a condamné le 22 décembre 1937 (1): « Attendu « que B..., sujet roumain, pourvu d'un diplôme de docteur « en médecine délivré par l'Université de Paris, a fait « usage d'un papier à lettres portant imprimé en tête la « mention « Docteur X... de la faculté de médecine de « Paris », qu'ainsi le prévenu a, par l'usage fait intentionnellement du papier susvisé, usurpé le titre de docteur « de la faculté de médecine, titre attaché à la profession « de médecine légalement réglementée et qui ne lui conférait pas le diplôme universitaire dont il se prévaut ».

(1) D. H., 24 février 1938.

« Attendu en effet que le décret du 21 juillet 1897 a, « dans son article 15, institué à côté du diplôme d'Etat « délivré par le Gouvernement et qui, seul, donne le droit « au titre de docteur de la faculté de médecine, un diplôme d'Université d'ordre exclusivement scientifique « ne conférant aucun des droits et privilèges attachés au « diplôme d'Etat et délivré par le président du Conseil de « l'Université ».

L'article 259 s'applique-t-il aux médecins étrangers usurpant un titre français sans indiquer leurs origines étrangères ? Le cas ne s'est pas encore présenté. L'article 20 de la loi de 1892 prévoyait une sanction dans ce cas, mais on peut dire que la loi de 1924 a aussi changé cet article. Du moment qu'un médecin étranger se fait passer pour tel sans indiquer le pays qui lui a délivré son diplôme il usurpe un titre d'une profession réglementée. A l'heure où la médecine subit une concurrence venue de toutes les nations il est juste de garantir les médecins français. D'autre part, étant donné que le caractère très général de la loi de 1924 a été voulu, il englobe certainement aussi le cas prévu à l'article 20.

Une dernière observation est à faire. Elle ne touche pas à proprement parler aux titres professionnels médicaux, mais elle en est voisine. Une personne peut-elle sans posséder aucun titre user pour sa demeure d'un nom tel que clinique, maison de santé, etc. L'article 9, alinéa 4 de la loi de 1892 interdit d'exercer l'art médical sous un pseudonyme, mais le pseudonyme en réalité est un nom tendant à dissimuler l'individualité du praticien. Le mot clinique donc ne rentre pas dans cette catégorie car il ne cache pas forcément l'identité de quelqu'un. D'autre part, la prise de ce titre ne peut être poursuivie; en effet, c'est

une qualification assez vague (il existe des cliniques pour chiens aussi bien que pour les hommes) qui n'indique pas d'une manière absolue la profession qui s'y pratique. Dans un cas similaire la cour d'appel de Pau, le 24 janvier 1930 (1) a décidé : « Attendu que la loi n'a pas défini la « portée du mot pseudonyme qu'elle emploie ; que la « chambre criminelle dans un arrêt du 27 juillet 1899 pré- « cise que le pseudonyme doit s'entendre ici de tout nom « autre que le nom patronymique, même du simple usage « d'un prénom ; que cette interprétation jurisprudentielle « cadre, au demeurant, avec la portée étymologique du « terme qui s'entend essentiellement de toute dissimula- « tion ou altération d'un nom patronymique susceptible « de masquer l'identité d'une personne, mais qui ne pour- « rait, sans un véritable abus de langage, être appliqué à « une dénomination impersonnelle telle « Institut den- « taire » ; que sans doute une pareille dénomination, de « pratique d'ailleurs courante, peut parfois, comme le dé- « montre la cause actuelle, servir aux mêmes fins illicites « que l'emploi d'un pseudonyme, mais que l'article 9 § 4 « de la loi de 1892 est une disposition pénale qui, selon « le principe général, commande une stricte interpréta- « tion ».

Il ne fait pas de doute non plus que l'usage d'un nom comme clinique ou maison de santé n'est pas visé par l'article 259. Mais, employés indûment pour tromper le public, ces termes peuvent tout de même donner naissance à des poursuites.

(1) Gaz. Pal. 1930-1-588.

III) DENTISTES

La loi de 1892 réglemente la pratique de la médecine et de l'art dentaire. L'article 259 s'applique dès lors aux dentistes comme aux médecins et l'usurpation seule du titre de ces deux professions est punie pénalement selon la loi de 1924. Mais ainsi qu'il a été fait pour la médecine il y a lieu de fixer le titre exact qui est protégé en ce qui concerne l'art dentaire. La loi de 1892 parle du terme dentiste et du diplôme de chirurgien dentiste; là aussi le titre procuré par le diplôme est devenu titre professionnel. On doit considérer que ces deux qualifications sont protégées par la loi et qu'en particulier le mot dentiste employé seul ou accompagné d'un autre qualificatif quelconque sans droit est puni comme usurpation du titre professionnel. Ainsi en a décidé un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 16 juillet 1935 : « Attendu qu'il résulte « des mêmes documents la preuve que, dans les mêmes « circonstances de temps et de lieu, S. a usurpé le titre « de dentiste, délit prévu par l'article 19 § 2 de la loi du « 30 novembre 1892 ».

« Attendu qu'il résulte des mêmes documents la preuve « que, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, « S. a fait usage d'un titre attaché à une profession léga- « lement réglementée sans remplir les conditions exigées « pour le porter, délit prévu et puni par l'article 259 du « code pénal ».

Souvent un praticien de l'art dentaire prend le nom de médecin dentiste. S'il est titulaire du diplôme de docteur en médecine il en a le droit, mais s'il ne le possède pas ce fait constitue à n'en pas douter une usurpation. Quelqu'un, sans aucun diplôme, s'intitulait médecin dentiste et

pratiquait l'art dentaire; il a été condamné en vertu de l'article 259 pour usurpation de titre concernant les dentistes, mais il aurait pu être poursuivi pour usurpation de titre concernant les médecins, si par hasard il avait eu le droit de porter le titre de dentiste seulement. Jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 3 mars 1927 (1) : « Attendu, d'une part, que la profession de médecin et « celle de dentiste étant légalement réglementées par la « loi du 30 novembre 1892 et, d'autre part, M. ne rem-
« plissant pas les conditions exigées pour porter ni l'un ni
« l'autre titre attaché aux dites professions, le fait par le
« dit M. d'avoir usurpé le titre non seulement de dentiste,
« mais encore de médecin dentiste, le rend justiciable de
« l'article 259 du code pénal complété par la loi du 26
« mars 1924 ».

Il existe une certaine concurrence entre les médecins et les dentistes. Les premiers ont le droit de pratiquer l'art dentaire et ils sont nombreux à le faire. Possesseurs du diplôme de docteur en médecine, ils portent ce titre en y adjoignant leur spécialité de dentiste. Certains dentistes titulaires du seul diplôme de chirurgien dentiste, dans un but honorifique, si ce n'est de concurrence, se font appeler « Docteur »; s'ils ajoutaient à ce mot « en médecine » ils seraient poursuivis selon l'article 259, mais ils l'emploient seul. Porté de cette manière, ce terme ne signifie rien, ainsi qu'il a été dit et, pour le moment, ne constitue pas une usurpation. Ainsi la seule prise d'un tel titre ne peut être punie pénalement, éventuellement des poursuites civiles pourraient être envisagées. Un arrêt assez ancien du tribunal correctionnel de la Seine (2) a pourtant condamné

(1) S. 1931-2-57.

(2) S. 1896-2-21.

un étranger qui portait le titre de docteur en pratiquant l'art dentaire: « Attendu qu'il résulte des débats la preuve « qu'en 1895, A. a pris dans les annonces réclames du « *Figaro* le titre de docteur, que le mot docteur joint au « nom d'un dentiste ne peut avoir pour le public d'autre « signification que celle de docteur en médecine ». Ce jugement paraît interpréter un peu largement la loi pénale; on peut en voir la raison dans ce fait qu'il s'agissait d'un étranger qui exerçait sans indiquer son origine étrangère, en violation, par conséquent, de la loi de 1892, article 20.

Le diplôme de chirurgien dentiste délivré par la faculté de médecine est un grade d'Etat; seul il donne le droit d'exercer une profession dont le titre est réglementé. Ce titre ne peut être porté que par ceux qui en ont acquis le droit après l'obtention de leur diplôme. Le diplôme de docteur en médecine de l'Université de Paris ne permet pas plus d'exercer l'art dentaire que l'art médical. Ainsi fut condamné un prévenu qui, titulaire du diplôme d'Université, prenait le titre de « chirurgien dentiste diplômé de la faculté de médecine ». Tribunal de Périgueux, le 20 juillet 1934 : « Attendu qu'il est constant et résulte des « éléments de la cause que, tant à Périgueux qu'à Bran- « tôme et à Tehnon, A. s'est donné comme chirurgien den- « tiste ayant droit d'exercer en France; que spécialement « à Périgueux il a fait apposer sur la porte de l'immeuble « où il exerce une plaque portant l'inscription « David A., « chirurgien dentiste de la faculté de médecine de Bor- « deaux ».

« Attendu qu'en se parant de la sorte et mensongère-
« ment de qualités qui tendaient à induire en erreur le
« public et à faire croire à la possession des diplômes uni-
« versitaires nécessaires à l'exercice régulier en France de

« l'art dentaire A. a incontestablement fait usage d'un
« titre attaché à une profession légalement réglementée
« sans avoir aucunement le droit de le porter. Attendu
« que ce fait tombe sous le coup de l'alinéa 1^{er} de l'article
« 259 du code pénal comme constituant le délit spécial
« prévu par le texte ».

L'article 20 de la loi de 1892 enjoint aux dentistes comme aux médecins étrangers, ainsi qu'il a été déterminé dans le chapitre précédent, de faire suivre leur titre du nom de leur pays d'origine. D'autre part, la loi de 1924 englobe le cas prévu par cet article. Ainsi un praticien étranger prenant le titre de dentiste, sans indiquer son origine spéciale, tombe sous le coup de l'article 259 car il usurpe le titre d'une profession réglementée française.

L'emploi du terme clinique peut être fait par n'importe qui et il en est de même pour un nom tel qu'« institut dentaire ». Un jugement mentionné plus haut en donne la preuve. Il n'y a pas à proprement parler prise d'un pseudonyme; ce mot très général ne peut donner naissance à une poursuite pour usurpation de titre. Mais, devant la pratique de plus en plus courante de tels procédés, il serait souhaitable que la législation prenne des dispositions pour empêcher des abus.

Sur tout le territoire français les dentistes et les chirurgiens dentistes jouissent donc de la protection de la loi en ce qui concerne leur titre; mais une loi est venue apporter la confusion dans cette profession à propos des provinces d'Alsace et de Lorraine.

En Alsace-Lorraine, à côté des dentistes diplômés qui ont été assimilés aux chirurgiens dentistes en 1921 et qui, par conséquent, jouissent depuis 1924 de la protection de leur titre, existait une autre catégorie de praticien. Pour

eux la loi de 1927 a été votée. Ils pratiquaient l'art dentaire sans aucun diplôme, comme cela se produisait en France avant la loi de 1892. Lors de la réglementation en Alsace-Lorraine de la profession de dentiste on a prévu pour eux des mesures transitoires contenues dans la loi du 18 août 1927 et qui sont similaires de celles prévues à l'article 32 de la loi de 1892.

Loi du 18 août 1927 (1) : Article 1 : « Les dentistes « non diplômés qui exerçaient l'art dentaire en Alsace-Lorraine avant le 11 novembre 1918, qui ont été réintégrés dans la nationalité française ou qui ont obtenu « cette nationalité pourront exercer l'art dentaire sur tout « le territoire français dans les mêmes conditions que les « dentistes visés à l'article 32 de la loi du 30 novembre « 1892 ».

« Ils devront justifier qu'ils avaient fait une déclaration « d'ouverture d'établissement à la mairie, ou qu'ils étaient « immatriculés au bureau d'hygiène, ou encore présenter « un récépissé de versement de l'impôt sur le travail « tant d'une époque antérieure au 11 novembre 1918 ».

« Seront également autorisés à exercer sur tout le territoire français les dentistes non diplômés autorisés en « vertu des dispositions de l'arrêté du 24 novembre 1919 « à s'établir dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et qui pourront justifier avoir « commencé leur apprentissage avant le 1^{er} août 1914 ».

La loi prévoit le port d'un titre et sa protection : article 3 : « Les dentistes diplômés d'Etat (Zahnaerzte) visés « dans la loi du 13 juillet 1921 prendront le titre de chirurgien dentiste ».

(1) Rapport de la loi, Jour. Off., doc. par Sénat 1923, n° 175, p. 216.
S. lois annotées, 1927, p. 1556.

« Les dentistes non diplômés qui se trouvent dans les conditions stipulées à l'article 1 prendront le titre de « dentiste ».

« Toute adjonction au titre de dentiste, alors même qu'elle s'appliquerait à un diplôme privé ou étranger, constituera le délit d'usurpation du titre de chirurgien dentiste ».

Si la loi s'était bornée à ces dispositions elle aurait précisé la réglementation de la profession de dentiste et la définition de son titre. En effet, grâce à l'article 3, aucun doute ne subsiste. Mais l'article 4 complique étrangement la question. Article 4 : « L'usurpation du titre de chirurgien dentiste ou de dentiste sera punie :

« a) celle de chirurgien dentiste d'une amende de 1.000 à 2.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 2.000 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de 3 à 6 mois ;

« b) celle de dentiste sera punie des peines édictées à l'article 19 de la loi du 30 novembre 1892 ;

« Dans les deux cas le tribunal pourra ordonner l'insertion intégrale ou par extrait du jugement dans les journaux qu'il désignera ».

Si les termes protégés par cette loi (dentiste et chirurgien dentiste) sont ceux qui le sont d'une façon générale, par contre de nouvelles mesures moins sévères que celle de l'article 259 sont prises. A qui s'appliquent-elles? Le texte de la loi de 1927 déclare qu'elle est « relative à l'exercice de l'art dentaire par les dentistes diplômés ou non diplômés d'Alsace-Lorraine ».

Quant aux jugements ou arrêts prononcés depuis la loi de 1927 en cas d'usurpation du titre de dentiste ou de chirurgien dentiste tous se réfèrent à la loi de 1924 (arti-

cle 259 nouveau du code pénal) et aucun ne tient compte des dispositions de la loi de 1927. Il s'agissait du reste, dans ces décisions, de prévenus n'ayant aucun rapport avec la réglementation fixée pour l'Alsace-Lorraine.

La loi de 1927 ne joue pas d'une façon générale pour les titres de dentiste et de chirurgien dentiste comme une protection nouvelle sur tout le territoire car cette interprétation est contraire à son énoncé.

S'applique-t-elle seulement aux citoyens Alsaciens Lorrains ? dès lors, si ces derniers s'installent dans un département quelconque de la France, comme ils en ont le droit, leurs titres seront protégés d'une manière différente de celle qui intéresse les autres dentistes. Cette solution serait source de confusion et de désordre.

En conséquence, nous pensons que cette loi imprécise ne fonctionne que sur un territoire limité c'est-à-dire sur les provinces reconquises. Dans ces régions, postérieurement à celle du 26 mars 1924, la loi du 18 août 1927 s'applique seule à l'usurpation des titres dentaires, de la sorte beaucoup moins sévèrement réprimée que celle des autres titres professionnels. Le législateur en s'occupant des praticiens non diplômés d'Alsace-Lorraine a créé ainsi une exception regrettable au principe général et non justifiée. Un autre exemple de ce genre sera examiné plus loin à propos des géomètres; en effet, également en ce qui concerne cette profession, la protection du titre n'est pas la même en Alsace-Lorraine et dans le reste de la France : ce qui est une nouvelle justification pour la façon dont nous avons interprété la loi de 1927.

IV) SAGES-FEMMES

La profession de sage-femme est réglementée par la loi du 30 novembre 1892. Le titre de cette profession est donc protégé; en conséquence, toute usurpation du titre de sage-femme est punie en vertu de l'article 259. Aucune difficulté n'existe en ce qui concerne l'application de la loi pénale dans cette profession.

V) PHARMACIENS

Le titre de pharmacien jusqu'en 1924 n'avait fait l'objet d'aucune protection. Mais à cette date l'article 259 s'est appliqué à cette profession car elle est réglementée par la loi du 21 germinal - 1^{er} floréal, an XI. Comme pour l'art médical, dans l'art pharmaceutique le diplôme obtenu après examen procure un titre qui est le même que celui de la profession proprement dite. L'Etat délivre un diplôme de pharmacien et le titulaire de ce diplôme qui travaille selon sa compétence en vendant des médicaments porte également le nom de pharmacien. Mais là aussi c'est le titre de la profession et non celui du diplôme qui bénéficie d'une protection. En voici une preuve : il existe deux sortes de diplômes pour sanctionner les études pharmaceutiques : un diplôme simple, ordinaire, et un diplôme supérieur délivré après une année d'études supplémentaires et à la suite de la soutenance d'une thèse. Quel que soit le diplôme obtenu la loi ne fait pas de différence entre eux et protège seulement le titre de la profession que l'un et l'autre permettent d'exercer.

Un jugement du tribunal correctionnel de Reims du 9 novembre 1931 (1) a appliqué strictement la loi: « Atten-
« du que L. est prévenu d'avoir fait usage du titre de
« pharmacien, titre attaché à une profession légalement
« réglementée, sans remplir les conditions exigées pour le
« porter... »

Il existe aussi un diplôme de pharmacien de l'Université de Paris qui est réservé aux étudiants étrangers. Comme les autres diplômes de l'Université, celui-ci a seulement une valeur scientifique et ne confère à ses titulaires aucun droit. Le possesseur d'un tel diplôme doit donc adjoindre à côté du titre de pharmacien les mots « de l'Université de Paris ». En effet, l'absence de cette précision créerait une confusion qui constituerait à n'en pas douter une usurpation de titre. Du reste, le titre de pharmacien de l'Université de Paris étant uniquement universitaire n'est l'objet d'aucune protection.

Les étudiants en pharmacie qui veulent approfondir leurs études passent parfois l'examen de doctorat en pharmacie. Ce diplôme, il faut le préciser, est, à tort ou à raison, conféré par l'Université et non par l'Etat. Les conséquences de cette attribution sont importantes. En effet, étant délivré par l'Université ce diplôme de doctorat en pharmacie ne fournit aucun des avantages procurés par la possession du diplôme de doctorat d'Etat. Le possesseur de ce diplôme doit spécifier qu'il est « docteur en pharmacie de l'Université de Paris », titre non protégé par la loi. La seule dénomination : docteur en pharmacie, pourrait faire croire qu'il s'agit d'un grade d'Etat. Il faut remarquer aussi que le titre : Docteur X. de la faculté de

(1) Gaz. Pal. 1932-1-6.

pharmacie de Paris, n'existe pas. Certains pharmaciens s'instituent : Docteur X. pharmacien; pour plusieurs raisons ce titre n'est pas juste. En effet, si les individus en question ont obtenu le diplôme de doctorat en pharmacie, ils doivent mettre leur titre au complet (docteur en pharmacie de l'Université). D'autre part, cette appellation peut faire croire au public qu'ils sont médecins. A l'heure actuelle, du reste, la prise d'un tel titre n'est pas punie directement par la loi pénale, mais du fait même de son équivoque elle peut constituer un préjudice ou un dommage qui, eux, entraîneront des sanctions.

La dénomination que peut prendre le titulaire d'un des diplômes qui sanctionnent les études de pharmacie est assez délicate : il serait souhaitable, et cela dans l'intérêt même de la pharmacie, que le législateur apporte une définition nette et précise sur ce point. Quoi qu'il en soit, et c'est le plus important pour le public, le titre de « pharmacien » fait l'objet d'une protection contre toute usurpation qu'il soit employé seul ou avec d'autres qualificatifs; ainsi le port indû du titre de docteur en pharmacie serait sûrement puni selon l'article 259 du code pénal non pas pour lui-même, car c'est un titre non protégé, mais parce que cette dénomination comprend un mot réservé à une profession.

VI) HERBORISTES

La profession d'herboriste a été expliquée et définie dans un chapitre précédent; son exercice est soumis à certaines règles mais aucune sanction ne punit leur inobservation. Comme la loi du 21 germinal - 1^{er} floréal, an XI,

réglamente cette profession, dès lors son titre est protégé. Toute personne qui usurpera le titre d'herboriste est donc passible de la peine prévue par l'article 259 du code pénal.

VII) VÉTÉRINAIRES

Cette profession a évolué différemment par rapport à celles qui ont été examinées jusqu'ici. De bonne heure certaines règles jugées indispensable lui ont été appliquées, mais il n'a pas fallu attendre une réglementation complète pour que son titre fut protégé. Les vétérinaires ont bénéficié de la protection de leur titre par une loi spéciale; cette protection normalement aurait dû être examinée dans le chapitre suivant (Protection des titres seuls) mais la loi de 1938 réglementant définitivement la pratique de l'art vétérinaire a assujetti dorénavant cette profession à la règle générale de l'article 259 du code pénal.

L'évolution de cette profession présente donc un intérêt nouveau car elle met en lumière la valeur du titre professionnel d'un point de vue particulier. En effet, si la protection du titre de vétérinaire a d'abord été différente de celle des autres titres c'est qu'une raison spéciale est apparue.

Dans l'ancien droit, non seulement n'importe qui pouvait soigner les animaux, mais il n'existait pas d'études préparant à cet art. Les recherches des savants dans cette branche et les méfaits causés par les « empiriques » faute de connaissance suffisante amenèrent la création au milieu du XVIII^e siècle de l'enseignement vétérinaire. Petit à petit, cette science prit de l'importance et, à la place de la vieille hippiatrice, apparut la médecine vétérinaire. Le

décret du 15 janvier 1813 établissait deux classes de praticiens : les médecins vétérinaires et les maréchaux vétérinaires, mais l'ordonnance du 1^{er} septembre 1825 vint supprimer cette distinction et il ne resta que le titre seul de vétérinaire décerné après des études déterminées.

A ce moment, deux sortes de praticiens soignaient les animaux. Les vétérinaires, d'une part, grâce à leurs études, possédaient toutes les connaissances relatives à l'élevage rationnel des animaux, à leur médecine, à leur chirurgie, à l'exercice de leur pharmacie spéciale, à la lutte contre les épizooties; ils rendaient de grands services à l'agriculture et étaient dignes de la confiance que leur témoignaient les populations rurales. D'autre part, un grand nombre de personnes nullement qualifiées, sans instruction et sans diplôme, ignorantes de la pratique médicale prodiguaient également des traitements aux animaux malades. Les « empiriques », comme on les appelle, basaient les traitements qu'ils préconisaient uniquement sur une pratique aveugle, une vieille routine, bien plus propre à aggraver les maladies qu'à les guérir.

Devant cet état de fait on demanda la réglementation de la pratique de la médecine vétérinaire. Une proposition de loi fut déposée en 1841 par un député, tendant à réserver l'exercice de cette profession à ceux qui avaient fait les études nécessaires. En somme, comme pour les autres professions, on voulait que le public pût avoir confiance en la capacité de ceux à qui il s'adressait et que les titulaires de diplômes ne subissent pas de la part des « empiriques » une concurrence déloyale. La proposition de loi n'aboutit pas, en partie parce que, le nombre des vétérinaires étant restreint, ceux qui auraient eu seuls le droit

de soigner les animaux n'auraient pas été assez nombreux pour le faire.

L'exercice libre de la profession amenait pourtant des conséquences graves pour certaines maladies. Plusieurs cas d'épidémies se produisirent qui endommagèrent grandement le cheptel français. Le moment vint de prendre des dispositions en conséquence. La loi du 21 juillet 1881 (article 12), complétée par celle du 21 juin 1898 (article 40), interdit l'exercice de la médecine vétérinaire dans les maladies contagieuses à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de vétérinaire. Par ces premières mesures certaines maladies animales disparurent et d'autres furent rapidement jugulées. En effet, des hommes compétents les traitaient efficacement, alors qu'autrefois les « empiriques » étaient impuissants devant elles. Les deux lois mentionnées, en raison de leur objet spécial, formèrent un début dans la réglementation de la médecine vétérinaire, mais elles étaient incomplètes et manquèrent leur but. En effet, il suffisait aux « empiriques » de ne point reconnaître la nature des maladies contagieuses dont étaient atteints les animaux confiés à leurs soins pour échapper à toute répression judiciaire. Malgré la législation en vigueur les « empiriques » continuèrent donc d'exercer en grand nombre leur métier.

La valeur du titre apparut bientôt avec toute son importance car n'importe qui pouvait prendre le nom de vétérinaire et les « empiriques » ne s'en gênaient pas. Les vétérinaires diplômés élevèrent des réclamations. L'Etat a reconnu la nécessité de mettre à la disposition de l'agriculture des hommes aptes à l'exercice de la médecine des animaux, dirent-ils; les études pour avoir le diplôme sont longues, difficiles, il est logique, dès lors, de compléter

l'organisation de cet enseignement par une protection, il est juste d'éviter aux vétérinaires pourvus de diplômes une concurrence néfaste. Le public, lui, ne voyait pas de différence entre l'appellation d'un vétérinaire diplômé et celle d'un simple vétérinaire n'ayant pas fait d'études spéciales; les premiers subissaient donc un préjudice. Devant cela certains auteurs déclaraient que la profession étant libre, le titre l'était comme la profession elle-même. D'autres disaient que le diplôme obtenu après les études et les examens indispensables constituait du moins un titre de propriété dont l'usurpation était interdite tout aussi bien que celle d'un nom, et d'une enseigne et donnait lieu contre celui qui l'avait commise à une réparation pécuniaire (1). Divers jugements furent rendus en cette matière. D'après certains, celui qui usurpait le titre de vétérinaire causait un préjudice puni par l'article 1382 du code civil; d'autres décidaient que le mot vétérinaire, simple adjectif, pouvait être employé sans risque. Il était inadmissible que l'application de peines dépendît des considérations de grammaire ou de syntaxe.

Le projet de la loi sur la réglementation de la profession faisant l'objet de discussions passionnées et son vote semblant incertain, les vétérinaires s'efforcèrent alors d'obtenir seulement une protection efficace de leur titre par une loi spéciale.

La loi du 31 juillet 1923 leur donna satisfaction (2). Le projet présenté au Sénat le 12 octobre 1922 y fut voté le 29 mars 1923, la Chambre l'approuva le 12 juillet 1923. Cette loi autorise les écoles nationales vétérinaires (Alfort,

(1) MOUILLESEUX DE BERNIÈRES : *Régime juridique de la médecine et de la pharmacie vétérinaires*.

(2) D. 1924-4-243 — Jour. Off. du 3 août 1923.

Lyon, Toulouse) ressortissant du ministère de l'agriculture à délivrer aux élèves qui ont passé un concours le diplôme d'Etat de docteur vétérinaire. Article 1 : « Le « diplôme de docteur vétérinaire est délivré par le minis-
« tre de l'Instruction Publique aux élèves des écoles na-
« tionales vétérinaires ayant subi avec succès les épreuves
« de fin d'études, après soutenance d'une thèse devant les
« facultés de médecine de Paris, de Lyon, de Toulouse ».

« Le diplôme est également signé par le ministre de
« l'Agriculture ».

Article 2 : « Un règlement d'administration publique,
« rendu sur la proposition des ministres de l'Agriculture
« et de l'Instruction Publique, déterminera les garanties
« à exiger pour l'attribution de ce diplôme et les condi-
« tions dans lesquelles il pourra être délivré aux titulaires
« actuels du diplôme de vétérinaire ».

Dorénavant un titre officiel existe donc, celui de « doc-
teur vétérinaire ». Voici d'après le discours de M. Carrère
à la séance du Sénat du 29 mars 1923 (1) les raisons qui
ont conduit à cette nouveauté :

« La présente loi a pour objet d'autoriser les écoles na-
« tionales vétérinaires à faire délivrer par certaines facul-
« tés le titre de docteur vétérinaire ».

« Cette réforme a été motivée par des considérations
« d'intérêt général et d'ordre pratique :

« A. — Il importait de rendre hommage à la valeur
« scientifique du corps enseignant vétérinaire et aussi
« d'apporter un encouragement au corps des praticiens
« vétérinaires qui, dans nos campagnes, ne vivent pas tou-
« jours de leur profession avec toute la considération

(1) Jour. Off. : Débats Parlementaires Sénat, 30 mars 1923, p. 711.

« qu'ils devraient y trouver quoique étant des auxiliaires
« dévoués des agriculteurs.

« B. — Il y avait lieu également de mettre sur le même
« pied les vétérinaires français et les vétérinaires étran-
« gers. En effet, bien que la France soit le berceau de
« l'enseignement vétérinaire, toutes les écoles vétérinaires
« qui se sont créées à l'étranger délivrent le diplôme de
« docteur vétérinaire. De ce fait, nos praticiens étaient
« placés dans une situation défavorable. Il était donc né-
« cessaire de rétablir l'équilibre en leur faveur.

« Enfin la présente loi réalise, au point de vue du recru-
« tement professionnel, un triple progrès. Elle fournit aux
« écoles nationales vétérinaires la population scolaire qui
« leur est nécessaire, elle stimule le zèle des professeurs,
« elle assure à la France un nombre suffisant devétéri-
« naires dont elle manquait jusqu'ici ».

Dorénavant le titre de la profession « docteurvétéri-
naire » est donc le même que celui du diplôme (comme
pour les médecin).

La loi qui modifiait les études de l'art vétérinaire a
prévu une mesure pour ceux qui avaient obtenu leur di-
plôme suivant l'enseignement antérieur; elle leur réserve
le titre de vétérinaire seul.

A l'avenir ces deux termes, docteur vétérinaire etvété-
rinaire, sont donc réservés aux titulaires soit du diplôme
nouveau soit de l'ancien.

En cas d'usurpation de ces titres une sanction est pré-
vue : Article 3 : « Seront punis des peines portée à l'arti-
« cle 259 du code pénal (1) :

(1) Ancien.

1°) « ceux qui auront usurpé le titre de docteur vétérinaire ou de vétérinaire ;

2°) « ceux qui étant régulièrement docteurs vétérinaires sans être docteurs en médecine, n'auront pas fait suivre leur titre de docteur du titre de vétérinaire ».

La seule prise sans droit du titre de vétérinaire ou de docteur vétérinaire est punie; mais l'art de guérir les animaux offre l'exemple d'une profession ouverte à tous, alors que son titre qui, à première vue, semble désigner ceux qui exercent cette profession est, en réalité, réservé exclusivement à une catégorie de bénéficiaires bien déterminés. Mais sous la seule réserve de ne pas faire usage, au moins d'une manière apparente, d'un titre qui leur est interdit les guérisseurs peuvent exercer librement la profession.

Dans cette profession il apparaît que la raison dominante qui a poussé à en protéger le titre est l'intérêt des vétérinaires diplômés soucieux d'éviter la concurrence des « empiriques » usurpant leur dénomination; par la même occasion les clients sont prévenus de la capacité de ceux à qui ils s'adressent. Au contraire, pour les autres professions, la réglementation est plutôt faite d'abord dans l'intérêt du public, puis dans celui des praticiens.

L'alinéa 2 de l'article 3 fut édicté sur la demande des médecins.

Le titre de docteur vétérinaire est dû à l'obtention d'un diplôme d'Etat délivré par le Gouvernement. Les possesseurs de ce diplôme ont donc le droit de s'intituler docteur. Mais ce mot, ainsi que nous l'avons vu, est employé couramment pour désigner les médecins. L'adjonction du qualificatif « vétérinaire » au mot médecine, art de guérir les gens, transforme cette expression pour désigner l'art de guérir les animaux; il en est de même lorsque cet ad-

jectif est ajouté au mot docteur. La précision spécifiée par l'alinéa 2 a voulu éviter une confusion possible. Faut-il en déduire que désormais le terme docteur est réservé aux docteurs en médecine sous peine d'usurpation ? Cette interprétation nous semble trop large pour un texte pénal. Il faut plutôt considérer, qu'étant donné le rapprochement étroit entre l'art de guérir les gens et celui de soigner les animaux, le législateur a pris des précautions particulières pour éviter entre eux toute confusion. L'article 3 intéresse seulement la pratique vétérinaire; c'est pourtant peut-être là un premier pas vers l'attribution aux docteurs en médecine du titre de docteur comme monopole.

La sanction prévue en cas de l'usurpation de titres définie par l'article 3 a causé un certain embarras. En effet, l'article 259 du code pénal comprend deux sortes de peines (1) :

Quelle est celle qui doit être appliquée en vertu de la loi de 1923 ? Un arrêt de la Cour de cassation du 24 février 1927 a décidé :

« Attendu que l'article 3 de la loi du 31 juillet 1923 « précitée vise à la fois, par la généralité de ces termes, « l'emprisonnement de 6 mois à 2 ans édicté par le premier alinéa de l'article 259 et l'amende de 500 à 10.000 « francs édictée par le deuxième alinéa; qu'il confère, en « conséquence, aux juges la faculté d'appliquer l'une ou « l'autre de ces peines ».

(1) Article 259 : Toute personne qui aura publiquement porté un costume ou une décoration qui ne lui appartiendrait pas, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans.....

Sera puni d'une amende de 500 à 10.000 francs quiconque sans droit et en vue de s'attribuer une distinction honorifique, aura publiquement pris un titre, changé, altéré ou modifié le nom que lui assignent les actes de l'état-civil.....

A l'heure actuelle ce doute est levé par l'application d'une loi votée tout récemment.

En effet, on trouva bientôt que la seule protection du titre était insuffisante; la loi de 1923 avait été votée sans trop de difficultés en attendant mieux. Depuis longtemps on désirait que l'exercice de la profession de vétérinaire fût l'objet de toute une réglementation, mais des intérêts contraires avaient empêché cette réalisation délicate. Celle-ci apparut nécessaire devant un état de fait perturbateur. En effet, des guérisseurs sous des noms divers : maréchaux, maréchaux experts, etc... prodiguaient des soins aux animaux. Leurs consultations étant moins chères que celle des vétérinaires, les paysans les consultaient volontiers, malheureusement ils avaient souvent à le regretter dans la suite. D'autre part, il était intéressant d'encourager les jeunes gens à faire des études vétérinaires plutôt que de les laisser pratiquer selon de vieilles routines, car cela assurait de sérieuses garanties pour le bon état du cheptel. En somme, une réglementation de la profession intéressait à la fois l'économie agricole, la police sanitaire et l'hygiène publique. Enfin dans un rapport d'un projet de loi sur cette question (1), on trouve la raison suivante :
 « Une telle loi constituerait par le recrutement des écoles
 « nationales vétérinaires, le meilleur moyen d'attirer une
 « élite de candidats dont la sélection, tant à l'entrée qu'au
 « cours des études, permettrait de maintenir dans le corps
 « professionnel vétérinaire le degré de culture et de sa-
 « voir technique qui sont la meilleure des garanties pour
 « la conservation de notre cheptel national.

« Les vétérinaires, certains de ne plus être confondus

(1) Rapport de M. Mitton, député,

« avec les « empiriques », n'hésiteraient pas à se fixer
« dans de nombreux centres qui en sont actuellement dé-
« pourvus. Ainsi non seulement la mesure proposée déli-
« vrera les campagnes d'un véritable danger, mais encore
« elle aura pour résultat de multiplier le nombre des vété-
« rinaires ».

Après bien d'autres, un projet de loi fut déposé le 27 avril 1937 à la Chambre des députés; voté par elle le 28 janvier 1938, par le Sénat le 31 mai 1938, il devint la loi du 17 juin 1938 (1). D'après cette nouvelle législation la pratique de l'art vétérinaire est réservée aux praticiens diplômés et tout exercice illégal est puni pénalement.

Article 1 : « Son seules autorisées à exercer la médecine
« cine et la chirurgie des animaux, les personnes de natio-
« nalité française munies du diplôme d'Etat français de
« vétérinaire ou du diplôme d'Etat français de docteur-
« vétérinaire ».

Article 5 : « Exerce illégalement la médecinevétéri-
« naire, toute personne non désignée à l'article premier
« qui, de façon habituelle, avec ou sans rémunération, pra-
« tique la médecine ou la chirurgie des animaux.

« Toutefois les interventions faites par les maréchaux
« ferrants dans les maladies du pied, les opérations de
« castration des animaux et les soins d'urgence, hors le
« cas de maladie contagieuse, ne tombent pas sous le coup
« de la loi ».

L'intérêt général exigeant que la profession de vétérinaire ne puisse plus être exercée que par des personnes ayant obtenu le diplôme qui est la consécration des études qu'elles ont faites en vue de cette profession, il est d'ordre

(1) Jour. Off., 22 juin 1938.

public d'édicter des pénalités contre ceux qui prodigueraient, malgré tout, des traitements aux animaux. L'article 7 prévoit donc une amende en cas d'exercice illégal.

Enfin des mesures transitoires sont prévues : les Français qui s'adonnent actuellement à la médecine et à la chirurgie des animaux peuvent continuer d'exercer toute leur vie leur profession. Bien entendu ils continueront de le faire seulement dans les limites imposées par les lois en vigueur. Par exemple, ils ne peuvent prendre le titre de vétérinaire, ce qui constitue un délit prévu et réprimé par la loi du 31 juillet 1923; il leur est également interdit de donner des soins dans les maladies contagieuses.

Ainsi par cette loi de 1938 la profession de vétérinaire rentre maintenant dans le groupe des professions légalement réglementées et, par conséquent, bénéficie de la loi de 1924. Ce fait a une certaine importance. En effet, un arrêt de la Cour de cassation cité plus haut, laissait aux juges le soin d'apprécier laquelle des deux sortes de sanctions prévues par l'article 259 était applicable en cas d'usurpation du titre de vétérinaire ou de docteur vétérinaire par la loi de 1923. Si la loi de 1923 (usurpation de titre de vétérinaire) et celle de 1924 (usurpation de titres en général) renvoient toutes les deux au même article du code pénal (259) la deuxième est plus précise car elle spécifie l'alinéa 1^{er}. Donc le doute qui subsistait par le manque de précision de la loi de 1923 est levé, car, par l'application générale de la loi de 1924, on sait qu'en cas d'usurpation il s'agit des peines énumérées à l'alinéa premier de l'article 259.

La protection du titre dans la profession de l'art vétérinaire a subi une évolution différente de celles des autres professions, puisque dans ce cas une loi spéciale a

prévu le délit d'usurpation avant la réglementation. Il est intéressant de noter du reste qu'au bout d'un certain laps de temps toutes les fonctions qui méritent de l'être, font l'objet de prescriptions identiques. Les chemins ne sont pas les mêmes pour arriver au but, mais tous l'atteignent.

VIII) MANDATAIRES AUX HALLES

Les mandataires aux Halles sont des intermédiaires pour la vente en gros des denrées alimentaires sous les pavillons des Halles de Paris. Les producteurs les chargent d'écouler leurs marchandises moyennant commission sur le prix de vente. Leur désignation donne lieu à une enquête préalable de la préfecture de police puis est soumise à l'approbation du tribunal de commerce. Cette délicate profession doit être exercée par des hommes compétents et au-dessus de tout soupçon; aussi la loi du 12 juin 1896 a édicté des règles strictes pour la pratiquer.

Article 2 : « Toute personne pourra recevoir des producteurs et expéditeurs de denrées alimentaires mandat « de procéder à leur vente, pourvu qu'elle satisfasse aux « conditions suivantes :

- 1°) « jouir de la nationalité française ;
- 2°) « n'avoir subi aucune condamnation pénale ou disciplinaire ;
- 3°) « être inscrit sur la liste dressée à cet effet par le « tribunal de commerce après enquête et avis de la préfecture de police ;
- 4°) « justifier de la concession d'un poste par la ville « de Paris et du versement d'une caution déterminée ».

Article 3 : « Il est expressément interdit aux manda-

« taires des expéditeurs d'acquérir pour leur propre compte les denrées qu'ils sont chargés de vendre ou des denrées similaires et, d'une manière générale, d'en faire le commerce par eux-mêmes ou par personnes interposées et cela même en dehors des Halles; de posséder à Paris ou en province et à l'étranger aucun magasin ou entrepôt. Ils ne doivent être rémunérés que par la commission librement débattue entre eux et leurs mandants ».

Ces articles constituent à n'en pas douter une réglementation de la profession de mandataires aux Halles. Certes cette profession comprend un nombre restreint de titulaires et ne se pratique qu'à Paris; pourtant elle bénéficie du principe général de la protection du titre car elle remplit les conditions nécessaires. Donc le titre de mandataire aux Halles désignant la dénomination d'une profession légalement réglementée est défendu contre toute usurpation en vertu de l'article 259 du code pénal.

IX) JOURNALISTES

La profession de journaliste fait l'objet d'une décision du législateur, mais on peut se demander si une vraie réglementation en découle. Le terme journaliste est vague et même maintenant englobe une grande quantité de personnes; de plus les intéressés, devant la difficulté de la tâche, ont de la peine à défendre leur métier contre les intrus. La liberté de la presse, une des plus importantes, dépend de la liberté du journaliste; or celui-ci n'est libre que dans la mesure où sa profession est assurée de l'indépendance matérielle et de la dignité. L'intérêt du journaliste se confond avec celui du public et c'est au nom de ce

double but qu'une loi a défini le statut professionnel de ce métier. Loi du 29 mars 1935 (1) article 1 : « Il est « ajouté au chapitre 2 du livre I (titre II) du code du « travail une section spéciale III intitulée « des Journa-
« listes professionnels » article 30 a : Le journaliste pro-
« fessionnel est celui qui a pour occupation principale,
« régulière, et rétribuée l'exercice de sa profession dans
« une publication quotidienne ou périodique éditée en
« France ou dans une agence française d'informations et
« qui en tire le principal des ressources nécessaires à son
« existence ».

« Le correspondant, qu'il travaille sur le territoire fran-
« çais ou à l'étranger, est un journaliste professionnel s'il
« reçoit des appointements fixes et remplit les conditions
« prévues au paragraphe précédent ».

« Sont assimilés aux journalistes professionnels les col-
« laborateurs directs de la rédaction : rédacteurs, traduc-
« teurs, sténographes, rédacteurs reviseurs, reporters des-
« sinateurs, reporters photographes, à l'exclusion des agents
« de publicité et de tous ceux qui n'apportent à un titre
« quelconque qu'une collaboration occasionnelle ».

.....
Article 30 i) « Pourront seuls se prévaloir de la qualité
« de journaliste, soit à l'occasion de l'établissement d'un
« passeport ou de toute autre acte administratif, soit en
« vue de bénéficier des dispositions prises en faveur des
« représentants de la presse par les autorités administrati-
« ves les personnes énumérées à l'article 30 a et titulaires
« d'une carte d'identité professionnelle ;

« Les conditions dans lesquels seront délivrées ces cartes,

(1) Jour. Off., 30 mars 1935, p. 3595.

« la durée de leur validité, les conditions et les formes
 « dans lesquelles elles pourront être annulées seront déter-
 « minées par un règlement d'administration publique. Ce
 « règlement déterminera également les pénalités applica-
 « bles en cas d'infraction à ses prescriptions ».

Dans les motifs de la proposition de cette loi (1) il est spécifié : « Il doit être permis aux professionnels authenti-
 « ques de se prémunir contre la présence non seulement
 « des amateurs et des intrus de tout ordre, mais aussi des
 « indignes, de leur refuser la confraternité, de ne pas
 « tolérer qu'ils se recommandent impunément d'une pro-
 « fession qui n'est pas la leur ».

Le journalisme constitue une vaste organisation qui groupe des métiers très divers collaborant pour la confection des imprimés ; tous sont soumis à un principe général, mais ont des disciplines particulières à chacun d'eux. Ainsi de nombreuses personnes collaborent à la rédaction des imprimés, beaucoup d'hommes de lettres ou de simples amateurs écrivent parfois dans les journaux ou revues et touchent une rétribution, mais ce n'est pour eux qu'un emploi passager. Souvent même ils possèdent la carte d'identité professionnelle appelée « coupe-file ». Malgré tout, la loi de 1935 ne les considère pas comme journalistes et leur refuse ses avantages.

Il en est de même pour tous les collaborateurs directs de la rédaction : les personnes visées au début du 3^e alinéa de l'article 30 *a* sont assimilées aux journalistes professionnels en ce qui concerne les conditions d'engagement, de renvoi, en un mot de la vie professionnelle, mais elle n'en porte pas le titre.

(1) Jour. Off. doc. par Ch., 1933, annexe 1.653.

Bénéficient donc du statut professionnel ceux qui ont pour occupation principale, régulière et rétribuée, d'écrire dans les journaux ou revues. Cette profession possède une réglementation dont les conditions d'exercice sont très larges. Ici aucune règle de capacité n'est spécifiée, seul l'exercice de la profession importe. Le soin de choisir et de prendre leurs collaborateurs est laissé aux directeurs de journaux ; une fois leur engagement passé, de ce seul fait, les collaborateurs deviennent journalistes professionnels. Dans cette profession, la possession du titre et son port sont intimement liés à son exercice.

Pour bénéficier des avantages de la loi les journalistes doivent observer les règles de l'article 30 *a* et être titulaires de la carte d'identité professionnelle. Ces deux conditions sont nécessaires et l'une ou l'autre ne suffisent pas. La première écarte donc les écrivains occasionnels, tandis que la seconde procure un contrôle contre les instrus.

L'article 30 *i* énonce les avantages procurés par la loi de 1935 à ceux qui peuvent en bénéficier. Cette énumération très générale ne parle pas de la question du titre. C'est normal ; en effet, l'article 30 *i* indique ce que permet d'accomplir la qualité de journaliste ; le titre est un élément de cette qualité et non un acte en dépendant ; dès lors, il se rattache à l'article 30 *a*.

La profession de journaliste fixée avec des conditions d'un genre nouveau et qui n'a pas vu jusqu'à maintenant bénéficier de la loi de 1924 : en effet, la réglementation qui la concerne contient des règles absolues, générales et est conforme au principe imposé par l'article 259. Son titre, dont la valeur a été reconnue, ne peut donc être porté à l'avenir que par ceux qui l'exercent en remplissant les con-

ditions nécessaires ; aussi son usurpation est-elle punie par la loi pénale.

X) GÉOMÈTRES

Le nom de géomètre s'applique à tous ceux qui mesurent le sol et si cette profession existe depuis longtemps, à l'heure actuelle elle est en proie, malheureusement, à certaines confusions.

Le géomètre jusqu'à la Révolution jouissait du régime corporatif. Nul ne pouvait se dire arpenteur juré s'il ne faisait partie de la corporation légalement reconnue.

Pendant tout le XIX^e siècle, la profession fut libre en France. On créa un enseignement destiné à ceux qui voulaient pratiquer ce métier, mais l'exercice en était absolument libre.

Au contraire en Alsace-Lorraine, une loi en 1884 reconnut officiellement la profession de géomètre. Pour l'exercer il fallait posséder le diplôme d'ingénieur-géomètre décerné après de sérieuses études. Par contre les ingénieurs-géomètres diplômés jouissaient de privilèges : seuls ils étaient qualifiés pour établir des procès-verbaux de bornage, de partages de parcelles, de limitation, etc... destinés aux actes authentiques. Cette loi qui réglementait la profession fut suivie de la loi du 26 juillet 1900 sur les professions, de l'ordonnance du 25 janvier 1912, concernant le recrutement des géomètres diplômés en Alsace-Lorraine.

Lors de sa mise en œuvre, la loi de 1924 s'appliqua tout naturellement à la profession réglementée par la loi de 1884 et, dès lors, les géomètres d'Alsace-Lorraine bénéficièrent de la protection de leur titre.

Pendant ce temps sur tout le territoire français n'importe qui portait le titre de géomètre seul ou suivi d'un autre nom. Malgré les services rendus par eux, les géomètres ne bénéficiaient d'aucun avantage et leur existence n'était pas officiellement reconnue.

A partir de 1929 une série de mesures prises jetèrent la confusion. L'importance des géomètres apparaît : ils sont chargés de délimiter l'étendue des propriétés, les bornages ; on a recours à eux pour le cadastre, la confection des plans etc... ; dès lors on veut leur permettre de fournir les garanties nécessaires. Les études qui préparaient à ces travaux et les stages ne jouissaient que d'une existence précaire. Aussi une première étape est-elle faite en France ; et le 25 avril 1929 (1) un décret crée le diplôme de géomètre-expert. Article 1 : « Il est créé un diplôme du Gouvernement, lequel pourra être conféré de la manière indiquée ci-après aux techniciens voulant faire profession habilituelle de délimiter, mesurer, organiser la propriété foncière, rurale ou urbaine, de procéder aux expertises dans tous les litiges fonciers, d'exécuter tous les travaux topographiques et de nivellement servant à l'étude des travaux publics et opérations cadastrales ». Ce décret énumère les conditions pour avoir le diplôme : certificat d'aptitude, stage, examen, qu'un arrêté du ministre de l'éducation nationale mit au point dans les détails.

Ce décret fut suivi d'un autre en date du 15 mars 1936 « relatif à la réglementation des conditions dans lesquelles doit être délivré le diplôme du Gouvernement de géomètre-expert ». Article 1 : « Le diplôme de géomètre-expert créé par le décret du 25 avril 1929 peut être

(1) Jour. Off., 2 mai 1929, p. 5.093.

« conféré, ainsi qu'il sera exposé ci-après, aux techniciens
 « faisant habituellement profession de délimiter, mesurer,
 « évaluer et organiser la propriété foncière au-dessus ou
 « au dessous de la surface du sol, d'exécuter tous travaux
 « topographiques en plan et en nivellement et de pro-
 « céder à toutes expertises ressortissant à ces diverses
 « attributions ».

Article 2 : « a) Les titulaires de ce diplôme peuvent
 « faire suivre leur patronyme de la mention : Géomètre
 « Expert diplômé par le Gouvernement », en abrégé :
 « D. P. L. G. » b) il est interdit sous peine de sanctions
 « prévues par le présent décret (article 12) de modifier
 « la mention ci-dessus ».

Ces sanctions sont uniquement des peines disciplinaires.

Article 12 : « a) Il est institué auprès du Conserva-
 « toire National des Arts et Métiers une commission con-
 « sultative pour le Diplôme de Géomètre Expert délivré
 « par le Gouvernement. b) Elle est consultée :...

4°) « sur les sanctions à prendre : avertissement ou
 « retrait du titre à l'égard des détenteurs du Diplôme
 « ayant fait l'objet de décisions pénales judiciaires ou
 « administratives, ayant contrevenu aux dispositions
 « de l'article 2 du présent décret ou ayant commis des
 « actes d'indignité notoire ».

Ce décret prévoit enfin les conditions d'octroi du di-
 plôme : examen préliminaire, stage, examen final dont
 les applications sont contenues dans l'arrêté du ministre
 de l'Education Nationale en date du 3 avril 1936.

Ce décret institue donc un diplôme d'Etat qui donne à
 ceux qui le possèdent un titre officiellement reconnu : par-
 mi les géomètres, seuls ceux qui sont pourvus du diplôme
 ont droit au titre de Géomètre-Expert. Ainsi le public est
 averti de la capacité de ceux à qui il s'adresse et les titu-

lares du diplôme ne craignent pas d'être confondus avec les autres. Quelle est la valeur de ce titre ? Il a une existence officielle et il prouve un certain savoir ; il se classe parmi ceux que délivre l'enseignement technique mais, comme les autres titres décernés après l'obtention d'un diplôme reconnu, malgré son importance, il ne jouit pas d'une protection spéciale actuellement. D'autre part, il qualifie une profession, mais celle-ci n'est pas légalement réglementée. En effet, le décret de 1936 indique que ceux qui veulent exécuter certaines mesures, confectionner des plans, etc..., ont la possibilité d'obtenir un diplôme officiel qui consacre leurs études et prouve leur compétence professionnelle. Mais pour exécuter ces mesures, confectionner ces plans, etc... il n'est nullement obligatoire d'être muni de ce diplôme. La profession à laquelle il est fait allusion dans l'article 1 du décret de 1936, n'étant soumise à aucune condition, n'est pas réglementée. Dès lors le titre de géomètre-expert qui la représente, comme celui de géomètre seul n'est pas protégé par la loi pénale (article 259 du code pénal). Pratiquement les travaux importants sont confiés aux géomètres-experts, mais la loi n'a pas encore consacré cet usage et si un simple particulier prend le titre de géomètre-expert il est seulement passible de sanctions civiles (article 1.382 du code civil).

Le titre de géomètre-expert, bien que non protégé d'après la règle générale, méritait d'être examiné pour plusieurs raisons. D'abord certaines personnes estiment qu'il jouit d'une protection, nous pensons qu'il n'en est rien. D'autre part, cette étude est une étape préliminaire vers le projet d'une réglementation complète et efficace qui sera étudiée plus loin. Enfin et surtout, alors que le décret de 1936, valable pour toute la France, atteint seu-

lement le but que nous avons indiqué, en Alsace-Lorraine il existe un régime différent. Dans les provinces reconquises la loi de 1884 qui avait réglementé la profession de géomètre faisait bénéficier ce même terme, en tant que titre professionnel, de la protection de la loi (article 259 du code pénal). Un décret du 13 mars 1933 « relatif à « l'attribution du diplôme d'Ingénieur géomètre dans les « départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle » conserve le même principe tout en édictant des « mesures nouvelles. Article 1 : « De l'exercice de la profession de géomètre ». « Dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, nul ne peut exécuter les travaux d'arpentage visés par les articles 11. « 12, 23 et 32 de la loi locale du 31 mars 1884 sur le « renouvellement du cadastre, la péréquation de l'impôt « foncier et la conservation du cadastre et par l'article 36 « de la loi locale du 26 juillet 1900 sur les professions, « s'il n'est titulaire du diplôme d'ingénieur-géomètre institué par le présent décret et s'il n'a prêté serment ». Article 2 : « Du diplôme d'ingénieur-géomètre ». « Il est « créé un diplôme du Gouvernement d'ingénieur-géomètre « conféré comme il est dit ci-après aux techniciens désirant exécuter des travaux d'arpentage susceptibles d'être « utilisés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, soit pour l'établissement ou la « mise à jour du cadastre, soit pour la rédaction d'un « document authentique ».

Pour obtenir ce diplôme, il faut posséder celui de géomètre-expert institué par le décret du 25 avril 1929 et, en plus, accomplir certaines formalités sur le territoire des provinces indiquées (stage, examen). L'arrêté du 14 mars 1933 a fixé les conditions d'application de ce décret.

Ainsi ce texte officiel réglemeute une profession car il prescrit des conditions obligatoires pour ceux qui veulent l'exercer. Quel est son titre ? Le décret, dans l'article 1, mentionne « de l'exercice de la profession de « géomètre » et l'article 2 parle du diplôme d'ingénieur-géomètre. La loi ne protège pas les titres acquis par l'obtention d'un diplôme, par conséquent celui prévu à l'article 2. Par contre l'article 1 est très net : dès lors, on doit considérer que le titre de géomètre, titre d'une profession légalement réglementée est protégé par l'article 259 du code pénal. Le port de ce titre accompagné d'un qualificatif quelconque constitue-t-il une usurpation punissable ? Il semble que oui : en effet, un tel acte dénote une fraude manifeste constituée par une confusion voulue. Mais il y a lieu de souligner que cette disposition n'est en vigueur qu'en Alsace-Lorraine ainsi que le spécifie le décret de 1933. Celui de 1936 ne l'a pas abrogé car il précise dans son article 13 : « Sont abrogées, à dater du présent décret, les « dispositions des décrets et arrêtés antérieurs relatifs au « diplôme de géomètre- expert du Gouvernement en ce « qu'elles ont de contraire aux termes du présent décret. « *sauf celles du décret du 13 mars 1933 et de l'arrêté « consécutif du 14 mars 1933 relatifs à l'attribution du « Diplôme d'Ingénieur-Géomètre dans les départements « du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ».*

Ainsi en Alsace-Lorraine, les géomètres pour avoir ce titre, sont titulaires du diplôme de Géomètre-Expert (décret de 1929) et de celui d'ingénieur-géomètre (décret de 1933) moyennant quoi ils bénéficient de la protection de la loi. Au contraire rien de tel n'existe sur le reste du territoire, où n'importe qui peut se dire géomètre sans même avoir à montrer un diplôme. On se trouve en présence d'une incohérence regrettable qui peut être la source

de confusions dangereuses. Par exemple, lorsque un géomètre Alsacien ou Lorrain vient s'établir dans un autre département, son titre est-il toujours protégé ? Il ne semble pas. Il serait grandement souhaitable que le législateur mette fin à cette incertitude en édictant une mesure générale.

XI COMMISSAIRES AUX COMPTES

Il est difficile parfois de savoir si une profession réunit les conditions nécessaires pour bénéficier des mesures de protection pour son titre. Le texte légal qui la concerne manque souvent de clarté : la profession de géomètre en est un exemple. Celle de commissaire aux comptes en fournit un autre. Le décret loi du 8 août 1935, modifiant la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, en ce qui concerne la responsabilité pénale des administrateurs et le choix et les attributions des commissaires, a été pris en vue de la protection de l'épargne et a pour objet d'augmenter les garanties d'indépendance, d'honorabilité et de technicité que doivent présenter les commissaires aux comptes des sociétés par actions. Son article 4 a modifié le texte de l'article 33 de la loi de 1867. Article 33 (nouveau) « Dans les « sociétés par actions faisant appel à l'épargne publique, « l'un des commissaires, au moins, doit être choisi sur une « liste établie par une commission siégeant au chef lieu « de la cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve « le siège social ».

« La procédure à suivre par les commissions pour établir cette liste sera déterminée par règlement d'administration publique. Ce même décret fixera les conditions

« disciplinaires auxquelles seront assujettis les commissaires ainsi recrutés ».

Ainsi, parmi les techniciens qui vérifient la comptabilité des sociétés, l'un doit faire partie d'une liste officielle. La profession de commissaires aux comptes comprend alors deux catégories de personnes, mais leur titre est identique. Le jour où la loi obligera tous les commissaires aux comptes à remplir certaines conditions, cette profession sera réglementée ; pour le moment, elle ne l'est pas car, seuls, quelques-uns sont tenus à diverses règles.

XII) ARTISANS

La loi de 1924 s'adresse à toutes les professions ; aussi y a-t-il lieu d'en tenir compte en ce qui concerne les artisans. La loi du 26 juillet 1925 (1) portant création de chambres de métiers, déclare : article 1 : « Les chambres de métiers sont auprès des pouvoirs publics les organes des intérêts professionnels et économiques des artisans, maîtres et compagnons de leur circonscription. Par maîtres artisans il y a lieu d'entendre les travailleurs de l'un ou de l'autre sexe qui exercent un métier manuel à condition, d'une part qu'ils accomplissent leur travail par eux-mêmes, seuls ou avec le concours de leur conjoint, des membres de leur famille ou des compagnons ou apprentis et à condition, d'autre part, qu'ils l'exécutent sans se trouver sous la direction d'un patron ». L'article 4 spécifie que les chambres de métiers sont composées de deux tiers d'artisans et d'un tiers d'artisans compagnons.

(1) Jour. Off., 30 juillet 1925.

Cette loi est complétée par celle du 10 mars 1937 (1) portant organisation de l'apprentissage dans les entreprises artisanales.

Article 1 : « En conformité avec l'article 17 de la loi « du 26 juillet 1925 portant création de chambres de métiers, celles-ci participent dans les conditions fixées par « la présente loi à l'organisation de l'apprentissage dans « les entreprises artisanales définies par l'article 1 de la « dite loi. Cet apprentissage est celui qui se fait dans l'atelier et sous la responsabilité d'un artisan et qui est complété par l'enseignement des cours professionnels ».

Article 2 : « Des décrets rendus sur la proposition du « ministre de l'Education Nationale et du ministre du Travail détermineront, après avis des chambres de métiers, « des organisations artisanales syndicales et des organisations patronales et ouvrières des professions intéressées, « les métiers dans lesquels l'apprentissage est obligatoire « et qui ne pourront être exercés à leur propre compte que « par des personnes ayant passé avec succès l'examen d'apprentissage institué à l'article 11 a du livre I du Code « du travail »...

Article 9 : « Le droit de former des apprentis est « réservé aux personnes âgées de 24 ans ayant acquis le « titre de maître par un examen de capacité institué et « organisé par la chambre des métiers, après avis des organisations syndicales artisanales, ou aux anciens élèves « ayant satisfait aux examens de sortie des écoles désignées par le ministre chargé de l'enseignement technique « ou enfin aux artisans ayant obtenu une autorisation de « l'administration préfectorale sur avis de la chambre des

(1) Jour. Off., 12 mars 1937.

« métiers et de l'organisation professionnelle compétente ».

Article 11 : « La chambre des métiers est chargée d'organiser pour les apprentis de son ressort l'examen de fin d'apprentissage prévu par l'article 11 *a* du livre I du code du travail... L'examen de fin d'apprentissage doit fournir la preuve que l'apprenti possède les capacités requises pour exercer son métier comme compagnon tant au point de vue de l'habileté manuelle qu'au point de vue des connaissances théoriques exigées dans sa profession ».

De ces textes il ressort que certains métiers ne peuvent être exercés que selon des conditions. Pour pouvoir s'installer les compagnons doivent avoir accompli un apprentissage obligatoire et passé des épreuves démontrant leur capacité; mais ces règles une fois observées, l'artisan a droit au titre de maître. Des décrets décident les métiers particuliers soumis à cette réglementation; en conséquence, ceux qui pratiquent de telles professions ont droit au titre de maître artisan prévu par la loi et ils jouissent de la protection visée à l'article 259 du code pénal.

Cette application nouvelle de la loi de 1924 n'a pas encore eu le temps d'être exercée. Sa mise en œuvre sera longue car elle intéresse beaucoup de monde et souvent, malgré l'usurpation constatée d'un titre, on ne jugera pas utile de la poursuivre. Quoi qu'il en soit, cette mesure profitable est susceptible de redonner l'éclat à la classe sociale des artisans qui constituent une richesse pour le pays et elle indique que toutes les professions, solidaires les unes des autres, bénéficient à juste titre de l'attention du législateur.

Les différentes applications du principe général garantissant une protection aux professions légalement réglementées, ne sont pas limitatives. Il peut en exister d'autres et, à l'avenir, elles apparaîtront. Les professions intéressant le plus l'ordre public, l'art médical et l'art de la défense ont déclenché le mouvement qui ira en s'étendant car il a donné des preuves de son efficacité. La question de la valeur du titre a pris de nos jours la place qui lui revient et la réglementation des professions a été pour elle un apport appréciable. Il reste à voir la mise en exercice des sanctions qui punissent l'usurpation d'un titre; mais auparavant, il convient de procéder à l'étude de titres qui sont protégés exceptionnellement bien que ne qualifiant pas une profession légalement réglementée.

CHAPITRE IV

Protection du titre seul

Parfois le législateur a protégé des titres qui ne qualifiaient pas une profession nettement déterminée. Un titre, la plupart du temps obtenu à la suite d'un examen terminant des études, peut avoir par lui-même de l'importance; dès lors, il est l'objet des convoitises de ceux qui n'ont pas le droit de le porter. La loi en a protégé ainsi quelques-uns et a puni toute usurpation précisément des peines de la loi de 1924. Ainsi l'article 259 du code pénal peut être appliqué à des titres professionnels, même lorsqu'il ne s'agit pas d'une profession légalement réglementée; dans ce cas naturellement une loi est indispensable. Ces titres protégés supposent ou indiquent une activité professionnelle dans une certaine branche mais ne qualifient pas expressément des professions et cela pour plusieurs raisons. D'abord une profession est souvent difficile à définir et un même titre peut convenir à plusieurs métiers se ressemblant. Ensuite des intérêts différents s'affrontant, empêchent parfois une solution souhaitable, il faut

attendre un certain temps pour que la nécessité s'en fasse sentir d'une manière absolue et les possesseurs d'un titre ne sont armés seulement que pour obtenir une reconnaissance officielle qui sera un premier pas vers une réglementation plus complète; le titre de vétérinaire qui a été étudié dans le chapitre précédent rentre dans ce cas. Enfin, un titre peut désigner une profession, mais si celle-ci ne subit pas une réglementation générale la loi de 1924 est inapplicable.

Le législateur a voulu que certaines dénominations fussent pourtant protégées lorsque la loi de 1924 ne s'exerçait pas. En effet, un titre en lui-même représente une valeur importante. Il prouve une certaine capacité et constitue ainsi une garantie pour le public. D'autre part, ses titulaires bénéficient d'une certaine considération qui leur est souvent profitable pour l'importance et le nombre de leurs affaires. Il n'est pas étonnant dès lors que des usurpateurs aient voulu profiter de ses avantages; aussi la loi a mis fin à ces pratiques, coupables dans les cas qui vont être examinés.

SECTION I

INGENIEURS AGRONOMES — INGENIEURS AGRICOLAS — INGENIEURS HORTICOLES

Il existe en France un enseignement public de l'agriculture suivi par les jeunes gens qui désirent s'occuper de près ou de loin des cultures et des produits du sol. Il n'est

pas besoin de faire ressortir l'importance de ces études qui contribuent à entretenir la richesse agricole de notre pays. L'enseignement donné par les différentes écoles est sanctionné par des diplômes qui octroient un certain titre à leur possesseurs. Ces titres indiquent donc la possession d'un diplôme et indirectement le genre de profession à laquelle il prédestine; mais l'exercice de cette profession n'est nullement obligatoire. De même qu'un élève diplômé d'une école d'agriculture peut ne pas s'occuper des produits du sol, de même un agriculteur peut très bien cultiver son bien sans être passé par une école spéciale.

Le législateur a décidé que les élèves diplômés des écoles d'agriculture auraient un titre officiel protégé contre toute usurpation. La loi du 2 août 1918 (1) sur l'organisation de l'enseignement professionnel public de l'agriculture a défini cette mesure. Le projet de cette loi fut présenté à la Chambre des députés le 30 mars 1912 (annexe N° 1.860) voté les 20, 27 février et 6 mars 1914, présenté au Sénat le 16 mars 1914 (annexe 122) adopté par lui avec modification le 7 juin 1918. De retour à la Chambre le 28 juin 1918 (annexe 4.798) le projet fut enfin adopté le 11 juillet 1918.

Article 1 : « L'enseignement public de l'agriculture « pour les jeunes gens est donné :

« 1° à l'Institut national Agronomique qui est l'école « normale supérieure de l'agriculture;

« 2° dans les écoles nationales d'agriculture de Grignon, « Montpellier, Rennes ».

.....
« L'enseignement public de l'horticulture proprement

(1) D. 1920-4-130. — Jour. Off., 4 août 1918.

« dite est donné à l'école nationale d'horticulture de Versailles ».

Article 7 : « Les élèves diplômés de l'Institut national Agronomique reçoivent le titre d'ingénieur agronome. Les élèves diplômés des écoles nationales d'agriculture reçoivent le titre d'ingénieur agricole ».

« Quiconque aura usurpé ces titres sera puni des peines portées à l'article 259 du code pénal ».

Un peu plus tard, les élèves et anciens élèves de l'école d'horticulture voulurent profiter des avantages que possédaient les ingénieurs agronomes et agricoles. La loi du 17 juillet 1927 « modifia les articles 3, 4 et 7 de la loi du 2 août 1918 sur l'organisation de l'enseignement public de l'agriculture ainsi que l'article 3 de la loi du 21 août 1912 relative à l'enseignement départemental et communal de l'agriculture ». Article 4 : « L'article 7 de la loi du 2 août 1918 indépendamment des dispositions contenues dans l'article 164 de la loi de finance du 29 avril 1926 est complété ainsi qu'il suit :

« Les élèves diplômé de l'école nationale d'horticulture de Versailles reçoivent le titre d'ingénieur horticole ».

« La pénalité prévue par ledit article 7 en cas d'usurpation des titres d'ingénieur agronome ou d'ingénieur agricole sera applicable en cas d'usurpation du titre d'ingénieur horticole. Cette pénalité s'appliquera également aux personnes qui auront conféré indûment l'un ou l'autre de ces titres ou délivré des diplômes comportant l'une ou l'autre de ces appellations ».

Dorénavant les titres d'ingénieur agronome, d'ingénieur agricole et d'ingénieur horticole sont donc protégés contre toute usurpation. Seuls ces trois termes bénéficient de la loi; la dénomination courante : ingénieur d'agriculture a une signification générale et ne peut être assimilée à eux

car la rédaction de l'article 7 (ancien et nouveau) est très nette. Si une personne, pourtant, profitait de ce titre pour créer une confusion voulue, elle pourrait être poursuivie mais non pas en vertu de l'article 259 du code pénal.

La loi a protégé le port de ces titres car de nombreuses personnes les prenaient indûment et trompaient le public sur leur compétence. De plus, comme il y a trois sortes d'enseignement de l'agriculture (Institut Agronomique, écoles nationales d'agriculture et d'horticulture) les titres décernés sont différents et ne doivent pas être pris l'un pour l'autre; cela dans le but très net d'éviter une confusion qui serait préjudiciable à tous. Par exemple, si un ancien élève diplômé de l'école de Grignon prenait le titre d'ingénieur agronome il pourrait être poursuivi et l'inverse jouerait également.

Les lois de 1918 et de 1927 renvoient aux peines prévues par l'article 259 du code pénal. En étudiant la profession de vétérinaire nous avons vu que lorsque le titre seul de cette profession était protégé une hésitation naquit du fait que l'article 259 édicte deux sortes de peines, mais la réglementation de la pratique de l'art vétérinaire par la loi de 1938 a réglé ce point. Selon nous, les sanctions applicables en la matière, sont celles de l'alinéa 1^{er} de l'article 259. En effet, ce sont celles-là qui fonctionnent en cas d'usurpation de titre en général et l'exemple des vétérinaires confirme encore ce point de vue.

Il faut ajouter aussi que la loi de 1927 a prévu une règle particulière. Elle réglemente l'enseignement public donné par des écoles d'Etat et elle n'a pas voulu que des écoles privées pussent donner un titre semblable à ceux qui sont officiellement reconnus. Ainsi en s'occupant du droit de la remise des titres, elle étend leur protection dans une

branche spéciale, ce qui est un nouveau signe de leur importance.

SECTION II

INGENIEURS DIPLOMES

Le terme ingénieur est difficilement définissable car il comporte une signification très générale; un ingénieur s'occupe de mécanique, de machines, il aménage des usines, en assure la marche. Autrefois cette dénomination représentait une catégorie peu nombreuse, mais déterminée d'individus ; aujourd'hui, grâce au progrès, les ingénieurs existent en très grand nombre et se répartissent en plusieurs sortes. D'autre part, les études scientifiques sont souvent terminées par un diplôme qui procure à son possesseur un titre dont le nom se trouve être encore celui d'ingénieur. Devant cette complication, la question du droit de porter le titre d'ingénieur a préoccupé beaucoup de monde; sa solution est délicate, car le mot ingénieur peut avoir plusieurs sens; en particulier son port qui n'exprime pas forcément la possession de certaines connaissances se rapporte aussi bien à une profession qu'à un diplôme.

L'appellation ingénieur peut désigner une fonction : c'est le cas, par exemple, lorsqu'on l'applique aux ingénieurs des manufactures de l'Etat (tabacs, poudres, etc...), des ponts et chaussées, etc... Ces fonctionnaires, la plupart du temps, sont recrutés au concours, à la suite d'études approfondies. A cet égard une réglementation offi-

cielle protège l'intérêt public et les intérêts particuliers et offre toutes les garanties désirables. Ces fonctions rendent leurs titulaires fonctionnaires et les font dépendre du droit administratif. Cependant par leur appellation, ils se rattachent à la catégorie des ingénieurs.

Ingénieur désigne aussi un emploi; il en est ainsi lorsque le mot est suivi d'un complément précisant la nature de la fonction, le milieu où elle s'exerce : ingénieur de la voie, ingénieur en chef de telle société. Ces termes qui sont donnés par les entreprises, les compagnies elles-mêmes, représentent une sorte de hiérarchie.

D'autre part, lorsqu'une personne prend le nom d'ingénieur, elle veut parler souvent de sa profession; parfois, elle se fait appeler, par désir de précision, ingénieur conseil, ingénieur expert. L'exercice de la profession est supposé, mais non indispensable. En tous cas, selon la liberté du commerce et de l'industrie n'importe qui peut l'exercer et en porter le titre actuellement.

Le terme ingénieur, enfin, implique la possession d'un diplôme obtenu après des études faites dans un établissement d'Etat ou dans un établissement d'enseignement privé. Dans ce cas, il indique un titre et est suivi du nom ou de la désignation spéciale que donne la possession du diplôme d'une école.

Devant un tel état de fait, la réglementation du titre d'ingénieur offre une grande difficulté. Mais un tel titre mérite-t-il une protection ? Faut-il s'occuper du terme général ou de ses applications ? Suivant que le mot ingénieur a tel ou tel sens les raisons de réglementer son port varient et la nécessité de le protéger se fait plus ou moins rapidement sentir. On se trouve ici en face d'un problème

complexe dont les solutions vont apparaître par étapes successives et s'expliquer suivant son évolution.

De tous temps ont existé des hommes inventifs qui ont réduit l'effort humain, amélioré les conditions de vie et défendu la vie elle-même. On trouve des témoignages de leurs travaux en Chine, en Egypte, en Grèce, à Rome. La France en compta toujours un grand nombre. C'est Voltaire, par exemple, qui appelait Vauban « le premier des Ingénieurs ». Dès le XVII^e et le XVIII^e siècles des efforts furent faits pour organiser l'art de l'ingénieur et créer un enseignement approfondi. Bientôt des écoles particulières furent fondées pour instruire des ingénieurs dans les branches déterminées car, la science faisant de grands progrès, une spécialisation devenait nécessaire. Le Corps des Ponts et Chaussées date ainsi de 1716. Plus tard, le 3 vendémiaire an III, Fourcroy étudie à la Convention les diverses catégories d'ingénieurs : Ingénieurs militaires, Ingénieurs des Ponts et Chaussées, Ingénieurs géographes, Ingénieurs des mines, Ingénieurs pour la marine. L'école Polytechnique est fondée en 1799 et l'école Centrale des Arts et Manufactures en 1829. Au cours du XIX^e siècle la science mécanique fait des progrès énormes; c'est le plein développement de l'art de l'ingénieur et, pour pouvoir fournir les hommes compétents en la matière, de nombreuses écoles s'ouvrent. C'est à partir de ce moment que la confusion règne, car le mot ingénieur prend les différents sens qui ont été signalés et on est d'accord pour déclarer qu'on ne peut pas faire dépendre la qualité d'ingénieur d'études scientifiques préalables.

De nos jours l'ingénieur a un rôle considérable; il est en quelque sorte le trait d'union entre la science et l'industrie et, sans oublier son important rôle social, il a ainsi

son mot autorisé à dire tant dans l'ordre national que dans l'ordre international pour la direction de la technique et de l'économique. On prend alors ce titre pour profiter des avantages matériels et de la considération qui y sont attachés car toute personne, non seulement démunie de diplômes mais même sans aucune connaissance technique, peut se dire ingénieur, solliciter à ce titre la confiance du public et obtenir la commande ou la direction des constructions les plus importantes. De graves dangers peuvent en résulter, soit pour les biens, soit même parfois pour la vie et la santé humaines. D'autre part, beaucoup de jeunes gens obtenaient un diplôme d'ingénieur après des études faites dans des écoles dont l'enseignement était insuffisant. Dans ces deux domaines les abus apparurent surtout depuis la guerre. Les vrais ingénieurs français préparés à leurs fonctions par de solides études, fiers de la légitime réputation qu'ils ont su acquérir aussi bien à l'étranger que dans leur propre pays ont vu le titre dont ils s'honorent risquer de perdre une partie de sa valeur par suite de l'abus qu'en ont fait des personnes non qualifiées, par suite, aussi, de la multiplicité d'établissements ou d'organisations de toute nature qui prétendent mettre à la disposition de tous le moyen de se prévaloir d'un diplôme acquis au prix d'efforts insuffisants

Le titre d'ingénieur dont le prestige était considérable dans tous les milieux s'est pour ainsi dire « dévalorisé ». Peut-on dire que toutes les personnes qui se parent de ce titre soient en mesure de montrer qu'elles possèdent une culture générale étendue, en même temps que des connaissances précises bien appropriées à leur fonction ? Peut-on dire qu'elles soient à même de donner des preuves de leur haute maîtrise dans la pratique de leur art ?

L'abus d'un titre qui devait rester l'apanage d'un petit nombre, en tout cas d'une élite, a donc amené, dans les milieux intéressés, un mouvement tendant à la réglementation des conditions d'obtention de ce titre pour protéger les intérêts de ceux qui y peuvent légitimement prétendre en leur redonnant la considération à laquelle ils ont droit et avertir le public de la valeur réelle de ces techniciens.

L'Etat dirigeait depuis longtemps certaines écoles d'ingénieurs, Polytechnique, Mines, etc... La loi du 25 juillet 1919 relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial vient conférer à d'autres écoles un caractère officiel. On a voulu par cette mesure régler un peu l'enseignement si varié des études scientifiques, en accordant à certains diplômes un visa officiel.

Article 1 : « Les écoles et les cours d'enseignement technique ou commercial sont publics ou privés. Les écoles « privées peuvent être reconnues par l'Etat dans les conditions déterminées par la présente loi ».

Article 10 : « Sont écoles publiques d'enseignement « technique, industriel ou commercial les établissements « dans lesquels l'enseignement est donné par les soins de « l'Etat ».

L'article 26 énumère les conditions nécessaires pour ouvrir une école d'enseignement technique privé et l'article 32 les mesures suivant lesquelles les écoles privées peuvent obtenir la reconnaissance de l'Etat. L'article 35 indique enfin que « les certificats d'études et les diplômes peuvent « être délivrés par les écoles reconnues par l'Etat, dans des « conditions déterminées par un arrêté ministériel après « avis du Conseil supérieur de l'enseignement technique ».

Cette loi, bien que donnant une certaine valeur à des

diplômes, ne se préoccupait nullement du titre qu'ils octroyaient. Elle est seulement intéressante à signaler car elle est la première à traiter, de loin il est vrai, la question des ingénieurs.

La réglementation et la protection du titre dans certaines professions se montrant efficaces, les ingénieurs souhaitèrent qu'il en fût de même pour eux : l'intérêt public le demandait et cette mesure devait également être profitable pour eux-mêmes en leur épargnant une concurrence néfaste. Les nombreux groupements d'ingénieurs désiraient cette réalisation. Lors de l'élaboration de la loi de 1924 sur la protection du titre des professions légalement réglementées, on proposa d'appliquer cette mesure aux ingénieurs : de nombreuses discussions écartaient ce projet, non pour le principe lui-même de la réglementation assortie de sanctions pénales, mais à cause de cette réglementation elle-même, notamment en ce qui concerne la définition du titre qu'il s'agissait de réglementer, et également en ce qui concerne les mesures transitoires destinées à respecter certaines situations acquises.

Il aurait été désirable que le titre d'ingénieur fût protégé, mais le moment n'était pas encore venu. On a vu que le terme ingénieur avait plusieurs sens; le protéger d'une façon générale était prématuré car trop d'intérêts y étaient opposés. Par exemple comment forcer un industriel à ne pas appeler un de ses techniciens ingénieur de l'exploitation ? Réglementer la profession d'ingénieur conseil était également une œuvre délicate car cette profession restait dans des termes vagues. Pourtant la situation confuse qui régnait alors ne pouvait durer ; on décida donc de faire un premier pas vers la réglementation du titre d'ingénieur comme il en avait été pour celui de vétérinaire,

c'est-à-dire qu'au lieu de définir et de protéger le titre seul d'ingénieur, on s'occupa uniquement de la question des diplômes et du titre qu'ils décernaient; du même coup la question de l'enseignement dans les écoles d'ingénieurs fit l'objet de certaines remarques. Ce premier point de vue méritait à juste titre des précisions car la confusion qui s'y trouvait était source d'abus.

En effet, profitant du mouvement d'opinion qui s'est fait sentir plus particulièrement en ces années d'après guerre en faveur des situations ou professions commerciales et industrielles, il s'est trouvé des gens pour l'exploiter et cela ne pouvait manquer de se produire. Quelques-uns s'arrogeaient le droit de donner une instruction professionnelle sans être qualifiés, et de délivrer des diplômes à la suite d'études trop hâtives et suivant un programme souvent rudimentaire avec des méthodes excessivement simplifiées, parfois même sans programme, sans examen, sans contrôle.

Il fallait certainement faire les plus expresses réserves sur la valeur de la formation de ces ingénieurs et on était fondé à croire que bien des « institutions », véritables entreprises de caractère plus commercial que philanthropique, n'avaient d'autre but que la réalisation de bénéfices sans aucun souci de la gravité des obligations qu'elles assumaient et des responsabilités morales qu'elles encouraient. Le titre d'ingénieur si estimé autrefois se dépréciait de plus en plus, tombant entre les mains de personnes incapables d'en maintenir la réputation et l'éclat. Comme conséquence on assistait à une raréfaction des emplois d'ingénieurs et à une diminution de leurs salaires. Ces mêmes procédés trompaient aussi les familles et les jeunes gens attirés par une publicité excessive où l'on faisait luire

le mirage de situations brillantes, de titres ronflants, faciles à acquérir.

Enfin des répercussions se faisaient sentir à l'étranger où on ne reconnaissait plus dans les diplômes le prestige dont jouissaient autrefois la science française et nos grandes écoles. Des cas néfastes se produisirent. Des jeunes gens étrangers, sur la foi d'un prospectus d'un Institut portant le nom d'un des grands écrivains du XVIII^e siècle envoyèrent de l'argent mais ils ne reçurent ni copies à faire ni à plus forte raison de diplômes. Ils demandèrent donc au Gouvernement français de leur faire rendre leur argent ou de leur faire délivrer un diplôme.

De même un jeune homme en Pologne versa 30.000 zlotys pour avoir le diplôme d'ingénieur d'un Institut ayant dans son titre les deux mots polytechnique et supérieur. L'Etat polonais refusait de considérer ce diplôme comme donnant droit à l'exercice de la profession d'ingénieur. Ce jeune homme demanda alors à notre ambassadeur d'intervenir auprès du ministre français afin que la valeur du diplôme d'Ingénieur de l'Ecole Polytechnique fut reconnue en Pologne. Tels sont les exemples de confusion de titres.

Devant ces faits on envisagera une réglementation touchant l'emploi de l'appellation d'« ingénieur » lorsque celle-ci laisse supposer ou affirme la possession d'un titre : brevet, diplôme, certificat. Il fallait pouvoir vérifier l'origine du titre, les conditions mises à son obtention, apprécier sa valeur et les garanties qu'il offrait à priori au point de vue des connaissances techniques de celui qui le détenait et en faisait usage. Il convenait en somme de protéger l'ingénieur qui avait fait des études sérieuses et de

soumettre la délivrance du titre à des règles sévères et dûment contrôlées.

A plusieurs reprises le Conseil supérieur de l'enseignement technique émit le vœu qu'un projet de loi fût déposé pour décider que « toute école ayant pour but de former « des ingénieurs à culture générale ou spéciale, pourra « faire enregistrer au sous-secrétariat de l'enseignement « technique le titre sous lequel seront dénommés ses élèves pourvus du diplôme et que toute personne n'ayant « pas acquis le titre correspondant soit punie de peines « correctionnelles ». Les groupements d'ingénieurs souhaitaient également la protection de leur diplôme et la limitation du nombre des écoles qui délivreraient des diplômes à titre protégé.

Diverses propositions de loi furent mises à l'étude. Une d'elles déclarait : « Il appartient au Parlement de protéger la valeur intellectuelle des jeunes gens qui ont traversé plusieurs années de leur existence, au prix de sacrifices souvent très lourds, pour obtenir un diplôme d'ingénieur. Leur valeur intellectuelle représente pour la nation tout entière, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières, un capital dont nous devons, par tous les moyens, empêcher la dévalorisation.

« ...Il faut agir d'autant plus que la crise rend plus difficile le placement... La valeur morale d'un pays s'accroît avec la qualité et la compétence des hommes qui le composent. Si nous laissons multiplier à l'infini et sans les garanties indispensables les titres d'ingénieur diplômé nous abaisserons le niveau moyen des techniciens de notre pays. La France est une nation de cadres dont les individus sont souvent recherchés à l'étranger pour les travaux techniques et dont les hommes sont

« appelés à diriger et à organiser un immense empire colonial. »

Pourtant l'idée de faire une législation spéciale pour le titre d'ingénieur effrayait certains esprits qui redoutaient une ingérence par trop profonde de l'Etat dans la délivrance de diplômes. D'autre part, des écoles, dont toutes n'étaient pas également dignes d'intérêt, protestaient contre la limitation du droit de décerner le diplôme d'ingénieur.

Quoi qu'il en soit, on se rendit compte qu'une réglementation était indispensable et une loi vint bientôt atteindre ce but. Un projet de loi présenté le 16 juin 1931 à la Chambre des députés fut adopté le 10 avril 1933. Après un vote du Sénat le 9 mars 1934, il revint à la Chambre où il fut définitivement voté le 5 juillet 1934 et devint ainsi la loi du 10 juillet 1934 (1) « sur la protection du titre d'ingénieur diplômé ». C'est l'étude de cette loi qu'il convient maintenant d'examiner afin de voir ce qu'elle apporte de nouveau et de bienfaisant sur la question.

L'exposé des motifs (2) contient un état de la situation et le point précis qui doit être réglé, comme il a été indiqué plus haut : la délivrance des diplômes. Puis la loi énumère les écoles qui peuvent délivrer un diplôme d'ingénieur, le titre que ce diplôme confère et la protection qui en est l'objet; en somme, il s'agit de donner des garanties accompagnées de sanctions pénales aux diplômes obtenus après des études approfondies faites dans des écoles sérieuses. Les ingénieurs dignes de ce nom et le

(1) D. 1935 - S. 1935. — Jour. Off., 13 juillet 1934.

(2) Jour. Off. doc. par Ch., 1931, n° 5.213.

public auront dorénavant les indications qui ne permettront aucune confusion.

Le titre d' « ingénieur diplômé » ne pouvait être l'objet de protection; en effet, sous ce terme trop de diversités auraient été englobées. Les diplômes d'ingénieurs qui sont nombreux auraient subi une sorte de dépréciation. Il convenait beaucoup mieux de protéger chaque diplôme valable. C'est pourquoi la loi a voulu protéger l'appellation : « ingénieur diplômé de telle école ». Article 1 : « Les personnes qui s'intituleront « ingénieur diplômé » devront « faire suivre immédiatement cette mention d'un des titres d'ingénieur créés par l'Etat ou reconnus par l'Etat ou d'un des titres d'ingénieur légalement déposés en « conformité des articles 3 et 10 de la présente loi.

« Le titre sera désigné en entier ou à l'aide d'abréviations officiellement admises ».

Cet article est des plus intéressants car il oblige chacun à se présenter sous sa véritable étiquette et il apporterait à lui seul une grande amélioration au régime actuel si les employeurs et le public, en général, étaient suffisamment renseignés sur la valeur des titres et abréviations.

Mais qui peut valablement délivrer ces diplômes d'ingénieurs ? et quelles sont les conséquences de cette nouvelle organisation ?

Il existe tout d'abord une série d'écoles créées et dirigées par l'Etat. Chez elles, le diplôme est obtenu après des études techniques faites dans des conditions régulières suivant des programmes établis d'avance, approuvés et contrôlés par une autorité compétente. Des épreuves subies devant un jury offrant toutes garanties de savoir, d'impartialité et d'indépendance sanctionnent cet enseignement. En somme, dans les établissements de l'Etat, la

délivrance des titres est entourée de toutes les garanties désirables ; si les diplômes « officiels » ont acquis aux yeux de tous une valeur indiscutable c'est qu'ils ne sont accordés qu'à bon escient, c'est que ceux qui en sont pourvus fournissent à tous moments la preuve qu'ils ne les ont obtenus qu'à la suite d'épreuves consacrant des études suivies, c'est qu'au titre correspond un ensemble de connaissances dénotant l'aptitude à remplir une fonction, à exercer une profession, à occuper une situation pour lesquelles on est en droit d'exiger les références les plus précises et les plus sévères.

Ainsi lorsqu'une école délivre un diplôme décerné par l'Etat ou sous son contrôle immédiat et que ce diplôme confère le titre d'ingénieur de telle école, ce titre a une réelle valeur reconnue. Il faut ajouter que la loi ne s'applique que lorsque le titre décerné contient le mot « ingénieur » ; l'appellation « ancien élève de X » n'est pas protégée, même si son titulaire remplit la fonction d'ingénieur.

Mais si la délivrance par les établissements de l'Etat de diplômes est entourée de toutes les garanties, en est-il de même partout ailleurs et peut-on, sous prétexte de liberté, laisser toute latitude à ceux qui en abusent ou voudraient en abuser ? La question des écoles privées se pose alors. On s'est demandé s'il ne serait pas possible de réserver à l'Etat seul, aux établissements créés et entretenus par lui, la délivrance du diplôme d'ingénieur. Cette solution présentait des inconvénients.

L'enseignement donné dans les écoles techniques de l'Etat est conçu de telle façon qu'il contribue surtout à l'éducation générale, orientée sans doute dans le sens professionnel, mais sans spécialisation étroite. Or, comme

l'ingénieur tend à se spécialiser, la préparation directe des spécialités a été entreprise par des établissements privés. Ces établissements se sont organisés et outillés en vue d'un but bien défini; ils se sont attachés un personnel technique, lui aussi spécialisé. En somme, ils ont limité leur champ d'action, s'attachant, par les résultats obtenus, à mettre en valeur les qualités de leur enseignement qu'ils ont réussi à faire apprécier dans les milieux industriels auxquels ils entendent fournir des collaborateurs préparés.

Les écoles privées ont répandu un enseignement qui vient s'ajouter à celui de l'Etat et le complète; elles ont droit de sanctionner leurs études par la délivrance d'un diplôme. Il y a lieu de remarquer, en outre, qu'il n'existe aucun organisme officiel, université ou faculté, qui ait établi des sessions régulières d'examens pour l'obtention du titre d'ingénieur, sessions qui seraient ouvertes à tous et qui assureraient ainsi la possibilité d'acquérir ce titre recherché. D'autre part, les postes d'ingénieurs étant très nombreux, les écoles de l'Etat ne pourraient former les hommes compétents en nombre suffisant; les écoles privées aident donc à fournir le personnel nécessaire.

Enfin, certains auteurs signalent le danger qu'il y aurait à laisser à l'Etat le monopole d'attribution du diplôme et du titre d'ingénieur.

Ainsi les écoles privées peuvent, avec juste raison, délivrer un diplôme d'ingénieur qui bénéficie de la protection de la loi; mais il est indispensable que ces établissements soient soumis à un certain régime, de manière à n'être autorisés à délivrer le diplôme que si leur enseignement présente une valeur indéniable. Car, comme le faisait remarquer un sénateur lors de l'élaboration de la loi de 1934 : « Des diplômes donnés sans valeur et sans garan-

« tie, c'est exactement comme des billets de banque sans aucune valeur, mis en circulation par de faux monnayeurs ».

La loi du 25 juillet 1919 sur l'enseignement technique industriel et commercial a tenté de faire une discrimination entre les écoles techniques privées, en ce que certaines peuvent obtenir la reconnaissance par l'Etat et l'autorisation de délivrer des diplômes revêtus d'un visa officiel. Un certain nombre d'écoles d'ingénieurs bénéficient des dispositions de la loi de 1919. Il semblait facile de déclarer que, seules parmi les écoles techniques privées, celles qui jouiraient des avantages de cette loi pourraient délivrer le diplôme d'ingénieur. Mais cette solution avait l'inconvénient d'écarter des écoles qui, méritant cependant la reconnaissance de l'Etat, ne sollicitaient pas le bénéfice de cette mesure par crainte d'une trop large ingérence de l'Etat dans leur administration intérieure.

Les écoles privées reconnues par l'Etat, du fait même de cette reconnaissance (article 35 de la loi du 25 juillet 1919) justifiée par un enseignement contrôlé, délivrent également le titre d'ingénieur diplômé, mais elles ne sont pas les seules à le faire. Pour les autres, il est dit qu'elles ne pourraient exercer ce droit qu'après une autorisation préalable qui serait donnée avec toutes les garanties de sérieux, d'impartialité et conformément aux règles de notre droit public. Cette restriction au système de la liberté absolue est compensée par la protection du diplôme d'ingénieur des écoles techniques privées qui devient la même que celle prévue en faveur des diplômes d'ingénieur des écoles techniques publiques, c'est-à-dire protection par les voies pénales.

Pour que les écoles techniques privées puissent délivrer

le titre d'ingénieur diplômé une autorisation doit leur être délivrée par une commission qui se décide après une enquête sérieuse. Article 2 : « Il est institué une commission « des titres d'ingénieur dont les membres sont nommés « par le ministre chargé de l'enseignement technique. « Cette commission sera consultée sur toutes les questions « concernant les titres d'ingénieur diplômé.

« Elle comprend :

« Pour moitié, des membres choisis par le ministre « chargé de l'enseignement technique parmi le personnel « de l'enseignement supérieur public et des grandes écoles « d'enseignement technique;

« Pour un quart, des membres désignés, en raison de « leur compétence technique et professionnelle, par le « groupement d'employeurs le plus représentatif;

« Pour un quart, des membres désignés par les grou- « pements techniques et par les groupements profession- « nels d'ingénieurs les plus représentatifs.

« Sa composition est déterminée par décret ».

Des discussions s'élevèrent en ce qui concerne les représentants de ces groupements les plus représentatifs; finalement ils furent désignés par le décret du 3 août 1934 (1).

Article 3 : « La commission des titres d'ingénieur déci-

(1) La commission est formée de :

10 membres choisis dans le personnel de l'enseignement supérieur public et des grandes écoles techniques;

5 membres désignés par la Confédération générale de la production française (C. G. P. F.);

5 membres désignés par les groupements d'ingénieurs les plus représentatifs; soit :

1 membre de l'Union syndicale des Ingénieurs Français — 1 membre de l'Union Sociale des Ingénieurs Catholiques — 1 membre de la Société des Ingénieurs Civils — 2 membres de la Fédération des associations, sociétés et syndicats français d'ingénieurs.

« dera en première instance, et sur leur demande, si des
« écoles techniques privées légalement ouvertes présentent
« des programmes et donnent un enseignement suffisant
« pour délivrer des diplômes d'ingénieur.

« Ses décisions ne pourront être prises que sur un rap-
« port présenté sur ces programmes et cet enseignement
« par un ou plusieurs inspecteurs ou chargés de mission
« d'inspection ».

Article 4 : « Les représentants des écoles intéressées
« devront recevoir communication du ou des rapports
« d'inspection et pourront demander à être entendus; ils
« seront admis à fournir tous éléments d'information qu'ils
« jugeront utiles. Ils pourront, ainsi que le ministre chargé
« de l'enseignement technique, interjeter appel dans le
« délai de deux mois de la décision devant la commission
« permanente du conseil supérieur de l'enseignement tech-
« nique qui statuera en dernier ressort.

« Ce recours sera jugé contradictoirement dans le délai
de trois mois.

« En aucun cas la délivrance des diplômes d'ingénieur
« ne pourra avoir lieu avant la décision d'appel.

« Ces décisions de la commission des titres d'ingénieur,
« ainsi que celle de la commission permanente du conseil
« supérieur de l'enseignement technique, seront moti-
« vées ».

Article 5 : « Sur la requête du ministre chargé de l'en-
« seignement technique il pourra être procédé au retrait
« de la faculté de délivrer des diplômes d'ingénieur. La
« décision de retrait sera prise dans les formes et par les
« organismes prévus par les articles 3 et 4. Toutefois, la
« décision de retrait ne pourra intervenir qu'à la suite
« d'un avertissement donné sur rapport d'un inspecteur

« spécialement désigné à cet effet par la commission des
« titres d'ingénieurs et dont une nouvelle inspection, faite
« à un an d'intervalle, aura constaté l'inefficacité. La com-
« mission prendra toutes mesures utiles pour sauvegarder
« le droit des élèves en cours d'études en vue de l'obten-
« tion du diplôme d'ingénieur ».

Un contrôle est également prévu pour vérifier l'enseignement de toutes les écoles privées, reconnues ou non.

Article 7 : « Les établissements d'enseignement ayant
« obtenu la faculté de délivrer des diplômes d'ingénieur
« ou qui délivrent un diplôme d'ingénieur en conformité
« de l'article 35 (écoles techniques privées) de la loi du
« 25 juillet 1919 sur l'enseignement technique, industriel
« et commercial seront soumis, pour les conditions dans
« lesquelles est assurée la formation professionnelle de
« l'ingénieur, à l'inspection d'inspecteurs de l'enseigne-
« ment technique ou de chargés de mission d'inspection.

« La commission des titres d'ingénieur dresse la liste
« des inspecteurs qualifiés chargés de ces missions ; elle
« aura communication des rapports d'inspection ».

Dorénavant les écoles techniques publiques, les écoles techniques privées, reconnues par l'Etat et celles dont les études sont jugées suffisantes par la commission des titres d'ingénieur, peuvent seules délivrer un diplôme d'ingénieur officiel. Ce diplôme donne droit au titre « Ingénieur diplômé de X » qui est protégé par la loi. Une école ne remplissant pas les conditions prescrites ne peut donc décerner le titre d'ingénieur diplômé sous peine d'usurpation punie de sanctions pénales.

Cette organisation laisse apparaître un moyen d'abus possible. Une école qui voudra décerner le diplôme d'ingénieur sans subir l'enquête de la commission des titres

pourra se faire reconnaître par l'Etat. Il est donc souhaitable que cette reconnaissance n'ait lieu que lorsque des garanties suffisantes auront été données et que la loi de 1919 ne soit appliquée qu'à bon escient.

Une autre catégorie d'écoles d'ingénieurs fut la source de nombreux pourparlers; il s'agit des écoles par correspondance. Cet enseignement a ses mérites car il permet à un grand nombre de sujets, travailleurs, de compléter leur instruction, de se préparer à des carrières, d'aspirer à des situations auxquelles ils n'auraient pu prétendre si l'on n'avait mis à leur disposition les moyens d'y parvenir: cours gradués, exercices s'y rapportant, conseils et direction utiles et nécessaires. Le projet de loi prévoyait que les écoles par correspondance délivreraient le diplôme d'ingénieur suivant des conditions réglées par un décret. Seules parmi les écoles techniques privées elles n'auraient pas à se soumettre au contrôle de la commission des titres pour être autorisés à délivrer des diplômes d'ingénieur. Ce régime de faveur constituait un danger certain car certaines de ces écoles n'étaient pas sérieuses et il était normal de les voir bénéficier d'une mesure plus libérale que les autres qui devaient subir une enquête et un contrôle. Aussi, après de nombreuses discussions, on se rendit compte qu'une telle organisation était néfaste et elle fut purement et simplement supprimée par le Sénat. Au cours de la discussion, un Sénateur déclara (1) : « Les écoles par
« correspondance ne doivent pas avoir un régime spécial
« et avantageux. Le ministre ne doit pas, seul, disposer
« du droit de donner le diplôme, c'est à la commission des
« titres d'ingénieur à s'en occuper.

(1) *Jour. Off.* doc. par Sénat, 1933, annexe n° 724.

« Il faut souligner la différence entre la liberté des « cours par correspondance qui relève du principe de la « liberté de l'enseignement et, ce qui est une toute autre « chose, le contrôle nécessaire des conditions dans les « quelles le diplôme d'ingénieur peut être attribué aux « élèves qui ont utilisé ce genre d'enseignement ».

Dès lors, si une école par correspondance ne délivre pas un diplôme reconnu valable par la commission des titres ou si elle n'est pas reconnue par l'Etat, ses élèves, pour avoir le droit de porter le titre d'ingénieur diplômé, doivent suivre les prescriptions qui furent réglées en ce qui concerne les autodidactes dont il faut parler maintenant.

Ainsi qu'il vient d'être vu la préparation scientifique tend de plus en plus à précéder l'apprentissage pratique, l'enseignement technique supérieur est considéré comme la voie normale de préparation des ingénieurs. Mais cet enseignement théorique n'est pas le seul procédé d'acquisition du titre d'ingénieur et il ne saurait s'agir de barrer la route à certaines capacités réelles bien que non diplômées par les écoles. Une personne ne sortant d'aucune école peut, par son travail personnel, ses aptitudes et ses études, acquérir des connaissances suffisantes pour être en mesure de remplir un poste d'ingénieur. Il est donc juste d'admettre les autodidactes à justifier de leurs connaissances et à postuler le titre d'ingénieur diplômé, d'autant plus que 15 à 30 % d'ingénieurs le sont. Comme le disait M. Cuminal au Sénat : « Le projet de loi ne pouvait em- « pêcher l'ouvrier d'avoir son bâton de maréchal dans sa « boîte à outils ».

Ainsi la loi de 1934 prévoit que les élèves par correspondance et les autodidactes pourront obtenir le titre d'ingénieur diplômé suivant certaines conditions : Article

8 : « Les techniciens autodidactes, les auditeurs libres des
« diverses écoles, les élèves par correspondance justifiant
« de 5 ans de pratique industrielle comme techniciens,
« pourront, après avoir subi avec succès un examen au
« conservatoire national des arts et métiers, obtenir un
« diplôme d'ingénieur.

« Les conditions de la délivrance de ces diplômes seront
« fixées par décret sur avis favorable de la commission des
« titres d'ingénieur ».

Le décret du 26 mars 1935 modifié par celui du 10 juin 1937 vient préciser les applications de cet article 8. Elles consistent en un examen comprenant un mémoire et des épreuves théoriques et pratiques se rapportant à la spécialité déclarée par le candidat qui doit justifier de cinq années de pratique industrielle comme technicien, dont deux années dans des fonctions que l'on confie communément à des ingénieurs. Cet examen se passe au conservatoire des arts et métiers.

Pour éviter toute confusion, il y a lieu de remarquer que cet établissement délivre deux sortes de diplôme d'ingénieur : un aux élèves ayant suivi normalement les cours, un autre aux candidats ayant passé seulement l'examen du diplôme d'ingénieur et qui ont suivi les cours ailleurs. Bien entendu les deux diplômes sont des diplômes d'Etat et jouissent de la même protection que les diplômes délivrés par les écoles techniques légalement autorisées.

La loi a prévu le cas des ingénieurs étrangers dans son article 6 : « Sur demande des gouvernements intéressés et,
« après avis de la commission des titres d'ingénieur, des
« diplômes et titres d'ingénieur étrangers pourront être
« admis par l'Etat. Ils devront comporter l'indication du
« pays d'origine ». Dès lors, le titulaire d'un diplôme

étranger admis par l'Etat bénéficie de la protection légale de son titre.

La loi protège le titre « d'ingénieur diplômé de telle école »; le nom de celle-ci apporte une précision nécessaire aux premiers termes généraux de l'appellation. Mais cette précision voulue entraîne certaines mesures afin d'éviter toute confusion. Il ne suffit pas de dire quelles sont les écoles qui peuvent délivrer le titre d'ingénieur, il convient également de les différencier et de leur octroyer à chacune un nom qui les distinguera les unes des autres. De même, il faut éviter la concurrence déloyale qu'une école nouvellement fondée pourrait faire à une autre en agrémentant son diplôme d'un titre pouvant prêter à confusion. C'est pour ces raisons que la loi a prévu le dépôt des titres et ainsi un contrôle est effectué sur les diverses appellations.

Article 9 : « Les titres constitués par le diplôme d'ingénieur, accompagnés obligatoirement du nom de l'école dont les programmes et l'enseignement auront été reconnus suffisants en conformité des articles 3 et suivants de la présente loi, les modèles des diplômes constatant leur délivrance devront faire l'objet d'un dépôt.

« Il ne peut être fait usage de l'un de ces titres d'ingénieur s'il n'a pas été déposé.

« Les titres d'ingénieur créés ou reconnus par l'Etat ne sont pas soumis à la formalité du dépôt ».

Article 10 : « Les conditions dans lesquelles le dépôt sera effectué seront réglées par décret.

« Il sera perçu, au moment du dépôt, un droit de 500 francs, au profit du Trésor public ».

Parfois, les groupements d'ingénieurs ou d'anciens élèves d'une école technique ou leurs membres prennent un nom spécial, différent de leur diplôme officiel. Par exem-

ple, les anciens élèves de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures ont droit au titre d'Ingénieurs diplômés de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures, mais souvent ils n'indiquent après leur non patronymique, que les lettres E. C. P. (1). La loi a protégé également ces appellations et elle reconnaît le bien fondé des abréviations ajoutées au titre d'ingénieur et les assimile aux titres énoncés en entier (article 1^{er}).

Article 12 : « Les groupements d'ingénieurs et les associations d'anciens élèves des écoles techniques formant des ingénieurs peuvent être autorisés, après enquête administrative et sur avis favorable de la commission permanente du Conseil supérieur de l'enseignement technique, à déposer les titres de leurs groupements ou associations. Ils pourront également déposer dans les mêmes conditions les abréviations, consacrées par un usage d'au moins dix années, qu'ils ont adoptées pour désigner leurs membres ».

Certaines mesures transitoires ont été votées par le législateur : Article 13 : « Sont considérés comme reconnus par l'Etat les titres d'ingénieur délivrés par les écoles techniques privées dont les cours et les travaux pratiques seraient fréquentés, au moment de la promulgation de la présente loi, par des ingénieurs et élèves ingénieurs de l'Etat ».

L'article 14 enfin s'occupe des anciens élèves des écoles techniques disparues et l'article 15 des ingénieurs d'origine alsacienne et lorraine.

Pour permettre au public de savoir quelles étaient les écoles techniques qui avaient le droit de délivrer des di-

(1) Ecole Centrale, Paris.

plômes d'ingénieurs valables, et par conséquent protégés, la loi a spécifié que la liste en serait publiée officiellement. Article 11 : « La liste des écoles techniques publiques ou « reconnues par l'Etat délivrant le titre d'ingénieur, des « écoles techniques privées ayant effectué le dépôt des diplômes d'ingénieurs sera dressée chaque année par la « commission des titres d'ingénieurs et publics au Journal « officiel ». Cette liste a paru en particulier le 25 juin 1937 par les soins du ministre de l'éducation nationale, elle comprend 83 écoles réparties en plusieurs catégories :

1) Ecoles techniques publiques délivrant un diplôme créé par l'Etat (21). Exemple : Ecole Nationale des Ponts et Chaussées;

2) Ecoles publiques délivrant un diplôme reconnu par l'Etat (42) Exemple : Ecole de physique et de chimie industrielle de la ville de Paris;

3) Ecoles privées techniques reconnues par l'Etat et autorisées à délivrer des diplômes revêtus d'un visa officiel (13). Exemple : Ecole spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie;

4) Ecoles techniques privées considérées comme délivrant un titre d'ingénieur reconnu par l'Etat (article 13 de la loi du 10 juillet 1934) (2). Exemple : Ecole supérieure d'électricité;

5) Ecoles privées reconnues par la commission des titres d'ingénieurs (5).

A cette liste il convient d'en ajouter d'autres. Le décret du 10 octobre 1937 a autorisé les anciens élèves de l'Ecole Polytechnique pourvus du diplôme à porter le titre d'ingénieur diplômé de l'Ecole Polytechnique; celui du 12 décembre 1937 a également décidé que les anciens élèves des deux écoles désignées ci-dessous ont droit au titre

d'ingénieur diplômé : « Les élèves de l'Ecole Navale auront le titre d'ingénieur diplômé E. N. ». « Les élèves de l'Ecole des Ingénieurs Mécaniciens auront le titre d'Ingénieur diplômé E. E. I. M. ».

Enfin il faut signaler que dans sa séance du 14 juin 1938, la commission des titres a reconnu le diplôme d'ingénieur délivré par l'Ecole Polytechnique féminine. C'est la première fois qu'un Etat reconnaît à une école féminine le droit de délivrer un diplôme d'ingénieur.

Les pénalités prévues en cas d'infraction à la loi sont : Article 16 : « Les infractions aux dispositions de la présente loi sont réprimées conformément aux articles 147, 148, 150, 151 et 259 du code pénal ». Les 4 premiers articles ne se rapportent aux peines édictées en cas de faux; le dernier a trait à l'usurpation des titres; les peines applicables sont celles du 1^{er} alinéa de l'article 259 du code pénal connu pour l'usurpation des titres d'ingénieur agricole ou agronome. Donc actuellement les ingénieurs pourvus du diplôme d'une école inscrite sur la liste officielle prévue à l'article 11 bénéficient de la protection de leur titre et toute usurpation à cet égard est punie pénalement.

Que faut-il penser de cette loi sur le titre d'ingénieur?

Elle offre aux ingénieurs possédant une connaissance technique suffisante certaines garanties; en particulier, elle les met à l'abri de la concurrence déloyale que pourraient pratiquer des ingénieurs non pourvus de diplôme. De même, le public et les employeurs sont renseignés sur la capacité de ceux à qui ils s'adressent. Mais elle sera peu appliquée, non pas parce que son but est négligeable, mais bien à cause de sa rédaction.

En effet, l'article 1 spécifie bien : les personnes qui s'in-

tituleront « ingénieur diplômé » devront faire suivre immédiatement cette mention d'un titre d'ingénieur reconnu valable. Ainsi, par exemple, seul le titre « ingénieur diplômé des arts et manufactures » bénéficie d'une protection légale. Or on porte rarement une telle qualification ; le plus souvent, un ancien élève de l'Ecole Centrale s'appelle « ingénieur des arts et manufactures ». Si donc un individu usurpe ce titre là, il sera passible, certes, de poursuites civiles, mais non de sanctions pénales ; la loi est formelle et veut que l'usurpation punie comprenne le terme « diplômé ». La loi de 1934 a supprimé la possibilité pour certains individus de faire croire qu'ils étaient titulaires de diplômes, alors qu'ils n'en avaient pas ou en avaient un de médiocre valeur, en s'intitulant « ingénieur diplômé » seulement, mais elle n'a protégé que très imparfaitement les titulaires d'un diplôme reconnu.

D'autre part, cette question des ingénieurs a pris depuis peu une importance nouvelle du fait de la rédaction des conventions collectives et de leurs applications ; la notion de ce titre ainsi envisagée a fait faire un nouveau pas vers une réglementation plus complète. Les conventions collectives entre employeurs et employés ont nécessité une certaine classification pour leur mise en exercice ; c'est ainsi qu'il existe la catégorie « ingénieurs ». Ces derniers sont soumis à des obligations en échange de certains avantages ; ils bénéficient d'un charte du travail qui leur est particulière étant donné leur rôle professionnel. On a dû spécifier les personnes qui rentraient dans cette catégorie. La loi de 1934 cite le terme ingénieur dans le sens de titre obtenu grâce à un diplôme acquis après des études scientifiques ; dans les conventions collectives ce mot se rapporte à la fonction exercée. Une convention

collective pour les ingénieurs de la région Hâvraise signée le 9 février 1937 spécifie aux « ingénieurs considérés en raison de leur titre ». L'ingénieur est ainsi le technicien ayant acquis, par des études scientifiques et professionnelles ou par une longue expérience personnelle, une formation technique initiale appuyée sur des connaissances générales le plus souvent reconnues par un diplôme, qui lui permette de se mettre facilement au courant des questions d'études, de fabrications, d'essais, d'achats, de ventes, d'organisation ou d'administration et ayant à prendre des initiatives et à assurer des responsabilités.

D'après la convention collective des industries chimiques de la région parisienne signée le 30 janvier 1937, voici les personnes qui sont considérées comme ingénieurs :

« Les ingénieurs diplômés dans les termes de la loi du 10 juillet 1934, les docteurs ès-sciences, les anciens élèves de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole normale supérieure (sciences) ainsi que les agrégés des sciences physiques, sous la réserve, pour les ingénieurs agricoles et les ingénieurs des industries agricoles, qu'ils soient employés dans des fonctions correspondant à la spécialité de leur diplôme ;

« Les ingénieurs autodidactes, c'est-à-dire les techniciens ayant acquis, par des études scientifiques et professionnelles, une formation technique appuyée sur des connaissances générales qui leur confère, dans le domaine de leur profession, une véritable assimilation de capacité avec les ingénieurs diplômés en ce qui concerne soit la fabrication, soit les études ou essais, etc.

Les autres conventions collectives concernant les ingénieurs soit à Paris, soit en province comprennent des défi-

nitions similaires. Une d'elles même (1) spécifie la compétence que doit avoir un individu remplissant le rôle d'ingénieur sans posséder de diplôme : « La formation technique doit comporter des connaissances générales au moins équivalentes à celles nécessaires à l'obtention du diplôme délivré par le conservatoire des arts et métiers en vertu de l'article 8 du titre I de la loi du 10 juillet 1934. Toute contestation sera portée devant une commission paritaire auprès de laquelle l'intéressé aura à faire la preuve de sa formation, soit par la présentation de travaux antérieurement effectués par lui, soit par des références justifiées d'employeurs ou de collègues, soit par tout autre moyen approprié (tel que justification de relations techniques suivies avec la clientèle mettant en jeu les connaissances de l'art de l'ingénieur); et il ne serait soumis à une épreuve effective, analogue à celle prévue pour l'obtention du diplôme ci-dessus visé, que dans le cas où la preuve n'aurait pu être établie comme il vient d'être dit ».

Ainsi, dans les contrats de travail, sont considérés comme ingénieurs soit les titulaires d'un diplôme d'ingénieur reconnu valable selon la loi de 1934, soit des possesseurs de diplômes officiels décernés après des études scientifiques mais ne donnant pas le titre d'ingénieur ; soit les techniciens qui, étant donné leur capacité professionnelle, en exercent les fonctions.

Les autodidactes voient ainsi la consécration de leur expérience laborieuse.

Un cas inverse peut se produire : c'est celui d'un ingé-

(1) Convention collective des employés, ingénieurs et chefs de service des industries métallurgiques mécaniques, de la construction électrique et connexes du département de l'Isère, 3 avril 1937.

nieur diplômé ne faisant pas fonction d'ingénieur dans l'établissement qui l'occupe. Généralement il est prévu alors qu'il pourra, à son choix, se faire représenter soit par un délégué de sa catégorie, soit par le délégué ingénieur de l'établissement. La loi de 1934 a permis aux ingénieurs diplômés d'être classés automatiquement dans la catégorie qui les concerne; ils remplissent ainsi les fonctions auxquelles leurs études les destinent. L'usage et l'application de plus en plus nombreuse des conventions collectives a développé la valeur du titre puisque ce dernier, entre autres choses, sert à différencier les employés. Le terme d'ingénieur a pris une expansion plus grande et se rapporte, maintenant plus qu'autrefois, à l'idée de fonction et il englobe ainsi tous ceux qui l'exercent.

Ainsi l'imperfection de la loi de 1934 en ce qui concerne la protection incomplète à l'usage de ce titre, d'autre part l'impulsion que le terme ingénieur seul vient de subir par suite de l'emploi des conventions collectives, indiquent nettement que cette loi n'est qu'une étape vers une réglementation plus complète du titre. Comme pour la profession de vétérinaire, la protection du titre décerné par un diplôme professionnel est le prélude de la protection du titre de la profession elle-même; elle éclairait un peu les situations confuses. La protection du titre d'ingénieur suivra, semble-t-il, la règle commune et ira vers une certaine réglementation; l'intérêt public et l'intérêt particulier des ingénieurs commencent déjà à en faire sentir la nécessité. Mais surtout ce point de vue a été nettement précisé lors de l'élaboration de la loi de 1934. Voici en quels termes M. Cuminal, rapporteur de la loi au Sénat (1), s'exprimait au nom de la commission de l'enseigne-

(1) Jour. Off. doc. par Sénat, 1933, n° 598.

ment : « Plusieurs membres de votre commission auraient
« voulu qu'on légiférât sur l'ensemble de la matière; ils
« ont fait observer que s'il y avait surtout des abus quant
« à la délivrance de diplômes sans valeur il existait aussi
« de prétendus ingénieurs dépourvus de connaissances
techniques, qui usurpaient parfois la bonne foi des gens
« non avertis, notamment de nos maires ruraux, chargés
« en ce moment d'assurer l'exécution de travaux d'adduc-
« tion d'eau ou d'installation électrique. C'était un danger
« contre lequel il eut été bon de se prémunir.

« L'objection est faite. On n'en saurait méconnaître
« l'intérêt. Mais il faudrait alors remanier tout le projet.
« Il en résulterait un texte nouveau qui devrait aller de-
« vant la Chambre des députés. D'où des retards plus ou
« moins prolongés qui n'iraient pas sans inconvénients...

« Le ministère reconnaît que le texte en discussion est
« loin d'être parfait. Il le considère comme une première
« étape nécessaire si l'on veut mettre un terme à des abus
« qui causent un préjudice grave aux possesseurs de di-
« plômes délivrés par nos grandes écoles et il s'engage à
« procéder à une deuxième étape en mettant à l'étude,
« après consultation des autres ministères, la question de
« l'emploi du titre même d'ingénieur. Une fois réglée la
« délivrance du diplôme d'ingénieur, on verra s'il n'y a
« pas lieu d'introduire l'appellation d'ingénieur à ceux qui
« n'auront pas subi ou n'auront pas voulu subir les épreu-
« ves prévues dans le présent projet pour les autodidac-
« tes ».

Lors de la discussion au Sénat le 9 mars 1934 le ministre de l'Education Nationale M. Berthod s'exprima à son tour ainsi : « J'ajoute qu'il ne s'agit là que d'une pre-
« mière étape dans une œuvre longue, difficile et néces-

« saire. On commence par un projet de loi sur le diplôme « d'ingénieur, on continuera par des projets déterminant « les conditions à remplir pour se prévaloir du titre même « d'ingénieur ».

L'état de la question sur la protection du titre même d'ingénieur, ainsi que le projet de loi s'y rapportant, seront étudiés plus loin. Il convient de retenir seulement pour le moment les faits et les textes qui annoncent cette nouvelle réglementation. Quoi qu'il en soit, à l'heure actuelle, les ingénieurs pourvus d'un diplôme reconnu valable bénéficient de la protection de la loi et toute usurpation de leur titre est punie en vertu de l'article 259 du Code pénal; à côté de cela, le titre d'ingénieur seul reste libre et, peut prendre cette appellation, qui veut.

CHAPITRE V

Moyens de Protection

La valeur d'un titre une fois reconnue sa protection devient nécessaire, mais, pour que celle-ci soit réalisée, plusieurs moyens existent. Les tribunaux civils ont parfois à juger sur ce point, mais les plaideurs, obligés de fournir des preuves souvent difficiles à présenter, préfèrent recourir quand ils le peuvent aux poursuites pénales. A cause de cette dernière mesure, également, les tentatives de délit sont plus découragées. C'est pourquoi le législateur a jugé bon de l'employer lorsque le besoin s'en fait sentir.

Les chapitres précédents ont montré les cas où il était juste de protéger des titres professionnels ; il convient d'examiner maintenant quand et comment l'usurpation de ces mêmes titres est punie ainsi que le recours possible contre les individus malhonnêtes qui profitent des cas dans lesquels cette usurpation proprement dite ne peut leur être reprochée directement. Mais il faut auparavant déterminer qui peut intenter les actions en justice et, suivant les cas, au nom de quel intérêt.

SECTION I

INTERET

Le fait de prendre un titre professionnel auquel on n'a pas droit entraîne certaines répercussions; plusieurs catégories de personnes peuvent protester et agir dans un tel cas.

Tout d'abord le procureur de la République poursuit devant la justice pénale les individus coupables de l'usurpation de titre prévue par la loi. Ce magistrat veille sur l'ordre et la sécurité publics lorsque le besoin apparaît, il doit donc exercer son pouvoir.

La plupart du temps, du reste, avant l'intervention du procureur, les simples particuliers ont élevé des protestations. Lorsqu'une personne exerçant un métier déterminé voit s'installer à côté d'elle quelqu'un qui a la même occupation, elle s'inquiète de savoir dans quelle conditions ce dernier pratique sa profession. Dans beaucoup de circonstances cette concurrence est cause d'une diminution de clientèle pour le premier installé, d'où perte de bénéfice. Si le deuxième arrivant remplit son emploi suivant les conditions voulues il n'y a rien à dire, mais dans le cas contraire le premier réclame. Par exemple, si un médecin sait qu'un individu usurpe le titre de cette profession il le poursuit suivant l'article 259 du code pénal. S'il s'agit d'une profession dont le titre n'est pas encore protégé une concurrence déloyale peut entraîner des poursuites civiles

en réparation de dommages. L'intérêt pécuniaire pousse un particulier, dans ces exemples, à faire valoir son droit.

Le plus souvent un simple particulier n'agit pas, il laisse ce soin au groupement ou au syndicat dont il fait partie. L'intérêt particulier est englobé dans l'intérêt collectif. Un jugement du tribunal correctionnel de Reims du 9 novembre 1931 (1) situe exactement ce point :
« Attendu que le syndicat des pharmaciens de Reims peut
« devant toutes les juridictions exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant
« un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la
« profession qu'il représente.

« Attendu qu'aux termes des statuts, le syndicat a pour
« but notamment de sauvegarder la moralité, la dignité
« et les intérêts de la profession, qu'il a, par conséquent,
« un but d'intérêt général... ».

« Attendu... que les syndicats ont qualité pour pour-
« suivre comme parties civiles devant la juridiction ré-
« pressive, la répression des infractions aux lois pénales
« sur l'exercice de la pharmacie, infractions qui, au point
« de vue professionnel, portent atteinte au monopole que
« ces lois confèrent dans un intérêt social supérieur aux
« pharmaciens ».

Dans l'intérêt d'une profession ses titulaires ont l'avantage à ce qu'elle soit pratiquée dignement; il est à craindre que l'usurpateur qui porte un titre illégalement accomplisse des actes susceptibles de jeter un discrédit sur elle et se pare d'un titre qui lui donne bien à tort un certain prestige. Les syndicats, autorisés par la loi à défendre en justice les intérêts de leurs membres, veillent donc à cela.

(1) Gaz. Pal., 1932-1-6.

Du fait même de leur importance et de ce qu'il représentent ils sont plus aptes qu'un particulier à défendre l'intérêt moral et la bonne renommée d'une profession. Il y a lieu d'ajouter, du reste, que l'intérêt pécuniaire est souvent en cause.

Un groupement peut remplir également le rôle d'un syndicat si les conditions nécessaires pour ester en justice sont remplies; par exemple un groupement d'anciens élèves d'une école peut intenter une action pour supprimer une confusion de titre lui amenant un préjudice. De même les barreaux ont souvent pris la défense de leurs membres.

Le public, enfin, est fondé à porter plainte. Le fait de porter un titre professionnel indique une certaine capacité, une connaissance approfondie déterminée; une vie, une santé humaine ou simplement des biens, sont en danger lorsqu'on les confie à un incapable. D'autre part, il n'est pas possible d'obliger un client à demander à un praticien la justification de sa pratique professionnelle; on doit pouvoir avoir confiance en ceux qui ont une appellation garantissant leur science. Dès lors, une usurpation de titre, qui constitue une tromperie amenant parfois de graves conséquences, est un motif suffisant pour une comparution soit devant la justice pénale, soit devant la justice civile, s'il y a dommage.

Aussi l'intérêt particulier, l'intérêt collectif des membres d'une profession et l'intérêt public qui provoquent la réglementation et la protection de certains titres professionnels justifient également les poursuites diverses qui sont intentées contre les usurpateurs.

SECTION II

SANCTIONS PENALES

I

Parmis les moyens de protection contre une usurpation de titre les sanctions pénales jouent le rôle le plus important et le plus efficace. Parmi elles, la principale est constituée par l'article 259 du code pénal. On a vu que cet article punit l'usurpation des titres des professions légalement réglementées et celle des titres qui sont l'objet d'une loi spéciale y renvoyant. L'étude des professions qui précède a montré qu'une grande précision est nécessaire sur ce point; seuls certains termes bien définis sont protégés et' pour éviter toute confusion qui pourrait leur être reprochée, les personnes doivent spécifier exactement leur appellation.

Il n'y a pas lieu de revenir sur ces termes qui ont été déjà indiqués dans les différents cas, mais il contient maintenant de voir comment fonctionnent les sanctions prévues. Une usurpation de titre est l'objet de poursuites lorsque le coupable a porté un titre protégé d'une façon publique; il doit le faire aussi sans y avoir droit et dans une intention délictueuse.

La prise d'un titre protégé, pour être punie, n'a pas besoin d'avoir été effectuée dans des opérations de la vie juridique, ni même dans des actes écrits de la vie professionnelle, il suffit qu'elle ait lieu dans des manifestations

quelconques. Distribuer des cartes de visite, écrire sur du papier à lettres à en-tête, apposer une plaque sur la porte de sa demeure en prenant un titre usurpé, tels sont les principaux exemples que l'on rencontre. Voici à ce propos les attendus d'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 3 mars 1927 (1) : « Attendu qu'il résulte du « dossier et des débats que depuis moins de trois ans et « même postérieurement à mars 1924, M. s'est servi de « cartes de visite au nom de G. M. médecin-dentiste, car- « tes portant l'adresse où se trouve l'un des cabinets « dentaires par lui exploités; qu'il s'est également servi « d'un papier à lettres à en-tête ainsi conçu : G. M., suc- « cesseur du docteur M. médecin-dentiste, rue T. consul- « tations dentaires de 9 heures à 6 heures ; que le 1^{er} dé- « cembre 1925, il a adressé sur le dit papier à lettres à « une dame S. une lettre pour lui confirmer qu'il l'enga- « geait comme infirmière dans sa clinique de S. ; qu'il « est obligé de reconnaître avoir usurpé pendant un cer- « tain temps et jusqu'à ce qu'il ait reçu un avertissement « de la préfecture de police, le titre ainsi porté sur son « papier à lettres ; qu'il soutient avoir seulement voulu « obtenir des remises de la part des fournisseurs ; qu'aucun « doute n'existe sur sa culpabilité touchant l'usurpation « du titre de médecin-dentiste ».

De même il a été décidé qu'un avocat radié devait faire supprimer son titre lorsque celui-ci était marqué dans un annuaire.

Une difficulté se présente lorsque ce sont des tiers qui vous appellent d'un titre auquel on n'a pas droit. Ce cas s'est produit pour un prétendu médecin ; tribunal correc-

(1) Gaz. Pal., 1927-2-33.

tionnel de Nantes, 2 janvier 1929 (1) : « Attendu qu'il « n'est pas établi que M. ait personnellement et directe-
« ment fait usage du titre de « docteur en médecine » ;
« que s'il paraît avoir eu le tort de se laisser appeler « doc-
« teur » par le personnel de la maison (de santé) et par son
« entourage, cet abus aussi regrettable que répandu ne
« saurait constituer un acte personnel et positif où puis-
« sent se rencontrer les éléments du délit relevé ; qu'il
« doit en être de même du fait par lui d'avoir opposé ou
« fait opposer sur des avis de virement de chèques pos-
« taux un timbre humide portant mention qui, sans doute,
« peut s'interpréter « docteur », mais qui pourrait égale-
« ment, à la rigueur, comporter une autre signification et
« aussi du fait d'avoir apposé sa signature sur des polices
« d'assurances qui lui donnait le titre de docteur, rien ne
« démontrant que ce soit sur sa demande ou avec son
« assentiment que cette qualité lui ait été attribuée ;
« qu'on ne peut y voir avec certitude le dessin de tromper
« ou d'usurper ».

On n'est pas responsable lorsque, occasionnellement, des tiers vous décernent un titre indû, mais le jugement ci-dessus nous semble trop favorable. En effet, être appelé habituellement d'un certain nom et surtout signer une police d'assurance portant un titre comporte, en réalité, la prise du titre et du nom, puisqu'il suffisait à l'intéressé de signaler qu'il n'y avait droit ; son silence équivalait donc à un assentiment.

Ainsi pour être punissable l'usurpation d'un titre doit avoir lieu publiquement. De même qu'un particulier peut

(1) Gaz. Pal., 1929 1-454.

mettre chez lui une robe d'avocat, à condition qu'il ne reçoive pas de clients, de même il peut prendre le titre qu'il lui plaît à condition de le faire sans aucune marque de publicité.

Pour que l'article 259 puisse être appliqué le prévenu doit avoir agi sans droit ; c'est-à-dire que pour porter un titre réglementé il faut remplir les conditions obligatoires. L'absence d'une seule suffit pour constituer un délit. Par exemple, un docteur en médecine de l'Université de Paris qui s'intitulerait seulement « docteur en médecine » serait passible de poursuites car il prendrait illégalement cette appellation qui est réservée. Les diverses réglementations, en ce qui concerne ce point, ont, du reste, été étudiées déjà.

Enfin une intention délictueuse est nécessaire. Qu'un titre soit usurpé par intérêt ou bien par vantardise le résultat revient au même, il y a une tromperie, une volonté de frauder. L'intention a beaucoup d'importance et, le plus souvent, elle est approuvée par les agissements mêmes du coupable. Lorsque les quatre conditions constituant le délit prévu à l'article 259 du code pénal sont réunies la peine encourue consiste en un emprisonnement de six mois à deux ans. Cette sanction sévère peut être changée en amende lorsqu'on trouve des circonstances atténuantes ; de même, le sursis lui est applicable selon les conditions ordinaires ; enfin la tentative d'usurpation n'est pas punissable.

II

L'article 259 du code pénal ne constitue pas le seul moyen de protection accordé par la loi pénale en cas d'usur-

pation de titre. Il convient de rappeler que l'article 258 du code pénal punit d'un emprisonnement de deux à cinq ans la prise illégale du titre d'une fonction publique.

Comme nous l'avons vu aussi, une loi (18 août 1927) punit d'une façon spéciale l'usurpation des titres dentaires seulement dans les régions d'Alsace-Lorraine, alors que ces mêmes titres sont protégés d'après le principe général (article 259 du code pénal) dans le reste de la France.

III

D'autre part, l'article 259 ne joue que lorsqu'il s'agit d'une profession légalement réglementée ou quand une loi spéciale y renvoie (cas des ingénieurs) : il met alors en exercice des sanctions directes; or une usurpation de titre non punissable par cet article peut causer beaucoup de torts, la laisser continuer est dangereux, aussi certains moyens sont parfois utilisés pour y mettre fin grâce à des sanctions indirectes; ce n'est pas l'acte lui-même qui est puni mais son effet. Ainsi l'usage d'un titre trompeur constitue, à n'en pas douter, la prise d'une fausse qualité qui est un élément constitutif du délit d'escroquerie. Prendre une fausse qualité n'a en soi rien de répréhensible, mais l'effet qui en résulte caractérise la confiance qui peut en découler et l'abus qui peut être fait de cette confiance. Celui qui prend mensongèrement un titre, s'attribue à tort une profession, prend indiscutablement une fausse qualité; s'il se sert alors de ce moyen pour commettre une escroquerie, il tombe sous le coup de l'article 405 du code pénal. « Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de
« fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entrepri-

« ses, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire
 « naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un acci-
 « dent ou de tout autre évènement chimérique, se sera
 « fait remettre ou délivrer, ou aura tenté de se faire re-
 « mettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obli-
 « gations, dispositions, billets, promesses, quittances, ou
 « décharges et aura, par un de ces moyens, escroqué ou
 « tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune
 « d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au
 « moins et de cinq ans au plus et d'une amende de 50 fr.
 « au moins et de 3.000 fr. au plus ».

Ainsi pour que l'usurpation du titre puisse être un élément de délit d'escroquerie il faut que la prise de cette fausse qualité constitue un moyen frauduleux qui a été la cause déterminante d'une remise d'une chose avec préjudice pour la victime du délit. Il faut une relation de cause à effet entre la prise de la fausse qualité et la remise de cette chose. Voici une application de l'article 405 au moment où la loi de 1924 n'existait pas : le tribunal correctionnel de la Seine, le 18 mai 1920 (1) a condamné pour escroquerie « attendu que la fausse qualité d'avocat conseil, mot qui, pour le public non initié aux choses de la justice et peu familiarisé avec elles, était destiné à créer une confusion regrettable entre les avocats inscrits d'un bureau et les agents d'affaires, a accru la confiance de la dame X et a été la cause déterminante du crédit illimité qu'elle lui a consenti ». Il en serait de même pour n'importe quelle autre profession; par exemple, a été condamné un individu qui avait pris la fausse qualité d'agent d'assurances pour commettre une escroquerie.

(1) Gaz. Trib., 19-20 mai 1920.

IV

Il existe enfin un dernier moyen qui permet de punir pénalement ceux qui portent indûment un titre. Il s'agit encore d'un procédé détourné mais constituant cette fois-ci non plus un délit, mais une contravention. L'article 471 du code pénal déclare : « Seront punis d'amende, depuis « 1 franc jusqu'à 5 francs inclusivement...

« 15°) ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative et ceux qui « ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés « publiés par l'autorité municipale ».

Toutes les fois qu'un règlement légalement fait par l'autorité administrative et ayant le caractère d'un arrêté de police est édicté il trouve une sanction dans le code pénal sans qu'il soit nécessaire de la prévoir dans le dit règlement. C'est la loi elle-même qui a prévu d'une façon générale les pénalités applicables à ceux qui ont enfreint les règlements du pouvoir exécutif. Dès lors, si dans un règlement l'autorité administrative impose certaines règles pour l'exercice d'une profession ou le port d'un titre, tout violeur de ce règlement sera puni selon l'article 471 du code pénal. Il y a une difficulté pour savoir si le règlement est bien sanctionné par l'article ci-dessus et pour cela la loi doit être appliquée très strictement. Ainsi la Cour de cassation a décidé que la police de la pharmacie ne rentre pas dans les attributions municipales ni dans celles du préfet de police. Au contraire, avant la loi de 1924 créant le nouveau paragraphe de l'article 259 du code pénal, un juge de paix a utilisé ce moyen pour condamner l'usurpation d'un titre d'avocat. Tribunal de simple police de Boissy-

St-Léger, le 24 novembre 1922 (1) : « Attendu que le
 « ministère public a relevé contre B. une seconde contra-
 « vention pour s'être paré sans aucun droit du titre d'avo-
 « cat et s'en être servi en justice, en audience publique,
 « dans un litige du tribunal de simple police de céans en
 « juillet 1922, prenant ainsi une fause qualité, infraction
 « au décret du 20 juin 1920, tombant sous la pénalité de
 « l'article 471, n° 15 du code pénal, par des motifs con-
 « damne B. du chef d'infraction au décret du 20 juin 1920,
 à une amende de 5 francs ».

L'article 471, 15°, était applicable car le décret du 20 juin 1920 pris en vertu de la loi du 22 ventôse an XII présentait le caractère d'arrêté de police; la prohibition qu'il contient a pour but de protéger l'ensemble des justiciables; elle est fondée sur des considérations d'ordre public, elle a donc le caractère d'une mesure de police générale. Actuellement une semblable application n'aurait plus lieu, mais elle pourrait tout de même se produire en ce qui concerne les autres infractions aux prescriptions du décret du 20 juin 1920, par exemple à propos de l'obligation pour les avocats de faire suivre leur titre de l'indication de la cour ou du tribunal près duquel ils exercent et, pour les avocats stagiaires, de n'user du titre d'avocat qu'accompagné de la qualité de stagiaire.

L'article 471 est utilisé dans d'autres cas, par exemple au sujet des guides à Paris. Pour pouvoir exercer le métier de guide-interprète à Paris il convient d'être pourvu du diplôme créé à cet effet pour éviter que les visiteurs de la capitale soient exploités par les filous ou reçoivent sur les monuments des explications complètement erronées sus-

(1) D. 1922-2-169.

ceptibles de jeter sur eux un discrédit. L'ordonnance du préfet de police du 29 juillet 1935 décide à cet effet : « Il est interdit à toute personne non autorisée de faire « des offres de services aux touristes ou visiteurs français « ou étrangers sur la voie publique et spécialement aux « abords des musées... ».

Article 2 : « Ne peuvent être autorisés à stationner « sur la voie publique à Paris pour y exercer la profession « de guide-interprète que les personnes ayant obtenu le « brevet professionnel délivré par le jury d'examen nommé « par le préfet de la Seine, conformément à l'arrêté du « ministre de l'éducation nationale en date du 17 avril « 1934 ».

Les guides diplômés portent un insigne qui permet de les distinguer. Si un individu se faisait passer pour guide il serait donc poursuivi pénalement. C'est l'exemple d'une profession qui subit une réglementation étant donné son caractère d'ordre public.

Ainsi, quel que soit le titre usurpé, qu'il bénéficie ou non d'une protection, la loi pénale procure différents moyens pour réprimer ceux qui causent du désordre. L'article 259 est le plus sûr gardien et, comme il a une portée générale, on peut penser que non seulement il remplira son rôle avec efficacité, mais que bientôt d'autres titres profiteront de cette réglementation.

SECTION III

SANCTIONS CIVILES

La législation française ajoute aux sanctions pénales qui ont été examinées des sanctions civiles. Celles-ci viennent soit comme accessoires des premières, soit comme action principale et ainsi complètent ou remplacent les poursuites pénales. Lorsqu'un préjudice a été subi le coupable est condamné à des dommages intérêts. En certains cas, le coupable est alors condamné à des dommages intérêts qui s'ajoutent à sa condamnation s'il y a lieu, ou simplement sont un moyen de faire cesser cette usurpation. Les condamnations civiles pour usurpation de titre indiquent qu'une appellation donnée a une certaine valeur, qu'il convient de la protéger et souvent aussi sont une indication et une première étape vers une protection plus efficace.

I

Une sanction civile s'ajoute comme accessoire d'une sanction pénale dans certaines circonstances. Si le parquet a poursuivi l'inculpé, la partie lésée peut se constituer partie civile. Si le parquet n'a rien fait, la partie lésée cite directement devant le tribunal correctionnel ou encore dépose une plainte avec constitution de partie civile devant le juge d'instruction. Dans ces cas la juridiction saisie est compétente pour statuer sur les conséquences civiles du

délit et pour octroyer des dommages intérêts. Quand une personne usurpe un titre et en tire des avantages elle cause un préjudice pécuniaire aux vrais titulaires en leur faisant concurrence et un préjudice moral si elle jette un discrédit sur la profession par ses agissements. En tous cas une réparation se justifie sous la forme de dommages intérêts.

II

Les sanctions civiles mises en exercice par une action principale sont basées sur l'article 1382 du code civil. Le public et les vrais titulaires d'un titre ont le droit de faire un procès à celui qui cause un préjudice quelconque en usurpant une appellation; comme pour le cas examiné précédemment le dommage réside soit au point de vue pécuniaire soit au point de vue moral. La condition principale consiste à prouver ce préjudice alors que cette preuve n'est pas nécessaire pour appliquer une sanction pénale.

Par ce procédé on atteint la protection du titre de n'importe quelle profession et dans n'importe quelle circonstance. Voici quelques exemples. Une application de ce moyen a déjà été vue en ce qui concerne les avocats. Les avocats qui bénéficient de la mesure transitoire de l'article 49 du décret de 1920 ont droit de s'appeler « avocat » mais, s'ils causent du tort à cette profession en exerçant un autre emploi incompatible avec elle ou la pratiquent de façon non conforme à sa discipline intérieur, ils sont passibles de dommages intérêts envers le barreau qui les attaque.

Souvent ainsi des procès ont eu lieu pour réprimer des

concurrences déloyales basées sur une usurpation de titre, en particulier au sujet des agréés.

Les agréés n'ont aucun caractère officiel, ils existent devant la plupart des tribunaux de commerce qui ont fixé leur nombre, le mode et les conditions de leur nomination, leur costume et la discipline qu'ils doivent observer. Moyennant ces conditions ils sont recommandés par le tribunal de commerce à la confiance des parties qui veulent se faire représenter devant ce tribunal.

Les juges consulaires existent depuis 1563 et les plaideurs, à ce moment, comparaissaient personnellement. En 1659, on parle des « conseils », la plupart anciens commerçants, qui assistaient les parties et étaient reconnus implicitement par les tribunaux. En 1661, les magistrats « veillèrent à prendre sous leur tutelle l'institution naissante des défenseurs des parties et à s'en servir comme d'un utile auxiliaire. Placés sous l'autorité immédiate des magistrats ces défenseurs agréés par eux, limités dans leur nombre, devraient passablement contribuer à la promptitude et à la régularité de la justice; ils conservaient les traditions, maintenaient la jurisprudence et souvent ils éclairaient de leur expérience des juges qui se renouvelaient sans cesse » (1). En 1703 le tribunal « agréé » le premier postulant; puis, les affaires augmentant, on multiplie ce nombre. Sous la Révolution les juges consulaires demeurent, mais prennent le nom de « Tribunal de Commerce » (décrets des 16-24 août 1790 et 27 janvier-4 février 1791). Alors que l'ordre des avocats était renversé, les agréés restèrent car leur ministère n'était point légalement obligatoire et la confiance de leurs clients demeurerait le résultat d'un acte libre de la volonté.

(1) GUIBERT : *Notice historique sur la compagnie des agréés*.

Cambacérès, plus tard, déclarait à ce sujet : « Il serait « d'autant plus dangereux de supprimer les agréés et de « laisser plaider pour les parties quiconque voudrait se « charger de leur défense que le tribunal de commerce « n'aurait aucune police sur ces défenseurs ».

Enfin, le 21 décembre 1809, un règlement fixe la position, les droits et les devoirs des agréés près les tribunaux : « Considérant que l'institution des agréés près les tribunaux de commerce est presque aussi ancienne que celle « de ces tribunaux eux-mêmes, que l'utilité des agréés dans « les affaires commerciales, pour les grandes villes, a été « reconnue de tous les temps; que leur institution n'est « pas contraire à la loi qui prohibe près les tribunaux le « ministère des avoués, puisque chacun des justiciables est « maintenu dans le droit de se défendre en personne ; « considérant que l'utilité des agréés étant reconnue il « importe que leur organisation soit telle que les négociants y trouvent sûreté et célérité et le tribunal une « garantie de sa confiance ».

Les agréés possèdent donc une certaine reconnaissance, mais leur titre, qui n'est pas protégé du fait que cette reconnaissance n'est pas légale, a été source de discussions. Les avocats leur interdisent absolument de porter le titre d'avocat comme il a déjà été vu, mais certains barreaux déclarèrent, de plus, qu'ils n'avaient même pas droit au titre d'agréés, sous prétexte que ce terme constituait pour eux une concurrence déloyale. Une telle prétention n'a pas été admise par la jurisprudence qui reconnaît que la désignation faite par le tribunal de commerce autorise les mandataires, par lui choisis, à prendre la qualification

d'agréés. Cour de cassation, 4 mai 1915 (1) : « Attendu « que si un tribunal de commerce ne peut légalement éta-
« blir près de lui un corps d'agréés et lui donner une orga-
« nisation et des règles, il ne lui est point interdit de
« désigner à la confiance des plaideurs, empêchés de se
« présenter en personne à la barre, des mandataires dont
« il apprécie la capacité, l'expérience et la parfaite hono-
« rabilité; que les mandataires ainsi agréés par le tribunal
« ont le droit de se prévaloir de cette désignation et que
« le titre d'agréé qui n'est point officiel, autorisé par le
« tribunal, ne saurait constituer un acte de concurrence
« illicite vis-à-vis des avocats et des avoués qui ne sont
« eux-mêmes devant cette juridiction que de simples man-
« dataires autorisés par la loi ». De même, le tribunal de
Lille le 21 mai 1926 (2) a déclaré : « Attendu que les
« défenseurs, en prenant le titre d'agréé, ne font qu'user
« d'une autorisation qui leur a été régulièrement donnée
« par la juridiction dont ils dépendent, qu'en ce faisant,
« ils ne commettent aucune faute et aucun acte de concur-
« rence illicite vis-à-vis des avocats de Lille ». Ainsi la
jurisprudence admet la valeur du titre d'agréé, en le jus-
tifiant; et, par le seul moyen possible actuellement, elle le
protège contre l'usurpation en invoquant le dommage
causé par une concurrence déloyale. Dès lors, des person-
nes qui font profession de représenter les plaideurs devant
un tribunal de commerce ne peuvent porter le titre d'agréé
si, en fait, le tribunal ne les a pas agréés et celui qui, sans
figurer au nombre de ceux que recommande le tribunal, se
qualifie de ce terme commet une usurpation de titre qui

(1) S. 1920-1-14.

(2) S. 1927-2-49.

doit être réprimée et qui peut l'être sur la plainte des intéressés, notamment des autres défenseurs et mandataires. Des usurpateurs ont déclaré que le titre d'agréé n'avait rien de légitime, qu'il reposait sur une illégalité et, qu'en conséquence n'importe qui pouvait le porter. De nombreuses décisions de justice repoussent cette manière de voir et ont condamné ceux qui, en prenant sans aucun droit le titre d'agréé, causaient un préjudice. Cour de Lyon, arrêt du 27 décembre 1898 (1) : « Considérant que s'ils n'ont
« ni monopole, ni privilège, ni existence légale, les agréés
« n'en ont pas moins une situation de fait incontestable
« et dérivant de leur titre pris en dehors de toute réglementation; qu'en effet, la signification qui s'attache à
« ce titre est connue de tous les commerçants qui savent
« qu'en s'adressant à un agréé ils s'adressent à un mandataire désigné à leur confiance par le tribunal.....

« Considérant que si les intimés sont en possession légitime d'une situation de fait qui n'a rien d'illicite, ni de contraire à la loi, il n'est pas douteux qu'ils ont le droit de défendre cette situation contre tout empiètement dommageable; que si les appelants ont, de leur côté, le droit de se présenter aux justiciables comme mandataires en concurrence avec les intimés, ils doivent s'abstenir, dans cette concurrence, de tout agissement présentant le caractère d'un acte de concurrence déloyale et que le fait de se présenter au public comme agréé sans autorisation du tribunal et d'usurper ainsi un titre qui appartient aux intimés constitue au premier chef à l'égard de ceux-ci un acte de cette nature.....

« Considérant..... que cette usurpation de titre a eu évi-

(1) S. 1901-2-41.

« demment pour but et pour effet un détournement de
« clientèle et qu'un préjudice matériel a dû en résulter,
« mais que ce préjudice ne peut être établi d'une façon
« suffisamment précise; qu'il n'en est pas de même du
« préjudice moral lequel n'est pas contestable et que la
« cour peut apprécier avec les éléments de la cause; qu'il
« est bien évident qu'un titre qui atteste la confiance du
« tribunal donne à celui qui l'obtient une situation qui le
« signale et le distingue au point de vue moral; que celui
« qui l'usurpe en diminue à ce point de vue la valeur,
« puisque cette usurpation permet de confondre l'agréé
« avec ceux qui ne le sont pas; que la réparation de ce
« préjudice doit être maintenue telle qu'elle a été fixée
« par les premiers juges et qu'il y a lieu également de
« maintenir l'astreinte et les mesures destinées à prévenir
« le retour des agissements des appelants; que, d'autre
« part, en décidant que les intimés avaient seuls le droit
« de prendre le titre d'agréé près le tribunal de commerce
« de Lyon, le tribunal n'a point disposé par voie régle-
« mentaire, mais a simplement appliqué au procès les
« principes déduits dans ses motifs et desquels il résulte
« que ceux-là seuls qui sont agréés par le tribunal de com-
« merce de Lyon ont le droit de prendre le titre d'agréé
« près ce tribunal ».

De même, un arrêt de la cour d'appel de Toulouse du 1^{er} août 1904 spécifie : « Attendu que si les corporations
« d'agréés sont illégales, si le titre n'a pas d'existence lé-
« gale, c'est-à-dire officielle, le fait de le porter n'est pas
« illicite et peut dès lors être générateur d'un droit que
« confère aux agréés la juridiction consulaire par sa dési-
« gnation permanente et qu'ils peuvent interdire à tous
« autres de s'en servir pour leur faire une concurrence

« déloyale ». La Cour de cassation confirma cet arrêt le 23 décembre 1908 (chambre des requêtes) (1) en déclarant recevable l'action en concurrence déloyale basée sur l'article 1382 du code civil : « Attendu que les deman
« deurs en cassation et les défenseurs éventuels exercent,
« les uns et les autres, la profession de défenseurs devant
« le tribunal de commerce de Toulouse; que les seconds
« ont seuls été admis par le tribunal à figurer sur la liste
« de ses agréés; que les premiers ont pris néanmoins le
« titre d'agréé qui ne leur a pas été conféré par le tribunal
« et ont commis ainsi au préjudice des autres un acte de
« concurrence déloyale.

« Attendu que si un tribunal de commerce ne peut pas
« légalement établir près de lui un corps d'agréés, il n'en
« est pas moins vrai, qu'en fait, les défenseurs éventuels
« jouissaient de cette qualité qu'on ne leur avait pas con-
« testée et que les demandeurs en cassation, en prenant
« mensongèrement ce titre qui était de nature à tromper
« les tiers sur leur véritable situation, ont fait aux défen-
« seurs éventuels une concurrence déloyale ». Dans le mê-
me sens, un jugement du tribunal civil de Nice du 16 mai 1923 (2) et un arrêt de la cour d'Aix du 9 février 1925 (3).

Les agréés voient donc leur titre protégé lorsque, du fait d'une usurpation, une concurrence déloyale apparaît. Il en est de même pour une profession quelconque. Ainsi un maréchal ferrant avait porté le titre de vétérinaire avant que ce terme fut protégé par la loi (1923); il fut condamné à des dommages intérêts envers les vétérinaires

(1) D. 1909-1-216.

(2) Gaz. Pal., 10 juillet 1923 — D. 1923-5-13.

(3) D. 1925-2-141.

diplômés qui avaient subi un préjudice (Bourges, 20 mai 1913 (1)).

Les géomètres (sauf ceux d'Alsace-Lorraine) diplômés ou non, les commissaires aux comptes reconnus officiellement, les experts comptables brevetés, les infirmières diplômées et d'autres qui possèdent tous un brevet garantissant leur capacité, ne bénéficient pas de la protection de leur titre, car leur profession n'est pas réglementée suivant l'article 259 du code pénal; mais par rapport à ceux qui exercent le même emploi ils possèdent une preuve formelle de leur compétence qui leur apporte des avantages; si donc un concurrent prenait illégalement leur qualification il pourrait être poursuivi suivant l'article 1382 du code civil.

(1) D. 1914-2-108.

CHAPITRE VI

Projets de protection de titres

Les résultats obtenus relativement à la protection de certains titres professionnels ont prouvé la bienfaisance de cette mesure. D'autre part, l'exécution de certains travaux rendue difficile par suite des progrès de la science, l'encombrement des carrières, le souci de l'intérêt public prennent à l'heure actuelle une importance nouvelle. Ces diverses raisons expliquent la tendance qui porte à faire bénéficier d'autres professions de la protection de leur appellation. Suivant les cas cette réalisation est plus ou moins avancée; par des moyens indirects, les intéressés s'efforcent d'atteindre ce but, mais celui-ci ne sera définitivement acquis que lorsqu'une décision officielle viendra sanctionner les efforts poursuivis selon l'intérêt commun. C'est ainsi que souvent des propositions ou des projets de loi et des études ont été faits soit pour protéger directement le titre de certaines professions, soit pour les régler ce qui rendrait applicable à leur égard l'article 259 du code pénal. Il convient maintenant d'étudier les principales de ces mesures, mais auparavant une question voi-

sine retiendra l'attention, c'est celle des titres universitaires ou délivrés à la suite d'un diplôme.

SECTION I

TITRES DECERNES PAR LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Les titres décernés grâce à un diplôme obtenu prouvent une certaine capacité. La possession de certains de ces diplômes est nécessaire pour exercer des professions réglementées ainsi qu'il a été montré, mais leurs possesseurs ne sont pas forcés de pratiquer cette profession. D'autres, sans destiner spécialement à un emploi, procurent des connaissances déterminées qui permettent de le remplir avec facilité ou plus rapidement. Les titres procurés par les diplômes diffèrent des titres professionnels qu'ils précèdent en quelque sorte et à qui ils s'ajoutent la plupart du temps et ils possèdent par eux-mêmes une réelle valeur. Or cette valeur est totalement méconnue officiellement et les titres obtenus à la suite d'études ne font l'objet d'aucune disposition. Une loi s'occupe de cette question, mais dans un toute autre domaine ; elle réglemente la remise possible d'un titre déterminé, mais non son port. Loi du 18 mars 1880 sur l'enseignement supérieur : Article 4 : « Les établissements libres d'enseignement supérieur ne pourront, en aucun cas, prendre le titre d'Universités. « Les certificats d'études qu'on y jugera à propos de décerner aux élèves ne pourront porter les titres de : Baccalauréat, de licence ou de doctorat ».

Article 5 : « Les titres ou grades universitaires ne peuvent être attribués qu'aux personnes qui les ont obtenus après les examens ou les concours réglementaires subis devant les professeurs ou les jurys de l'Etat. »

Article 8 : « Toute infraction aux dispositions des articles 4 et 5 de la présente loi sera punie d'une amende de 100 à 1.000 francs et de 1.000 à 3.000 francs en cas de récidive ».

Ainsi un établissement d'enseignement privé ne peut décerner le titre d'un diplôme d'Etat; la loi s'arrête là.

Actuellement un établissement d'enseignement quelconque peut décerner un titre sanctionnant des études et la loi pénale ne punit pas l'usurpation de cette appellation. Une telle liberté amène des abus, aussi une certaine réglementation est nécessaire, mais, à ce point de vue, le problème qui se pose est double. D'une part, par qui est effectuée la remise des diplômes et par conséquent des titres en dépendant, d'autre part, quelle protection accorder à ces titres eux-mêmes ?

Les établissements d'enseignement se répartissent en plusieurs grandes catégories. Les Universités représentent la partie la plus importante; les études qui y sont faites permettent le plus souvent d'obtenir des diplômes d'Etat; à côté de ces derniers ont été créés des diplômes d'Universités qui ne procurent pas les avantages des premiers (1) mais témoignent d'une connaissance scientifique analogue. Enfin des instituts ou écoles scientifiques se rattachent souvent à des facultés; ils constituent par conséquent des établissements publics et délivrent des diplômes officiels.

(1) Par exemple en ce qui concerne la médecine.

Les diplômes créés par l'Etat jouissent d'une renommée méritée étant donné les études nécessaires à poursuivre pour les obtenir. Leur possession obligatoire pour exercer certaines professions en est la preuve. Les diplômes fondés par les Universités ou les instituts publics possèdent également une réelle valeur. Ils démontrent l'extension de la science dans de nouvelles branches, mais une certaine cohésion dans l'enseignement public est désirable. En particulier, les instituts ou écoles rattachés aux Universités ne doivent être créés que lorsque le besoin s'en fait sentir et non dans un but de prestige particulier ou d'amour-propre local. Aussi une proposition de loi (1) a été soumise afin de limiter le nombre de ces établissements pour éviter une trop grande quantité de diplômes. Du reste, ce dernier point se rattache plutôt à l'organisation de l'enseignement qu'à sa valeur.

A côté de cette organisation l'enseignement se donne également dans des établissements privés. Souvent ces derniers préparent à l'obtention d'un diplôme officiel, aucune difficulté ne se présente alors. Mais dans de nombreux cas les études effectuées dans un établissement privé sont sanctionnées par un diplôme spécial à chaque école. Les diplômes délivrés ainsi ont une valeur tout-à-fait variable et ceci importe dans les établissements d'enseignement professionnel. En effet, parmi eux, certains acquièrent une réputation que leur valent leurs études approfondies, mais d'autres sont fondés dans un but lucratif et ne correspondent à rien de sérieux. On a voulu ainsi, à différentes reprises, soumettre la délivrance des diplômes délivrés par les établissements à certaines conditions. Cette

(1) Jour. Off. doc. par Ch., 1936, n° 151.

mesure paraît exagérée. Chaque établissement doit conserver le droit de délivrer un diplôme sanctionnant les études faites chez lui, sans craindre une ingérence quelconque. Il est normal que l'on ne permette qu'à des écoles sérieuses de donner un diplôme dont découlent certains avantages, comme c'est le cas à propos de la question des ingénieurs; mais il serait arbitraire de réglementer la délivrance elle-même des diplômes en général. Chaque école doit pouvoir décerner le diplôme qui lui plaît.

Qu'un diplôme soit officiel ou privé, quelle que soit sa valeur, il procure à son titulaire un titre. Ce titre, à l'heure actuelle, ne bénéficie d'aucune protection légale, alors que la législation pénale protège les industriels en punissant ceux qui se livrent à des contrefaçons et que l'appellation de certains produits ou crus renommés est également réservée à certains cas déterminés. Ainsi le 4 avril 1935, le tribunal correctionnel de Meaux a acquitté un prévenu qui, sur des affiches et des tracts électoraux, avait fait suivre son nom du titre de « licencié ès lettres » bien qu'il ne possédât pas de diplôme : « Attendu qu'au surplus et « en droit, le titre de « licencié ès lettres » n'est pas attaché à une profession légalement réglementée, qu'ainsi le « délit de l'article 259 du code pénal ne saurait être retenu contre X »... Lorsqu'un individu prend indûment un titre universitaire ou décerné par un établissement d'enseignement professionnel, le seul recours possible est une citation en justice basée sur la mise en exercice de l'article 1382 du code civil. On se trouve ici devant une situation inexplicable. En effet, la loi du 23 décembre 1901 réprime les fraudes dans les examens et concours et le décret du 21 juillet 1897 prévoit des peines disciplinaires contre les étudiants fraudant aux examens dépendant de

l'Université. Ainsi frauder à un examen pour obtenir un titre est punissable, mais la prise de ce même titre indûment n'est susceptible d'aucune sanction; de la sorte, un fait plus grave qu'un autre ne déclenche pas de sanctions, alors que le moins préjudiciable en comporte. Des propositions de loi ont voulu réparer cette injustice (1); il s'agit d'empêcher des individus de s'attribuer des mérites qu'ils n'ont pas, en prétendant, sans droit, être munis de certificats non délivrés et se prévalant de cette affirmation fallacieuse pour en tirer un profit personnel honorifique ou matériel. Se servir d'un titre ou d'un diplôme usurpé est une espèce de faux et tout faux doit être condamné. Ainsi normalement, un titre décerné par un établissement d'enseignement devrait être protégé pénalement contre toute usurpation; cette protection s'étendrait aux diplômes décernés par n'importe quel établissement qu'il soit public ou privé; une seule restriction peut être formulée: on ne protégerait que les diplômes d'études supérieures et d'enseignement technique. La sanction éventuelle en cas d'usurpation existe déjà dans le code pénal; il n'y aurait qu'à étendre l'application de l'article 259 à ces titres d'un genre particulier.

Les divers diplômes d'études ont droit de bénéficier d'une garantie sanctionnée par la loi, car ils représentent une valeur variable certes, mais déterminée tout de même et c'est suivant la capacité qu'ils assurent qu'ils doivent être reconnus ou non capables de constituer une condition nécessaire pour obtenir un titre professionnel.

Cette question a pris une importance nouvelle par suite de la mise en œuvre des conventions collectives. Les ingé-

(1) Proposition 151 déjà citée et Jour. Off. doc. par Ch., 1935, n° 5.431.

nieurs en ont été un exemple, en voici un autre. Les « diplômés des grandes écoles et facultés » employés dans les administrations se groupent actuellement afin de faire valoir leurs prérogatives. N'admettant parmi eux que les titulaires de diplômes d'une réelle valeur, ils veulent obtenir d'être classés, dans les contrats collectifs, dans une catégorie leur procurant les avantages auxquels leurs titres leur donnent droit, c'est-à-dire au niveau des ingénieurs diplômés. La valeur des diplômes se trouve ainsi remise en lumière sous un jour nouveau et il est à souhaiter qu'une loi vienne rapidement sanctionner cet état de fait.

SECTION II

INGENIEURS

La loi de 1934 protégeant le titre d'ingénieur diplômé constitue un premier stade vers la réglementation de cette profession; elle laisse libre, à la disposition de qui veut s'en prévaloir, l'appellation d'ingénieur. Or il est à souhaiter que ce terme lui-même soit protégé afin que les indésirables soient de ce fait chassés d'une profession qu'ils n'honorent pas. Les contrats collectifs aident à préciser cette mesure importante.

Le terme ingénieur devrait être réservé à ceux qui ont les connaissances nécessaires et cela au nom de l'intérêt du public comme de celui de la profession. On a vu que ce mot possède plusieurs significations, mais toutes se ramènent à un principe, c'est ce principe qu'il y a lieu de con-

sacrer officiellement étant donné l'état actuel de la situation.

La fonction d'ingénieur dans l'administration publique se rattache à l'idée de profession. L'employeur ici est l'Etat ou une personne morale publique et l'employé rentre dans la catégorie des fonctionnaires, mais par son diplôme, ses études et son emploi spécial il fait partie de la vaste classe des techniciens scientifiques.

D'autre part, la notion d'ingénieur caractérisant un emploi dans une entreprise privée s'éclaircit grâce aux conventions collectives. Il ne devrait pas y avoir de différence entre l'ingénieur diplômé et le technicien faisant fonction d'ingénieur. Maintenant que les autodidactes ont un moyen simple d'acquérir ce titre (loi de 1934, article 8) il est normal que l'emploi d'ingénieur soit réservé à ceux qui en portent l'appellation justifiée par un diplôme. De ce fait, dans les entreprises privées on ne pourrait conférer un titre dans lequel le mot ingénieur entre pour tout ou partie, ni se servir d'un titre de ce genre sans avoir droit au titre d'ingénieur lui-même.

Enfin lorsque des ingénieurs exercent leur talent sous la forme d'une profession libérale le plus souvent ils le font sous la dénomination : ingénieur conseil. Ici encore, l'état de la question s'est précisé grâce à l'action de ces techniciens eux-mêmes. Les ingénieurs conseils se sont groupés en France en une chambre qui consacre cette profession; elle ne reçoit en son sein que les techniciens qui prouvent une capacité suffisante et soumet ses membres à un contrôle. Cette chambre comprend donc un ensemble d'ingénieurs diplômés pourvus de sérieuses références, rompus à la technique industrielle, aux affaires et aux expertises. L'idée des organisateurs a été de former une sorte

d'Ordre de leur profession, ce qui constitue une véritable réglementation privée qui peut devenir le prélude d'une reconnaissance officielle. Enfin le titre d'ingénieur, protégé par la loi de 1934, consacre ce terme en tant que garantissant la valeur d'un diplôme obtenu.

En somme la profession d'ingénieur tend à n'être exercée que par ceux qui en possèdent le diplôme. Quel que soit le sens dans lequel on prend l'appellation d'ingénieur l'idée de profession se confond avec celle d'un technicien diplômé; un même mot peut donc désigner deux choses et, du même coup, l'exercice de cette profession se voit réglementé selon certaines conditions dont la principale serait la possession d'un diplôme d'ingénieur reconnu valable.

Les sanctions applicable en vertu de la loi de 1934 confirment cette affirmation puisqu'elles sont les mêmes que lorsqu'il s'agit d'usurpation de titres professionnels. Ainsi le terme seul ingénieur, devenu terme professionnel, devrait être protégé légalement.

Un projet de loi, actuellement en cours d'étude, ratifie cette manière de voir. D'après lui, nul ne pourrait porter le titre d'ingénieur ou user de ce titre sans être en possession d'un diplôme d'ingénieur décerné suivant les conditions prévues par la loi de 1934. L'usurpation de ce titre serait punie suivant l'article 259 du code pénal. Malgré les intérêts opposés à ce projet il est désirable que cette loi aboutisse et cela pour le bien de tous. La réglementation de la profession et du titre d'ingénieur évolue ainsi suivant un principe commun à beaucoup d'autres professions et, comme on l'a vu, le terme ingénieur, après avoir été protégé d'abord seulement en fonction d'un diplôme,

doit devenir titre professionnel ainsi que les circonstances actuelles le prouvent.

SECTION III

ARCHITECTES

La profession d'architecte a été longue à se former; au cours des siècles, elle s'est précisée peu à peu et, actuellement, une consécration officielle devrait la normaliser car son organisation apparaît nettement. Il n'existe encore aucun texte légal la concernant, mais on trouve de nombreuses études le préparant; ce sont elles qu'il convient donc d'examiner.

Pendant longtemps il y eut confusion entre le métier d'architecte et celui d'entrepreneur. Au moyen âge chaque corporation faisait son travail dans une construction; le maçon devait s'entendre avec les autres ouvriers, mais ne pouvait les commander; le plus souvent, il était le « maître d'œuvre ». Plus tard apparurent les architectes : pourvus d'une certaine instruction ils dirigeaient d'une façon indépendante l'ouvrage. Comme les corporations englobaient les hommes d'un même métier, mais non ceux d'un même art, les architectes ne pouvaient se grouper pour défendre leurs intérêts. A ce moment de nombreux architectes faisaient de l'entreprise et les entrepreneurs, eux, prenaient fréquemment le titre d'architecte. Lors de l'élaboration du code civil, le législateur n'a eu en vue que l'entrepreneur et si le mot architecte paraît c'est dans le sens

d'entrepreneur. A ce sujet, le Tribunal déclara : « Il y a « beaucoup d'endroits où le mot architecte est à peine « connu et où le mot entrepreneur est le seul usité comme « équivalent de celui d'architecte ».

Au XIX^e siècle, des conceptions nouvelles se font jour. Les études concernant l'architecture se perfectionnent et en 1867 est créé le diplôme de l'Ecole des Beaux Arts. Puis les architectes précisant nettement l'exercice de leur profession se réunirent en association et s'imposèrent un règlement : considérant leur profession comme libérale ils s'interdirent tout travail d'entreprise comme étant incompatible avec le leur. Par contre, les entrepreneurs eux, tout en continuant leur métier, prirent souvent le titre d'architecte, ainsi que tous ceux qui, sans posséder aucune connaissance technique obtenue à la suite de sérieuses études dirigeaient des constructions.

A l'heure actuelle cette confusion dure encore et est source de désordres. Pourtant ces deux professions se distinguent aisément. Alors que l'entrepreneur est un industriel qui exécute la construction et fournit en général la main d'œuvre et les travaux, l'architecte, lui, dresse les plans, dirige les travaux effectués et vérifie les mémoires de l'entrepreneur. Les architectes essaient de mettre fin à cet état de choses préjudiciable à tous en demandant que la loi prenne en considération leurs revendications justement motivées.

N'importe qui peut édifier un bâtiment sans posséder en aucune façon la compétence et par conséquent les études théoriques et pratiques préliminaires. Or les progrès incessants de la technique, l'importance et la complexité des œuvres immobilières exigent dans leur conception et leur contrôle la possession préalable de connaissances pré-

cises. Il convient aussi d'assurer aux constructions toutes les conditions de sécurité, de salubrité, d'hygiène, d'urbanisme et d'esthétique que l'on est en droit d'attendre. Des accidents mortels ont prouvé récemment la difficulté de certaines constructions, il importe donc dans l'intérêt public que la profession d'architecte ne soit pas exercée par un incapable. Un architecte digne de ce nom a un rôle social important à jouer car il veille aux besoins de la collectivité; seul, il peut conseiller utilement un client en face des intérêts des entrepreneurs et contrôler la bonne marche du travail à effectuer.

D'autre part, autrefois, les architectes français construisait beaucoup à l'étranger et jouissaient d'une grande renommée. Toute cette renommée doit-elle être ruinée par des personnes qui, après un court séjour en France, s'intitulent pompeusement architectes formés selon nos méthodes sans posséder pourtant aucune compétence. Faudra-t-il que, sous peu, le titre d'architecte français, naguère synonyme de compétence et de bon goût ne soit plus considéré que comme un brevet d'ignorance ?

Enfin on se plaint de l'encombrement de certaines professions, mais n'y aurait-il pas lieu de débarrasser les professions libérales de tous ceux qui n'ont pas, pour les exercer, les qualités requises ? Et en contre-partie des responsabilités de plus en plus nombreuses et étendues qui leur incombent du fait des dispositions légales, d'ailleurs mal définies, et des charges fiscales de plus en plus lourdes qui leur sont imposées, les architectes français sont légitimement fondés à demander à l'Etat les garanties officielles que, seule, une réglementation peut leur apporter.

En somme, la liberté absolue concernant l'exercice de la profession d'architecte ou le port de ce titre, conduit à

des résultats néfastes et les diplômes d'architecte que des écoles sérieuses procurent à leurs élèves, après de solides études ne font l'objet d'aucune protection pénale.

Nous avons vu l'importance qu'il faut attacher au titre dans certaines professions, celle d'architecte en est un autre exemple, car les raisons indiquées plus haut prouvent qu'il est grand temps de prendre une décision, mais dans quel sens ? Faut-il protéger le titre d'architecte seul ou celui d'architecte diplômé (comme pour les ingénieurs) ou convient-il plutôt de réglementer cette profession, ce qui entraînerait la protection du titre ? Cette délicate question a soulevé des discussions passionnées, d'autant plus qu'elle heurtait quelques intérêts particuliers.

Depuis longtemps des projets ont été faits pour réglementer la profession d'architecte, mais non pour protéger seulement le titre. En effet, cette dernière mesure n'est qu'une étape que l'on peut aisément supprimer, surtout lorsque des raisons spéciales ne l'imposent pas.

La question de la valeur des diplômes décernés par les écoles d'architecture ne soulève pas de difficultés comme cela s'est produit pour les ingénieurs. En effet, ces écoles sont peu nombreuses et leurs études sérieuses garantissent la formation de leurs élèves et il n'y a pas lieu de faire une discrimination entre les diplômes de ces écoles dont l'enseignement forme de bons architectes.

La protection du titre d'architecte diplômé serait une mesure provisoire d'une efficacité médiocre car le public ferait peu attention à la présence ou l'absence du qualificatif « diplômé ».

Convient-il alors de punir l'usurpation du titre général d'architecte ? L'exemple de la profession de vétérinaire a montré que la seule protection du titre offre certaines ga-

ranties à ceux qui en sont possesseurs, mais que l'intérêt public exige, lui, une règle plus sérieuse. En effet, n'importe qui, par ce moyen, pourrait toujours diriger des constructions, le titre d'architecte lui serait refusé, mais le public trompé par des procédés publicitaires accorderait à son détriment sa confiance à des incapables.

Ainsi on comprend que la disposition efficace qui a été demandée consiste essentiellement en une réglementation complète de la profession. L'exercice de l'art architectural et le port du titre seraient réservés aux techniciens possédant les connaissances suffisantes. Dès lors, les architectes ne subiraient pas une concurrence déloyale de la part des incapables, la sécurité serait garantie au public et la profession conserverait la réputation à laquelle elle a droit.

Mais si un tel accord de principe a été obtenu facilement, il n'en est pas de même en ce qui concerne son application. En effet, une réglementation déterminée conduit à une sorte de monopole en ce qui concerne l'exercice d'une profession : si l'usage du titre d'architecte et la direction de la construction sont réservés à des hommes d'une compétence éprouvée, inversement ce sont ces hommes qui, seuls, peuvent faire de l'architecture.

Pendant longtemps on s'est demandé qui pouvait prétendre bénéficier d'un tel système : une certaine capacité reconnue officiellement est indispensable. Aussi les architectes diplômés d'une école d'architecture déclaraient que, seule, la possession d'un diplôme officiel d'une réputation méritée pouvaient permettre l'exercice de la profession d'architecte et, par conséquent, à eux seuls serait réservé le port du titre. Cette prétention était repoussée par ceux qui dirigeaient des constructions et se servaient du terme d'architecte sans posséder aucun diplôme sous prétexte

qu'une telle limitation n'était pas possible étant donné le trop petit nombre de diplômés; ils envisageaient alors pour combler cette lacune la création d'un examen d'Etat qui permettrait à un plus grand nombre de jeunes gens de s'adonner à l'architecture d'après la disposition projetée. Cet examen était repoussé énergiquement et à bon droit par les élèves diplômés des écoles dans la crainte qu'il n'abaissât le niveau des études architecturales et décourageât les étudiants de passer les concours difficiles qui garantissaient de sérieuses études et, enfin, fût l'occasion d'une concurrence déloyale en créant des confusions regrettables tout en diminuant la valeur de leur propre diplôme.

Après de nombreux pourparlers une solution a été trouvée et a inspiré un projet de loi. A l'avenir, nul ne pourrait porter le titre ni exercer la profession d'architecte sans avoir suivi un enseignement approprié dans une école publique ou reconnue par l'état et autorisée par celui-ci à enseigner spécialement l'architecture suivant un programme d'études approuvé par le ministre des Beaux-Arts. La compétence des architectes serait ainsi sauvegardée par ce contrôle des études et les anciennes écoles continueraient à jouir de leur réputation car, en plus du titre d'architecte qu'elle pourraient décerner, leurs diplômes garderaient leur dénomination propre. (Par exemple X architecte diplômé par le Gouvernement).

Le concours d'un architecte remplissant les conditions ci-dessus, serait obligatoire pour les travaux d'édification et de modification de constructions et une aide serait apportée aux propriétaires ne pouvant par eux-mêmes en supporter les frais. L'emploi obligatoire d'un homme compétent, complément indispensable de la réglementation d'une pro-

fession, apporterait de la sorte une sécurité nécessaire au public.

Enfin, à titre de mesure transitoire, ceux qui exercent actuellement la profession d'architecte sans avoir de diplôme pourraient passer un examen d'Etat dont le programme ne pourrait être inférieur à celui des écoles autorisées et qui leur donnerait les mêmes avantages et les mêmes droits qu'aux possesseurs d'un diplôme d'une école.

Ce projet a rallié les suffrages des architectes. En effet, tout en procurant au public des garanties nécessaires, il rend à la compétence des diplômés sa juste valeur. A l'avenir, ne pourraient porter le titre d'architecte que les titulaires d'un diplôme reconnu valable et dont la possession serait également obligatoire pour exercer la profession. Cette appellation, désignant une profession légalement réglementée, serait protégée contre toute usurpation par l'article 259 du code pénal. Il est souhaitable dans l'intérêt de tous que le législateur vote ce projet et ainsi sanctionne des travaux effectués pour remédier à l'incertitude actuelle.

SECTION IV

GEOMETRES

Dans le chapitre III on a vu que le titre de géomètre ne bénéficie d'aucune protection légale et il en est de même pour le diplôme d'Etat de géomètre-expert; au contraire, en Alsace-Lorraine ce terme jouit d'une garantie contre

toute usurpation. Une réforme s'impose en ce qui concerne cette profession; pour mettre fin à une telle incohérence il est souhaitable que l'on étende la mesure appliquée en Alsace-Lorraine au reste de la France. Mais, pour cela, des précisions sont nécessaires.

A l'heure actuelle, s'intitule géomètre qui veut et parmi ceux qui exercent cette profession un certain nombre seulement sont titulaires du diplôme d'Etat de géomètre-expert. D'autre part, les travaux effectués par ces techniciens sont très variés : mesurage de propriétés, expertises, plans, cadastre, cubages, etc...; il est encore prématuré de réserver tous ces travaux aux géomètres car leur nombre est insuffisant. En outre, quelques-uns de ces travaux n'exigent pas de connaissances très spéciales; par contre, certains supposent une science approfondie, ce sont ceux-là qui devraient être exécutés seulement par des hommes compétents. Ainsi on arrive à ce résultat que le concours de géomètres qualifiés devrait être obligatoire, dans des cas déterminés touchant à la propriété foncière, afin d'apporter des garanties; ils pourraient s'occuper d'autres choses, mais pour celles que spécifie la loi ils seraient indispensables. Voici pourquoi :

La propriété foncière est mal protégée en France car les éléments constitutifs du droit de propriété sont souvent fort mal enregistrés. Les notaires établissent des actes de propriété mais rédigent des clauses de sauvegarde en vertu desquelles l'établissement de l'origine, de la définition et la figure de cette propriété sont laissées à la diligence des contractants. Le cadastre, image des propriétés, est trop ancien pour avoir une réelle valeur, d'autant plus qu'en 1841 la Cour de cassation a déclaré qu'il était dépourvu de toute valeur juridique parce qu'il a été fait sur de sim-

ples renseignements verbaux non contrôlés, sans production de titres, sans enquête contradictoire. Les énonciations cadastrales n'ont en justice que la valeur d'un simple renseignement. Il faut donc rechercher les moyens susceptibles de faciliter l'établissement des documents qui permettront d'identifier la propriété avec sécurité et de garantir le propriétaire contre toute éviction; ce moyen est de confier l'établissement de tels documents à un professionnel qualifié. Ce rôle échoit tout naturellement aux géomètres car ils sont seuls aptes à réaliser ce travail rentrant dans leurs attributions.

Ainsi, voici les travaux dont l'exécution devrait être réservée à un technicien : délimitation, bornages et toutes opérations appelées à servir de base à l'identification de la propriété foncière et toutes recherches sur la propriété devant être annexées à des actes sous seings privés, authentiques ou judiciaires.

Une telle réglementation protégerait le public et offrirait des garanties indispensables. ces travaux seraient obligatoirement effectués par une catégorie de géomètres spécialement qualifiés. Etant donné le petit nombre de géomètres diplômés, pour que l'on puisse rencontrer partout sans déplacement onéreux le professionnel qualifié, il faut admettre à l'exécution des travaux prévus plus haut, en outre des diplômés, des géomètres d'une valeur technique peut-être inférieure mais jouissant de l'estime et de la confiance de leurs confrères, de leur clientèle, susceptibles de remplir les conditions qu'on doit exiger d'un technicien qu'on rendra responsable de ses définitions du domaine foncier. Cette disposition, admise comme mesure transitoire, serait appréciable aussi pour les géomètres non diplômés mais capables. De toutes façons, ces techniciens reconnus officiellement devraient remplir certaines con-

ditions et être soumis à un contrôle strict; un projet de loi qui prévoit cette nouvelle organisation les désigne sous le nom de « géomètre expert foncier ». Est-il bien utile de créer une nouvelle appellation ? celle de géomètre ne suffit-elle pas ? Comme pour d'autres professions celle de géomètre serait subordonnée à la possession d'un diplôme et certains travaux lui seraient obligatoirement confiés; ainsi la profession de géomètre étant légalement réglementée bénéficierait de la protection de son titre. Du même coup, une unification serait réalisée sur ce point entre l'Alsace-Lorraine et le reste de la France.

SECTION V

EXPERTS-COMPTABLES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le décret du 22 mai 1927 a créé le brevet et le diplôme d'expert-comptable reconnu par l'Etat. Article 1 : « Il « est créé un brevet d'expert-comptable reconnu par l'Etat, « lequel sera confié, de la manière indiquée ci-après, aux « techniciens voulant faire profession habituelle d'orga- « niser, vérifier, apprécier ou redresser les comptabilités « et comptes de toute nature ». Un stage et deux examens constituent les conditions nécessaires pour obtenir ce diplôme. Ce décret, par le genre de rédaction, est identique à celui du 15 mars 1936 qui a fondé le diplôme de géomètre-expert. Nous avons vu que ce dernier, ne réglementant pas obligatoirement une profession, ne bénéficie d'aucune

protection relativement au titre qu'il décerne. Il en est de même pour celui qui est examiné ici. La profession d'expert-comptable est absolument libre à tous points de vue; n'importe qui peut l'exercer et en porter le titre. Les experts-comptables diplômés n'ont pas de recours pénal direct possible contre l'usurpation de leur titre car celui-ci n'est qu'une appellation d'un diplôme non encore protégé par la loi; de plus, actuellement leur concours n'est jamais obligatoire pour un travail déterminé. Or la comptabilité est une science précise, délicate, difficile dans certains cas. La création du diplôme d'expert-comptable a permis au public d'être renseigné sur la compétence de ceux qui le possèdent, mais cette disposition ne suffit pas. Le titre d'expert-comptable devrait toujours annoncer une connaissance approfondie de la comptabilité. Le public ne doit pas être trompé en cette occasion car les conséquences sont graves et les titulaires du diplôme demandent, à bon droit, qu'étant donné leurs études sérieuses, des avantages leur soient conférés. C'est pourquoi un projet de loi a été conçu afin de réglementer le titre d'expert-comptable. Dorénavant, considéré comme titre professionnel, il serait réservé aux experts-comptables qualifiés qui possèderaient le diplôme d'Etat. Bien entendu des mesures transitoires sont prévues. La réglementation légale de cette profession elle-même n'est pas encore envisagée, mais il est normal qu'elle le soit bientôt car son développement se fait important. Quoi qu'il en soit, en attendant, il est certain que réserver le titre d'expert-comptable à des techniciens qualifiés serait déjà une mesure utile pour tous.

Une profession touchant de près celle que nous venons d'examiner mérite d'être signalée : il s'agit des commissaires aux comptes. Nous avons vu que le décret loi

du 8 août 1935 prescrit que parmi les commissaires aux comptes des sociétés par actions faisant appel à l'épargne publique il fallait en choisir un sur la liste officielle. En vertu du règlement d'administration du 29 juin 1936 parmi ceux qui peuvent être inscrits sur cette liste figurent les experts-comptables diplômés; cette décision fut vivement critiquée sous prétexte qu'un véritable privilège était ainsi institué au profit de ceux-ci. Le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 24 juin 1938, a condamné cette opinion et déclaré qu'il appartenait au règlement d'administration publique de fixer les catégories de personnes dont la capacité professionnelle justifiait l'inscription sur la liste. Donc la profession de commissaire aux comptes n'est pas réglementée et son titre ne bénéficie pas d'une protection (pour les raisons déjà vues) mais le jour où ce métier sera réservé à certains hommes compétents (par exemple les experts-comptables qui devront eux-mêmes être diplômés), l'usurpation de ce titre sera punie par la loi.

SECTION VI

INFIRMIERES

Un décret du 27 juin 1922 a créé un examen officiel sanctionné par la délivrance d'un brevet de capacité professionnelle permettant de porter le titre d'infirmier ou infirmière de l'Etat français. Les applications modernes de l'hygiène sociale ont rendu nécessaire cette réalisation : il faut en effet que les auxiliaires des médecins possèdent

une formation professionnelle comprenant des notions générales communes et des spécialisations d'ordre technique selon chacune des catégories à pourvoir. Ainsi les malades et le public savent que les infirmières diplômées offrent des garanties sérieuses. Le décret prévoit : Article 1 : « Il est institué des brevets de capacité professionnelle « permettant de porter le titre d'infirmière diplômée de « l'Etat français qui seront délivrés par le ministre de « l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, « aux infirmières hospitalières, aux visiteuses d'hygiène « sociale et aux diverses infirmières à spécialité restreinte « puériculture, surveillance sanitaire des écoles, hygiène « mentale, etc... » ayant satisfait aux deux conditions suivantes : stage et examen. Cet examen peut être préparé dans des écoles privées soumises à un contrôle. Enfin ce diplôme une fois créé, il a été recommandé aux établissements d'assistance de recruter un personnel le possédant.

Le titre obtenu par ce diplôme ne bénéficie d'aucune protection car il ne correspond qu'à une garantie de compétence obtenue par des études. Mais une tendance nouvelle est apparue. On considère maintenant qu'il est indispensable d'améliorer la situation des infirmières, de compléter leurs connaissances et de les doter d'un statut régulier. Certes, ces dernières années ont amené un effort sérieux dans le sens d'une formation technique plus complète et plus morale qui a donné des résultats appréciables. Le diplôme a acquis aux yeux de tous une très réelle importance, bien qu'il ne fût pas réservé exclusivement à la profession d'infirmières, mais celles qui le possèdent n'en retire pas les avantages et la considération juridique à laquelle elles ont droit. D'autre part, n'importe qui porte le titre d'infirmière ce qui peut amener des confusions regrettables

pour le public qui pense que ce terme représente forcément une certaine capacité. On aurait pu décider une protection pour le titre porté par des infirmières diplômés de l'Etat, mais cette mesure aurait été incomplète et par conséquent inefficace. Aussi une proposition de loi a été votée (1) à la Chambre des députés tendant à réglementer la profession d'infirmière et à en réserver le titre seulement à celles qui possèderaient le diplôme. Le rapport sur la proposition de cette loi (2) déclare : « En ce moment, n'importe « qui peut exercer une profession dont la technique est « délicate et ne saurait s'improviser, dont la formation « morale doit être solidement préparée et dont le rôle le « plus délicat est de prolonger auprès du malade l'action « scientifique et morale du médecin...

« Comme les médecins, les auxiliaires médicaux doivent « être soumis à des devoirs et à des obligations vis-à-vis « des pouvoirs publics et de la santé publique. Cette organisation aura d'ailleurs, nous en sommes persuadés, « une autre heureuse conséquence : depuis toujours les « milieux médicaux, les syndicats se préoccupent de la « lutte contre l'exercice illégal de la médecine. Est-il possible de préciser le nombre d'illégaux devenu tels, « faute d'une réglementation sévère de la profession d'auxiliaire médical ? »

... « Médecins et malades sauront, à l'avenir, qu'en matière d'exécution de soins prescrits, seuls peuvent s'y livrer professionnellement ceux dont les études et la

(1) Jour. Off., déb. Ch. 1937, p. 205, séance du 28 janvier 1937.

(2) Proposition de loi de M. Fié.

Jour. Off. doc. par. Ch., 1936, n° 583.

« compétence sont officiellement reconnues ». L'article 1 décide : « Nul ne peut exercer en France et dans les colonies la profession d'infirmière ou d'infirmier s'il n'est muni d'un diplôme de l'Etat délivré dans les conditions prévues par le décret du 27 juin 1922 ».

Article 2 : « On entend par infirmière ou infirmier : les infirmiers ou infirmières de toutes spécialités exerçant leur profession à l'hôpital ou à domicile; masseurs et masseuses aveugles, hospitaliers d'asiles d'aliénés, d'hygiène sociale métropolitaine et coloniale ».

Article 3 : « Les infirmiers et infirmières de toutes catégories, désignés à l'article précédent ne peuvent exercer leur profession que sous le contrôle médical et sur ordonnance descriptive, qualitative et quantitative, dans les conditions prescrites par la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine ».

L'article 7 enfin punit l'exercice illégal des professions d'infirmiers et d'infirmières.

La profession d'infirmière ainsi réglementée, son titre, du même coup, bénéficiera d'une protection pénale. Une telle mesure, par son importance, lèverait donc toute hésitation, car l'appellation « infirmière » désignerait uniquement une personne d'une compétence garantie par un diplôme officiel.

SECTION VII

AGREES — AGENTS IMMOBILIERS — ARTISTES

Il y a lieu de signaler, enfin, divers projets concernant des professions qui, s'ils étaient mis à exécution, entraîneraient la protection des titres.

Les agréés, avons-nous vu, ne jouissent d'aucune reconnaissance officielle. Ils sont spécialisés dans les affaires plaidées devant le tribunal de commerce qui les recommande au public. Un projet de loi a été conçu pour assurer aux agréés un privilège : seuls ils pourraient représenter les plaideurs auprès des tribunaux de commerce. Il ne faut pas confondre privilège et monopole; ici, il ne s'agit que de privilège : devant le tribunal de commerce le justiciable pourrait se présenter et se défendre lui-même, il serait tenu, s'il entendait se faire représenter, de s'adresser à un agréé. Du même coup cette profession se verrait réglementée suivant cette condition, ce qui entraînerait automatiquement, en cas de besoin, la mise en œuvre de l'article 259 du code pénal.

La profession d'agent immobilier et négociateur en prêts hypothécaires a été également l'objet d'une étude (1) afin de la réglementer dans l'intérêt de l'épargne et du trésor.

De même, il est question de doter d'un statut professionnel les artistes lyriques, dramatiques et chorégraphiques.

En somme on assiste à une évolution très nette qui indique le désir de faire profiter d'autres professions des avantages obtenus par certaines. La valeur du titre est reconnue, par étapes successives elle se précise et, petit à petit, quand la nécessité apparaît, variable suivant les circonstances, on réalise les applications qui se font et se feront de plus en plus nombreuses.

(1) Jour. Off. doc. par. Ch., 1937. Proposition de loi, n° 2757.

Conclusion

La protection des titres professionnels, notion relativement récente, répond à la tendance naturelle qui oriente les professions vers une organisation souhaitable à tous points de vue. Déjà quelques points précis de cette question ont été examinés; par exemple, des auteurs ont réuni en différentes monographies la situation acquise en ce qui concerne les avocats et l'art médical. Notre étude, elle, a été faite dans un double but. Tout d'abord, nous avons voulu compléter ce qui avait déjà été fait, c'est-à-dire rechercher les titres qui jouissaient d'une protection et qui n'avaient pas encore été l'objet d'un examen; pour cela nous avons précisé, parmi les professions existantes, toutes celles dont le titre bénéficiait de mesures en rapport avec sa valeur. Ceci nous a amené tout naturellement à notre deuxième objectif : dresser un tableau général de la situation actuelle; nous avons souhaité, en effet, grouper dans cette thèse tout ce qui avait rapport à la protection des titres afin de mieux donner une idée d'ensemble de la question. Et, pour en faire un état aussi complet que possible, nous avons jugé utile dans le chapitre VI de mentionner les projets fortement avancés qui s'y rapportent.

En terminant ce travail une conclusion toute logique découle : examiner chronologiquement les mesures réglementant les professions citées. Nous constaterons dès lors au cours de l'histoire la marche générale plus ou moins rapide des textes officiels qui ont été étudiés précédemment avec les décisions de justice s'y rattachant.

Enfin, sachant les mesures particulières qui ont poussé à la réglementation considérée, nous serons amenés à voir la raison première de cette réglementation et le principe qui l'a toujours guidée.

Les professions étroitement réglées jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, furent toutes libérées complètement par la Révolution.

Au régime de contrainte succéda une liberté absolue, sans frein, qui très vite fut cause de mécomptes ; aussi dès la 1^{re} République une organisation nouvelle se forma.

Certaines professions reprirent vite leur caractère officiel : les avoués, les greffiers, les huissiers, les notaires, qui tous relèvent de la procédure, se virent les premiers soumis à des lois spéciales car leurs fonctions publiques ne doivent pas seulement être organisées par elles-mêmes et une reconnaissance indispensable, étant donné leur caractère, leur fut accordée lors de la rédaction du code pénal (article 258). A ces professions, il faut joindre celle d'avocat qui en tant qu'auxiliaire de la justice, dérive du même principe.

A la même époque tout ce qui touche à l'exercice de l'art médical fut également réglementé : en effet, il s'agit là de fonctions intéressant particulièrement l'ordre public et la société. De telles professions doivent donc reposer sur une décision formelle.

Puis au cours du XIX^e siècle, jusqu'en 1880, nous ne

trouvons aucune décision législative nous concernant. L'essentiel ayant été fait les autres professions s'organissent elles-mêmes au cours de cette période. Chacune se précise, se délimite, essaie d'exercer un contrôle sur ses membres et tout en reconnaissant leurs devoirs justifient leurs droits. Elles signalent à l'attention publique les dangers qui menacent et proposent des remèdes.

Comme suite à ces efforts, en 1881, une loi pose pour l'exercice de l'art vétérinaire une première réglementation concernant les maladies contagieuses. Puis en 1892 est votée la loi sur les dentistes et en 1896 celle sur les mandataires aux Halles.

Au début du XX^e siècle, la tendance vers une organisation professionnelle s'étend; de nombreuses propositions de lois sont déposées, mais il faut attendre la fin de la guerre pour voir les efforts aboutir. En 1918 : protection des titres d'ingénieur agricole et agronome et en 1920 décret sur les avocats.

A partir de cette date, les textes officiels vont devenir de plus en plus nombreux. Chaque année, pour ainsi dire, une décision consacre la reconnaissance d'une profession (artisan, ingénieur horticole, géomètre diplômé, ingénieur diplômé, journaliste, vétérinaire, etc...) ; signalons en particulier la loi du 26 mars 1924 ajoutant un alinéa à l'article 259 du code pénal (1). La réglementation complète des professions n'est pas toujours obtenue dans les lois et décrets, mais on trouve tout au moins des dispositions la préparant.

Rappelons enfin à l'heure actuelle le grand nombre d'études et de projets qui attendent un vote ou un décret pour sanctionner des états de fait. Certes, on ne peut en-

(1) Voir à ce sujet le tableau des lois et décrets à la fin du volume.

core savoir ce que la loi établira dans les détails, car les projets peuvent être changés, mais il est certain que bientôt des décisions seront votées conformément à l'idée générale.

En somme, on constate, tout de suite après une liberté absolue, la mise en exercice des règles concernant les fonctions publiques et les professions d'intérêt général. Ce premier stade dépassé, les professions s'organisent elles-mêmes pendant près d'un siècle; puis, d'un seul coup, un nouvel afflux de prescriptions apparaît afin de consacrer officiellement ce que l'usage a mis en lumière.

Cette constatation une fois faite il faut essayer de l'expliquer. Pourquoi les professions, depuis plus d'un siècle, reviennent-elles à une semblable organisation? Pourquoi le titre, élément de cette réglementation, est-il protégé par un texte légal?

L'organisation professionnelle naît en quelque sorte d'un phénomène naturel et social. Elle est un élément d'une économie ordonnée et l'ordre économique ne se conçoit que comme un ordre humain; ce sont des hommes qui travaillent pour gagner leur vie, ce sont des hommes qui, par leurs efforts, font prospérer la société dans laquelle ils vivent, en un mot ce sont toujours des relations humaines qu'il s'agit d'agencer. Or exercer une profession c'est appliquer son activité à un genre déterminé d'occupations. L'homme vit de sa profession, mais il ne peut se soustraire à l'obligation de l'exercer en servant la société. Le devoir d'état n'est pas individuel seulement, il est social. De là découlent deux conséquences: l'exercice d'un métier crée un état de solidarité entre tous les membres d'une même spécialité professionnelle. Ils se groupent ensemble, une sympathie naît entre eux, basée sur les mêmes préoccupa-

tions, les mêmes intérêts, ils aiment se retrouver pour examiner ensemble les problèmes qui les intéressent. Ils le font aussi pour agir avec plus d'efficacité lorsqu'il y a lieu, car un groupement a toujours plus de force qu'un isolé. Ainsi, petit à petit, dans une société consciente de ses devoirs, de petits groupements professionnels se forment. Cette première réalisation atteinte, une autre se greffe aussitôt sur elle : c'est la fonction sociale inhérente à un groupement professionnel. Un lien de solidarité rattache les membres d'une profession à ceux des autres professions, créant ainsi dans un pays une idée de service mutuel dans l'intérêt commun. En effet, tous les hommes par la diversité des biens qu'ils procurent sont appelés à les échanger et, pour la bonne marche de ces échanges réciproques, une entente s'impose : telle est la base de l'ordre social.

Ainsi au nom de cette solidarité qui unit les hommes entre eux, pour assurer au mieux la fonction sociale qui est le devoir de tous, les hommes d'une même profession se groupent afin d'assurer un ordre profitable et une bonne marche des affaires. Réunis pour accomplir leurs devoirs et protéger leurs droits ils en viennent tout naturellement à s'imposer une discipline qui est le principe de la réglementation professionnelle. Grâce à elle on peut moraliser une profession, en assurer la dignité et le bon renom, éliminer les incapables et les indignes, empêcher une concurrence déloyale, organiser une formation pour les jeunes. En un mot n'est-ce pas dans toutes les professions que la notion de fonction et de ses exigences doit, sans exclure bien entendu un légitime souci de la défense des intérêts collectifs, inspirer une organisation professionnelle ? C'est seulement grâce à la prédominance de cette idée de fonction que seront évités de graves inconvénients comme

l'égoïsme de groupe et la tendance à la routine; car qui dit fonction dit à la fois soumission au bien commun et effort perpétuel d'adaptation aux exigences mouvantes du réel, donc recherche constante du progrès.

Cette idée, qui a donné naissance à une organisation des professions, explique les différentes réglementations. Au régime de liberté absolue, les professions, au cours du xix^e siècle, ont substitué des règles. D'elles-mêmes, ayant compris leur rôle elles ont peu à peu bâti leur système. Certaines ont été plus vite que d'autres et ceci aussi est normal étant donné leurs caractères différents. Les premières à avoir réalisé cette discipline sont les professions libérales (1) : « car chez elles, plus que chez d'autres, leur objet
« est non une marchandise ordinaire que chacun peut voir,
« compter, peser et apprécier lui-même aisément, mais une
« opération ou un service de nature complexe et délicate
« et plus ou moins incontrôlable de la part du co-contrac-
« tant, partout où il y a des facilités exceptionnelles de
« fraude, des tentations plus redoutables de s'enrichir ha-
« bilement au détriment d'autrui, quelque supériorité de
« fait dont il peut être abusé, en d'autres termes, partout
« où le client doit pratiquement s'en remettre les yeux
« presque fermés à la compétence du professionnel, à sa
« parfaite correction, à son crédit, la nécessité apparaît de
« plus en plus, pour assurer la justice et le bien commun,
« soit d'une réglementation légale, qui se révélerait bien
« vite trop rigide, trop pesante et d'ailleurs insuffisamment
« efficace, soit d'une autorité corporative qui, par des ré-
« glements appropriés et une action vigilante, sache im-

(1) Semaine Sociale d'Angers, 1935,

« poser elle-même dans la profession les indispensables « disciplines et les contraintes salutaires ».

Cette réglementation professionnelle, dont la protection du titre est un des buts, s'est donc formée petit à petit et il ne pouvait en être autrement. En effet, les professions ont besoin d'un certain laps de temps pour pouvoir nettement se délimiter, préciser leur moyen d'action, acquérir une force cohérente nécessaire et elles seules peuvent se charger de ce travail sauf de rares exceptions. En effet, elles ont le droit et le devoir connaturels de faire elles-mêmes ce qui est nécessaire ou utile à leur bon fonctionnement. Mais ce point atteint, deux notions nouvelles apparaissent.

Tout d'abord, pour qu'une profession puisse assurer la bonne marche de son organisation une autorité lui est nécessaire. Pour cela un certain caractère, plus ou moins officiel, s'impose et ce caractère ne peut lui être donné que par l'Etat. C'est l'Etat, en effet, qui en créant des diplômes, des examens, consacre ce qu'une profession a élaboré; c'est l'Etat qui, seul, a le droit de lui accorder un certain monopole tout en vérifiant son exercice. L'Etat en un mot juge ce que la réglementation d'une profession, préparée et éprouvée par l'usage, apporte d'utile à la société et lorsque le besoin en devient manifeste il sanctionne légalement les prescriptions privées.

Cette démonstration apparaît clairement au cours de l'histoire. Devant l'évolution des conditions de la vie économique et sociale, depuis plusieurs années ainsi que nous l'avons vu, des textes légaux consacrent les efforts de diverses professions. L'Etat s'est rendu compte qu'il était indispensable d'ordonner certaines règles et il l'a fait en s'inspirant des directives et des suggestions des professions elles-mêmes.

Mais cette intervention de l'Etat se justifie à un autre point de vue comme nous l'avons dit plus haut. La société professionnelle a le droit de s'organiser, mais à sa place; elle a le droit d'avoir une autorité propre, mais à son rang. Il faut lui marquer sa place et son rang et éviter que des abus se produisent dans un sens quelconque; il faut veiller à ce que les organisations professionnelles n'imposent pas leur seule volonté, les empêcher d'opprimer ceux qu'elles doivent servir. Le rôle de l'Etat ici est donc de contrôler, d'empêcher les excès qui furent la cause de la disparition des anciennes corporations, en un mot d'arbitrer les rapports entre la société et les professionnels en vue de l'intérêt général.

Mais l'Etat qui, lui aussi, a une fonction sociale à remplir doit statuer avec le minimum de gêne et de contrainte pour chacun et sauvegarder l'intérêt général qui domine les intérêts particuliers, qu'il s'agisse de personnes considérées isolément ou de tels groupes déterminés. Son rôle est de tendre à réaliser dans la vie de l'humanité un idéal de justice et d'utilité. Aussi il a un droit de regard sur les capacités professionnelles autant qu'il l'estime utile pour le bon fonctionnement des services collectifs et il le fait, d'une part, en garantissant les droits de chacun, d'autre part, en les limitant pour assurer les droits de tous; la notion de service public doit inspirer ses actes. Or (1) « plus une civilisation progresse, plus l'intervention des « des gouvernants devient normalement plus fréquente « parce qu'elle seule peut réaliser ce qu'est la civilisa- « tion ». Ceci explique le nombre des lois qui sont faites afin d'assurer l'ordre social et on en a bien la preuve lors-

(1) DUGUIT : *Transformation du droit public*.

qu'on considère celles qui prescrivent une réglementation pour les professions.

Voici les raisons qui expliquent et justifient l'intervention de l'Etat en ce qui concerne les professions et lorsqu'il protège un titre il ne fait qu'accomplir un acte d'intérêt commun.

Mais il est nécessaire que cette intervention s'adapte aux différents cas, ne se manifeste que lorsque la nécessité s'en fait sentir et ne devienne jamais abusive. De ce fait, les professions étant essentiellement différentes, les règles d'application de leur exercice varient et sont plus ou moins sévères. Par exemple lorsque la pratique d'une profession intéresse directement et d'une manière complète le public, comme la médecine, il est normal qu'une loi impérative même pénale la réglemente. A l'inverse, des professions se contrôlent aisément elles-mêmes sans aucun recours, c'est le cas des actuaires : leur nombre étant forcément restreint les Compagnies d'Assurance ne font appel qu'aux membres de l'Institut des actuaires qui forme et dirige lui-même ses membres : ceux-ci jouissent en quelque sorte d'un monopole de fait.

Justement, à cause de cette diversité des situations qui se présentent, s'il est normal que l'Etat réglemente certaines professions son rôle doit s'arrêter là. En effet, de même que ce sont elles qui indiquent le mieux les prescriptions qui leur conviennent, de même, dans la suite, elles sont les plus aptes à se diriger. L'ordre des avocats constitue un exemple de cette organisation : les avocats admis d'après les conditions imposées par la loi sont placés sous la juridiction du barreau. Et devant l'heureux résultat de ce système, les médecins, les architectes et d'autres encore réclament pour eux un « ordre » semblable. Le cas des

ingénieurs doit être aussi mentionné ici; rappelons qu'après une loi protégeant leur titre, le soin de décerner ce titre leur est laissé et la commission des titres se charge justement de cette mission.

En somme, la réglementation des professions voulue, formée et appliquée par elles, sous le contrôle et avec l'appellation de l'Etat agissant au nom du service public, telle est la meilleure organisation sociale et économique. D'autre part, la protection de leur titre vient se greffer sur ce système pour le compléter et fait ressortir en même temps le caractère d'intérêt général qui en est la base. Nous avons ainsi la justification de ce que nous avons constaté historiquement.

Ceci nous amène à une dernière considération : de quoi relève cette réglementation professionnelle ? Nous assistons à une opposition entre un régime de liberté et un régime de protection, phénomène qui est la base de toute branche de droit; toute réglementation juridique consistant en une diminution de la liberté par la règle du droit qui intervient dans l'intérêt général. Il faut harmoniser entre elles l'idée de liberté individuelle et celle de liberté collective et la réglementation des professions en a été pour nous une preuve. L'histoire nous montre que lorsque la liberté individuelle était la plus complète l'idée de protection était à peu près inexistante; inversement, lorsqu'à une époque l'idée de protection s'est développée, celle de la liberté individuelle déclina. Tempérer et corriger l'une par l'autre, tel est le rôle médiateur du législateur. L'intérêt général l'a conduit à s'occuper du problème de la profession qui est un problème humain, le problème des intérêts matériels et moraux des « producteurs » à tous les degrés de l'échelle. Il l'a fait sous des formes nouvelles car

des conditions récentes le demandaient : si la liberté stimule les énergies et permet aux mérites individuels de se révéler pour le bien de tous il n'est pas sans inconvénient grave d'en pousser si loin les conséquences que ce goût conduise au désordre. C'est au nom de ce principe de liberté que certains s'insurgent contre la tendance récente de la réglementation des professions, mais ils faut se rappeler que ce principe, qui a inspiré la loi de 1891 Le Chapelier, n'a cessé d'être assorti d'utiles exceptions tirées de l'ordre public.

Ces exceptions, devenues maintenant la règle générale en quelque sorte, font ressortir l'idée de solidarité des hommes vivant en société, car plus les hommes sont associés les uns aux autres (et les lois que nous avons étudiées font ressortir ce point de vue) plus ils ont conscience de la solidarité infiniment complexe qui les unit.

C'est en vertu de cette idée que le droit individuel est dépassé par le droit social à l'heure actuelle et que, si la règle de droit doit répondre au sens intime du juste, elle doit aussi s'inspirer d'une certaine conception de l'ordre social lorsqu'elle apparaît nécessaire afin d'empêcher les querelles privées de compromettre cet ordre social. De même que tout homme a une fonction à remplir, de même les gouvernants doivent intervenir pour lui imposer ce travail s'il ne le remplit pas, car ils ne font que lui imposer l'obligation d'accomplir cette fonction sociale qui lui incombe.

Nous avons ainsi un nouvel exemple de la vie publique au service de la vie privée de façon à neutraliser les forces nocives de celle-ci et de l'extension du droit public qui empiète peu à peu sur le droit privé. La profession, en effet, appartient par sa naissance à l'économique, mais par

son statut à l'ordre public; elle ressortit à la vie privée par son origine, mais elle remplit une fonction d'ordre public; elle est le trait d'union entre le bien privé et le bien public, la personne humaine et la société. La protection du titre, complément de la réglementation des professions, que nous avons essayé d'exposer dans son ensemble et d'expliquer, répond donc, en s'organisant dans un but d'intérêt général, à la tendance légitime actuelle de conservation du droit individuel et privé, mais en fonction du droit social et public.

Vu : *Le Doyen,*

G. RIPERT.

Vu :

L. HUGUENEY.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY

LOIS ET DECRETS ETUDIES

2 mars 1791	loi	: Liberté des professions.
27 ventôse VIII	»	: Sur les avoués, greffiers, huis- siers.
19 ventôse XI	»	: Sur les médecins, sages-fem- mes.
25 ventôse XI	»	: Sur les notaires.
21 germinal XII	»	: Sur les pharmaciens, herboris- tes.
22 ventôse XII	»	: Sur les avocats.
14 décembre 1810	décret	: Sur les avocats.
1810	loi	: Code pénal (article 258).
20 novembre 1822	décret	: Sur les avocats.
28 mai 1858	loi	: article 259 (code pén.) ancien.
21 juillet 1881	»	: Sur les maladies contagieuses des animaux soignées par les vétérinaires.
30 novembre 1892	»	: Sur l'exercice de la médecine, l'art dentaire et l'art des accouchements.
12 juin 1896	»	: Sur les mandataires aux Halles.
2 août 1902	»	: Sur les notaires (modification).

2 août 1918	»	: Protection des titres d'ingénieurs agronomes et agricoles.
20 juin 1920	décret	: Sur les avocats.
13 juillet 1921	loi	: Sur les médecins, dentistes diplômés d'Alsace-Lorraine.
27 juin 1922	décret	: Diplôme d'infirmière.
31 juillet 1923	loi	: Protection du titre de vétérinaire.
26 mars 1924	»	: Protection des titres (article 259 c. pénal).
26 juillet 1925	»	: Création des Chambres de métiers.
22 mai 1927	décret	: Brevet d'expert comptable.
17 juillet 1927	loi	: Protection du titre d'ingénieur horticole.
18 août 1927	»	: Sur les dentistes non diplômés d'Alsace-Lorraine.
25 avril 1929	décret	: Création du diplôme de géomètre.
13 mars 1933	»	: Géomètre en Alsace-Lorraine.
10 juillet 1934	loi	: Protection du titre d'ingénieur diplômé.
29 mars 1935	»	: Statut des journalistes.
26 juillet 1935	»	: Sur les médecins et les dentistes (nationalité) - Médecins sarrois.
8 août 1935	décret-loi	: Sur les commissaires aux comptes.
15 mars 1936	décret	: Diplôme de géomètre.
10 mars 1937	loi	: Sur l'apprentissage.
17 juillet 1938	»	: Sur les vétérinaires.

BIBLIOGRAPHIE

- APPLETON, *La profession d'avocat*. Dalloz, 1927.
- BERTHELEMY, *Droit administratif*. Rousseau, 1933.
- CAPITANT, *Cours de droit civil*. Dalloz, 1935.
- *Vocabulaire juridique*. Les Presses Universitaires, 1936.
- DALLOZ, *Dictionnaire*.
- *Répertoire de législation*.
- DELPECH, *Statut du personnel enseignant et scientifique de l'enseignement supérieur*. Sirey, 1931.
- DUGUIT, *Transformation du droit public*. Colin, 1913.
- *Transformation du droit privé*. Alcan, 1913.
- *L'Etat*. Boccard, 1927.
- *Droit constitutionnel*. Boccard, 1927.
- DUVEAU, *Protection du titre d'avocat*. (Thèse de droit, Paris 1913).
- FRAPPIER, *Usurpation du titre d'avocat*. (Thèse de droit, Paris 1933).
- GARÇON Emile, *Code pénal annoté*. Larose, 1930.
- GARRAUD René, *Précis de droit criminel*. Sirrey, 1934.
- *Traité théorique et pratique de droit pénal français*. Sirey, 1911.
- GOYET, *Précis de droit pénal spécial*. Sirrey, 1925.

- GRINBERG Suzanne, *Pratique légale de l'art dentaire*. Sep.
- GUIBERT, *Notice historique sur la Compagnie des Agréés*.
- HAURIU, *Droit public*. Sirey, 1916.
- *La science sociale traditionnelle*. Larose, 1896.
- *Leçon sur le mouvement social*. Larose, 1899.
- JEZE, *Droit administratif*. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1936.
- JOSSERAND, *Essai de théologie juridique*. Dalloz, 1928.
- LECHOPÉE et FLOQUET, *Nouvelle législation médicale*. Marsan, 1894.
- MAGHERU, *De la conception philosophique de la notion de propriété en France*. (Thèse, Paris 1935).
- MARTIN ST-LÉON, *Histoire des corporations*. Alcan, 1909.
- MINVIELLE, *Histoire et condition juridique de la profession d'architecte*. Tenin, 1921.
- MOLLOT, *Règles de la profession d'avocat*. Durand, 1866.
- MOUILLESAUX DE BERNIERES, *Régime juridique de la médecine et de la pharmacie vétérinaires*. Dalloz, 1930.
- NIBOYT, *Cours de législation industrielle*. 1932-1933.
- PAYEN-DUVEAU, *Règles de la profession d'avocat et usages du barreau de Paris*. Sirey, 1938.
- PERREAU, *Code médical et pharmaceutique*.
- *Eléments de jurisprudence médicale*.
- *Législation médico-pharmaceutique*.
- PLANIOL et RIPERT, *Traité de droit civil*. Librairie générale de droit et de jurisprudence.
- RENARD, *Le droit à la profession pharmaceutique*. Tenin, 1924.
- *L'Eglise et la question sociale*. Editions du Cerf.
- *Valeur de la loi*. Sirey, 1935.
- Semaine Sociale d'Angers, *Comptes rendus* 1935.
- THALLER, *La vie juridique des Français*. Rausseau, 1909.

PERIODIQUES

Bulletin de l'Association des anciens élèves de l'Ecole Centrale.

Bulletin de la Grande Masse de l'Ecole nationale supérieure des Beaux Arts.

Bulletin du syndicat national des Vétérinaires.

Bulletin de l'Union des Géomètres-Experts.

Jurisprudence général, recueil période Dalloz.

Recueil de jurisprudence Sirey.

Echo de l'Union Sociale des Ingénieurs Catholiques.

Journal des Géomètres-Experts.

Journal Officiel :

Lois et décrets,

Débats Parlementaires,

Documents Parlementaires.

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	7
CHAPITRE I. — Fonctions publiques	15
CHAPITRE II. — Professions réglementées sans protection du titre	23
SECTION I. — Avocats	24
» II. — Médecins	36
» III. — Dentistes	47
» IV. — Sages-femmes	53
» V. — Pharmaciens	55
» VI. — Herboristes	59
CHAPITRE III. — Professions réglementées et protection du titre	63
SECTION I. — Principe général : article 259 code pénal	64
» II. Applications :	
I. Avocats	72

II. Médecins	79
III. Dentistes	89
IV. Sages-femmes	96
V. Pharmaciens	96
VI. Herboristes	98
VII. Vétérinaires	99
VIII. Mandataires aux Halles..	110
IX. Journalistes	111
X. Géomètres	113
XI. Commissaires aux comptes	121
XII. Artisans	122
CHAPITRE IV. — Protection du titre seul	127
SECTION I. — Ingénieurs agronomes, agrico- les, horticoles	128
» II. — Ingénieurs diplômés	132
CHAPITRE V. — Moyens de protection	163
SECTION I. — Intérêt	163
» II. — Sanctions pénales	167
» III. — Sanctions civiles	176
CHAPITRE VI. — Projets de protection des ti- tres	185
SECTION I. — Titres décernés par des éta- blissements d'enseignement	186
» II. — Ingénieurs	191
» III. — Architectes	194
» IV. — Géomètres	200
» V. — Experts-comptables — com- missaires aux comptes ...	203
» VI. — Infirmières	205

TABLE DES MATIÈRES

231

» VII. — Agréés — Agents immobiliers	
— Artistes	208
CONCLUSION	211
TABLE des Lois et Décrets étudiés	223
BIBLIOGRAPHIE	225

